

Livre Blanc

sur le Secteur des Fintechs au Maroc

1^{ère} édition

MARS

20
26

EN PARTENARIAT AVEC

VISA

Préambule

Le secteur des Fintechs connaît, à l'échelle mondiale, une transformation profonde qui redéfinit les usages financiers, les modèles économiques et les dynamiques d'inclusion. Au Maroc, cette mutation s'inscrit dans un contexte marqué par l'accélération de la digitalisation, l'évolution des attentes des consommateurs et l'engagement croissant des acteurs publics et privés en faveur de l'innovation financière.

C'est dans cette perspective que le Morocco Fintech Center, en partenariat avec Visa, a élaboré le présent Livre Blanc consacré à l'écosystème Fintech au Maroc. Cette initiative vise à proposer une lecture structurée, accessible et documentée d'un secteur en pleine évolution, en mettant en lumière ses principaux acteurs, les initiatives structurantes déployées ces dernières années ainsi que les dynamiques qui façonnent son développement.

Pensé comme un outil de référence, ce document s'adresse à un public large et diversifié : professionnels du secteur financier et technologique, investisseurs nationaux et internationaux, décideurs publics, étudiants, chercheurs et, plus largement, à toute personne intéressée par les enjeux de l'innovation financière. Il ambitionne d'offrir une vue globale et synthétique de l'écosystème, tout en apportant des éléments d'analyse approfondis sur ses mécanismes et ses spécificités.

Au-delà d'un simple état des lieux, ce Livre Blanc dresse un panorama des avancées réalisées, identifie les enjeux stratégiques et les défis structurels auxquels le secteur demeure confronté - qu'ils soient réglementaires, technologiques, financiers ou liés au développement des talents - et met en perspective les opportunités de croissance et de positionnement du Maroc à l'échelle régionale et internationale.

En consolidant les informations disponibles et en valorisant les initiatives qui ont contribué à faire évoluer le secteur, cette publication entend également favoriser le dialogue entre les différentes parties prenantes et encourager la collaboration au sein de l'écosystème.

Cette première édition se veut une base de référence évolutive. Le secteur des Fintechs étant par nature dynamique et en constante transformation, ce Livre Blanc a vocation à être enrichi, actualisé et complété régulièrement afin de refléter fidèlement les mutations en cours et d'accompagner durablement le développement de l'écosystème Fintech au Maroc.

Executive Summary

2023

Bank Al-Maghrib a lancé, en 2023, avec l'assistance de la Banque mondiale et avec la participation active des régulateurs du secteur financier (l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) et l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS)), une étude de référence visant à dresser un état des lieux approfondi du secteur

() Etude interne non rendue publique*

DE L'ÉTUDE FONDATRICE À LA PHASE D'ACCÉLÉRATION :

L'ESPRIT DE CE LIVRE BLANC

Dans un contexte de structuration progressive de l'écosystème Fintech marocain, Bank Al-Maghrib (BAM) a lancé, en 2023, avec l'assistance de la Banque mondiale et avec la participation active des régulateurs du secteur financier (l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) et l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS)), une étude de référence visant à dresser un état des lieux approfondi du secteur, à en identifier les freins structurels et à proposer des orientations stratégiques pour en soutenir le développement. Cette étude, intitulée «Morocco Fintech Landscape»(*), s'est appuyée sur une large consultation impliquant les startups Fintech actives à l'époque, les acteurs financiers privés ainsi que les institutions publiques concernées.

Les travaux menés ont mis en évidence un écosystème déjà dynamique et porteur d'innovation, même s'il est en phase d'amorçage : peu fédéré, marqué par un nombre limité de startups de taille significative et par un deal flow encore restreint. Sur la base de ces constats, l'étude a structuré ses recommandations autour de trois piliers majeurs :

- La mise en place d'un cadre de gouvernance central permettant de fédérer les parties prenantes ;
- Le développement de fondations opérationnelles solides, notamment à travers l'Open Finance ;
- L'industrialisation de l'accompagnement et du financement afin de permettre aux projets Fintech d'émerger, de se structurer et de passer à l'échelle.

Depuis la réalisation de cette étude, des évolutions structurantes ont été engagées, traduisant concrètement ces orientations.

La création du « Morocco Fintech Center » (MFC) a constitué une étape de structuration de l'écosystème, en apportant un point de convergence, de visibilité et de coordination, et en jouant pleinement son rôle de fédérateur et de catalyseur de l'écosystème fintech marocain. Plus largement, le cadre institutionnel, réglementaire et opérationnel applicable à la Fintech s'est considérablement clarifié, offrant aux porteurs de projets une lisibilité et une prévisibilité accrues par rapport à la situation observée lors de l'étude initiale.

Ces avancées ont permis à l'écosystème d'entrer dans une nouvelle phase de développement. Si le Maroc ne compte pas encore de champions Fintech de dimension internationale et si le volume du deal flow reste en deçà des ambitions nationales, la nature même des projets a évolué. Les startups aujourd'hui actives sont globalement plus matures, plus ancrées dans les besoins réels du marché et mieux alignées avec les exigences de stabilité financière, de protection du consommateur et de conformité réglementaire. Elles s'inscrivent de plus en plus dans une logique de collaboration avec les acteurs établis, conscientes que le développement de la Fintech au Maroc repose sur une dynamique d'intégration et de co-construction plutôt que sur une rupture exogène.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent Livre Blanc. Il ne vise ni à reproduire l'étude 'Morocco Fintech Landscape', ni à reformuler les constats fondateurs, qui demeurent largement pertinents.

Il s'agit d'un exercice complémentaire, conçu pour accompagner la transition entre une phase de structuration institutionnelle et une phase d'accélération opérationnelle et économique du secteur. Près de 3 ans après l'étude initiale, l'écosystème a suffisamment évolué pour justifier une nouvelle phase d'écoute, centrée sur des problématiques plus fines et plus opérationnelles et porteuses d'enseignements visant à enrichir les réflexions stratégiques déjà menées. Quels sont, aujourd'hui, les points de friction résiduels ? Où se situent les leviers d'attractivité pour les investisseurs et pour les partenaires ? Quels ajustements opérationnels peuvent être envisagés ? Des questions parmi d'autres auxquelles nous avons essayé d'apporter quelques premiers éléments de réponses.

3

Près de
3 ans après
l'étude initiale,
l'écosystème a
suffisamment
évolué pour
justifier une
nouvelle phase
d'écoute

En particulier, si l'Open Finance s'est imposée comme un pilier partagé par l'ensemble des parties prenantes, son institutionnalisation progressive appelle, dans l'intervalle, des mécanismes d'accompagnement et d'intermédiation adaptés. De même, la question du deal flow, déjà mise en évidence dans l'étude initiale, s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique renouvelée : elle ne porte plus tant sur l'existence ou la crédibilité des projets, mais davantage sur l'optimisation de la structuration des parcours d'investissement, le renforcement de l'alignement entre startups et financeurs, ainsi que l'accompagnement des projets prometteurs vers des trajectoires de croissance durable.

Ainsi, ce Livre blanc s'inscrit dans une logique de continuité et d'enrichissement des orientations déjà portées par les autorités et par l'écosystème. Il vise à apporter une lecture actualisée et prospective des leviers d'attractivité, d'investissement et de montée en maturité du secteur Fintech marocain, afin d'éclairer les ajustements possibles et d'accompagner la prochaine étape de son développement.

LOGIQUE DU LIVRE BLANC :

STRUCTURER, ÉCLAIRER ET ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

Le secteur Fintech marocain s'impose aujourd'hui comme un levier stratégique de transformation et de modernisation de l'économie nationale. Porté par une dynamique d'innovation, un engagement fort des institutions publiques et la montée en puissance de nouveaux acteurs, l'écosystème franchit une étape décisive vers la consolidation de son rôle régional.

Ce Livre blanc, issu d'une démarche collaborative associant membres du MFC, Fintechset partenaires institutionnels, dresse un état des lieux et met en perspective les avancées majeures réalisées ces dernières années : structuration du cadre réglementaire, multiplication des initiatives d'accompagnement, montée en compétence des talents et émergence de dispositifs de financement dédiés. La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière et la Stratégie Finance Climat 2030 illustrent la volonté de bâtir une finance accessible, innovante et durable, au service de l'ensemble des citoyens et des entreprises.

L'analyse révèle un écosystème en pleine accélération, mais encore confronté à des défis structurants. Le cadre réglementaire, bien que consolidé, gagnerait à s'adapter davantage aux modèles hybrides et aux innovations de rupture.

L'accès au financement, notamment en phase d'amorçage, tend à se structurer progressivement, offrant des opportunités de plus en plus ciblées. Par ailleurs, l'intégration technologique évolue dans un contexte où la standardisation se développe graduellement, ouvrant la voie à une meilleure interopérabilité. Enfin, la valorisation des talents ainsi que le renforcement de la formation pratique constituent des leviers clés pour accompagner durablement la croissance et l'internationalisation des Fintechs marocaines.

Face à ces constats, le Livre blanc trace des orientations ambitieuses et concrètes (adoption d'environnements d'expérimentation, standardisation et fluidification de l'intégration technologique, renforcement des dispositifs de financement early-stage, stimulation du co-investissement public-privé,...). Enfin, il met l'accent sur la montée en compétences, en développant des passerelles entre formation et marché et en encourageant la multiplication des programmes d'éducation financière pour soutenir l'inclusion.

Le Morocco Fintech Center (MFC) s'affirme comme le catalyseur de cette dynamique, fédérant les parties prenantes et orchestrant la montée en puissance de l'écosystème. La trajectoire proposée s'inscrit dans une logique de convergence avec les meilleurs standards internationaux, tout en valorisant les spécificités et les atouts du marché marocain : inclusion, innovation, compétitivité et impact social.

En conclusion, ce Livre blanc pose les fondations d'une Fintech marocaine ambitieuse, inclusive et résiliente. Il invite l'ensemble des acteurs à s'engager davantage dans une démarche collective, progressive et pragmatique, pour faire du Maroc un hub régional de l'innovation financière et un modèle de transformation durable au service de l'économie réelle.

Démarche



Ce document est l'aboutissement d'une démarche volontairement inclusive, pensée pour refléter la réalité du terrain et répondre aux enjeux stratégiques du secteur.

Durant la phase de préparation du livre et pendant plusieurs semaines, une série d'échanges et d'actions riches et structurés ont été opérés :



Focus groups avec plus de 30 Fintechs



Ateliers de travail et échanges avec les régulateurs



Des travaux de recherche et de mise en perspective

Les contributions issues des focus groups et workshops ont fait l'objet d'une analyse qualitative visant à identifier les enjeux récurrents, les points de convergence et les priorités jugées faisables par les différentes parties prenantes.

Les sujets ayant suscité un consensus large ont été retenus comme axes structurants, puis confrontés aux pratiques internationales afin de garantir leur pertinence et leur cohérence avec le contexte marocain.

Ces étapes ont permis de confronter les attentes et les défis des institutions publiques et des régulateurs avec les propositions des acteurs Fintechs, dans une logique de dialogue constructif. L'objectif était double : vérifier la faisabilité des propositions et créer un socle de compréhension commune entre acteurs.

Ce travail de concertation a été complété par une analyse de fond du secteur, incluant une mise en perspective qualitative des pratiques observées à l'international, mobilisée comme élément de comparaison et d'inspiration, sans prétendre à un benchmark exhaustif ou méthodologiquement normé entre pays. Cette lecture a été prolongée par une revue des cadres d'ouverture technologique, des dispositifs d'investissements, et des modèles de guichet unique, afin de situer le Maroc dans une trajectoire à la fois réaliste et ambitieuse.

Les constats présentés dans ce Livre Blanc reposent sur un croisement structuré de sources, combinant les retours issus des focus groups menés avec les Fintechs, les échanges avec les institutions et régulateurs, l'analyse des cadres réglementaires existants, ainsi que des comparatifs internationaux.

Les opinions exprimées par les acteurs de l'écosystème ont été mises en perspective avec des données disponibles et des comparaisons de pratiques afin d'identifier des tendances récurrentes plutôt que des situations isolées.

Les recommandations formulées dans le dernier chapitre découlent directement de ces constats documentés et visent à proposer des leviers opérationnels, réalistes et alignés avec le contexte institutionnel et économique marocain.

Le résultat est un document qui ne se contente pas de dresser un état des lieux : il formalise les points d'alignement déjà identifiés au sein de l'écosystème et propose des recommandations opérationnelles portées collectivement par les acteurs du marché et les institutions.

Sommaire

ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉCOSYSTÈME FINTECH AU MAROC 17

Cartographie des acteurs et dynamiques.....	23
Données clés et mise en perspective avec des benchmarks	31
Les initiatives structurantes appréciées par le secteur	51
Le Morocco Fintech Center : Catalyseur de l'écosystème Fintech marocain.....	79

ENJEUX ET DÉFIS STRUCTURELS 87

Cadre réglementaire et gouvernance.....	89
Capacité d'entreprendre et de financer.....	99
Infrastructures technologiques	107
Business models et inclusion financière	115
Talents, compétences et formation.....	123

PERSPECTIVES 133

Priorités et recommandations pour accélérer.....	135
Comment aller plus loin ?	163

ANNEXES 183

Liste des institutions et organismes publics	184
Liste des Fintechs	187
Références.....	196

1.

**ÉTAT DES
LIEUX DE
L'ÉCOSYSTÈME
FINTECH AU
MAROC**

Quand l'innovation financière façonne un nouvel horizon pour le Maroc : acteurs, chiffres et ambitions à la loupe



Depuis son lancement en 2019, la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) s'est imposée comme un pilier structurant de la politique publique marocaine, visant à garantir un accès élargi, équitable et sécurisé aux services financiers pour l'ensemble des citoyens et des entreprises, en particulier les populations vulnérables, les femmes, les jeunes, les ruraux et les TPE. Portée par le Ministère de l'Économie et des Finances, Bank Al-Maghrib, et un large écosystème d'acteurs publics et privés, cette stratégie s'inscrit dans une dynamique de transformation profonde, accélérée par les mutations économiques, la digitalisation croissante, les impératifs de résilience post-crise et les ambitions du Nouveau Modèle de Développement à l'horizon 2035. Les avancées sont notables : le nombre de points d'accès financiers a plus que doublé en cinq ans, la bancarisation progresse, et l'écosystème s'enrichit de nouveaux acteurs, notamment les établissements de paiement et les Fintechs, qui jouent un rôle croissant dans la démocratisation des services financiers. Cette stratégie s'inscrit dans un processus évolutif et

pérenne, destiné à structurer durablement les efforts collectifs en matière d'inclusion financière, en maintenant une trajectoire ambitieuse jusqu'à la pleine réalisation des objectifs fixés.

Dans cette dynamique, le Maroc vient de franchir une nouvelle étape structurante avec l'adoption de la Stratégie nationale de la finance climat à l'horizon 2030, portée conjointement par le Ministère de l'Économie et des Finances, Bank Al-Maghrib, l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) et les différents départements ministériels concernés par la transition énergétique et le développement durable. Cette stratégie vise à accélérer la transition du secteur financier, à mobiliser les capitaux privés pour le financement des projets climatiques et à renforcer la gestion des risques liés au changement climatique. Construite autour de trois piliers et neuf axes stratégiques, elle s'appuie sur une gouvernance concertée impliquant l'ensemble des parties prenantes publiques et privées, et ambitionne de positionner le secteur financier marocain comme un levier majeur de la transition durable. L'adoption de la stratégie finance climat vient ainsi compléter les efforts d'inclusion financière, en intégrant pleinement les enjeux de durabilité, d'innovation et de mobilisation des ressources au service du développement national.

50^e

La modernisation des services publics vise à améliorer l'accès, la qualité et l'efficacité des démarches pour les citoyens et les entreprises, avec l'objectif de faire progresser le Maroc au 50^e rang mondial dans l'indice EGI des Nations Unies.

L'intégration des Fintechs dans la feuille de route nationale répond à un double objectif :

servir les stratégies financières nationales et positionner le Royaume comme un hub régional de l'innovation financière.

Dans ce cadre, les Fintechs jouent un rôle croissant comme catalyseurs opérationnels de la finance climat, en facilitant la mobilisation et la distribution des capitaux verts, la traçabilité des financements et la mesure des impacts environnementaux. En combinant innovation technologique, data et nouveaux modèles de distribution, elles peuvent contribuer à rendre la transition durable plus mesurable, plus inclusive et plus accessible à l'échelle des ménages, des TPE et des projets locaux.

Cependant, malgré ces progrès, des défis majeurs persistent : la prépondérance du cash, la faible pénétration des services financiers en milieu rural, la persistance d'écart de genre et d'âge, et la nécessité d'une meilleure inclusion des très petites entreprises, des femmes rurales et des jeunes. Les Fintechs, en particulier, sont appelées à jouer un rôle de catalyseur : elles facilitent l'accès à des services financiers adaptés, innovants et abordables, favorisent la dématérialisation des paiements, stimulent la concurrence et contribuent à la modernisation du secteur financier.

AU-DELÀ DES POLITIQUES SECTORIELLES, CES TRANSFORMATIONS TROUVENT LEUR FONDEMENT DANS UN SOCLE COMMUN : L'ACCÉLÉRATION DE LA NUMÉRISATION DE L'ÉCONOMIE ET DES SERVICES

Ces dynamiques s'inscrivent plus largement dans le cadre de la Stratégie nationale « Maroc Digital 2030 », qui constitue le référentiel transversal de la transformation numérique du Royaume. Portée par le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration, elle constitue la feuille de route nationale en matière de transformation numérique à l'horizon 2030. Elle vise à accélérer la digitalisation de l'administration, à soutenir le développement de l'économie numérique, à renforcer l'inclusion digitale et à positionner le Maroc comme un hub technologique régional, en favorisant l'innovation, l'entrepreneuriat et l'attractivité des investissements dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Cette stratégie qui ambitionne de positionner le Maroc comme hub régional du digital et de l'innovation, repose sur deux axes complémentaires : la digitalisation des services publics et le développement d'une économie numérique performante et inclusive.

D'une part, la modernisation des services publics vise à améliorer l'accès, la qualité et l'efficacité des démarches pour les citoyens et les entreprises, avec l'objectif de faire progresser le Maroc au 50^e rang mondial dans l'indice EGD des Nations Unies (E-Government Development Index).

D'autre part, le développement de l'économie numérique ambitionne de générer 270 000 emplois directs, de contribuer à hauteur de 40 milliards de dirhams à l'export à l'horizon 2030 et de faire émerger un tissu de startups capable de produire et d'exporter des solutions « Made in Morocco ».

Dans ce cadre, les Fintechs occupent une position charnière : à la croisée de la digitalisation des services, de l'inclusion financière et de l'innovation technologique. Elles constituent des acteurs clés pour opérationnaliser les priorités de Maroc Digital 2030 au sein du secteur financier et du tissu économique national.

Aujourd'hui, l'écosystème Fintech connaît une dynamique de transformation profonde, soutenue par une ouverture réglementaire qui favorise l'arrivée d'établissements, portée par l'innovation, la digitalisation croissante des services financiers et l'émergence de nouveaux acteurs qui stimulent la concurrence sur le marché des services financiers.

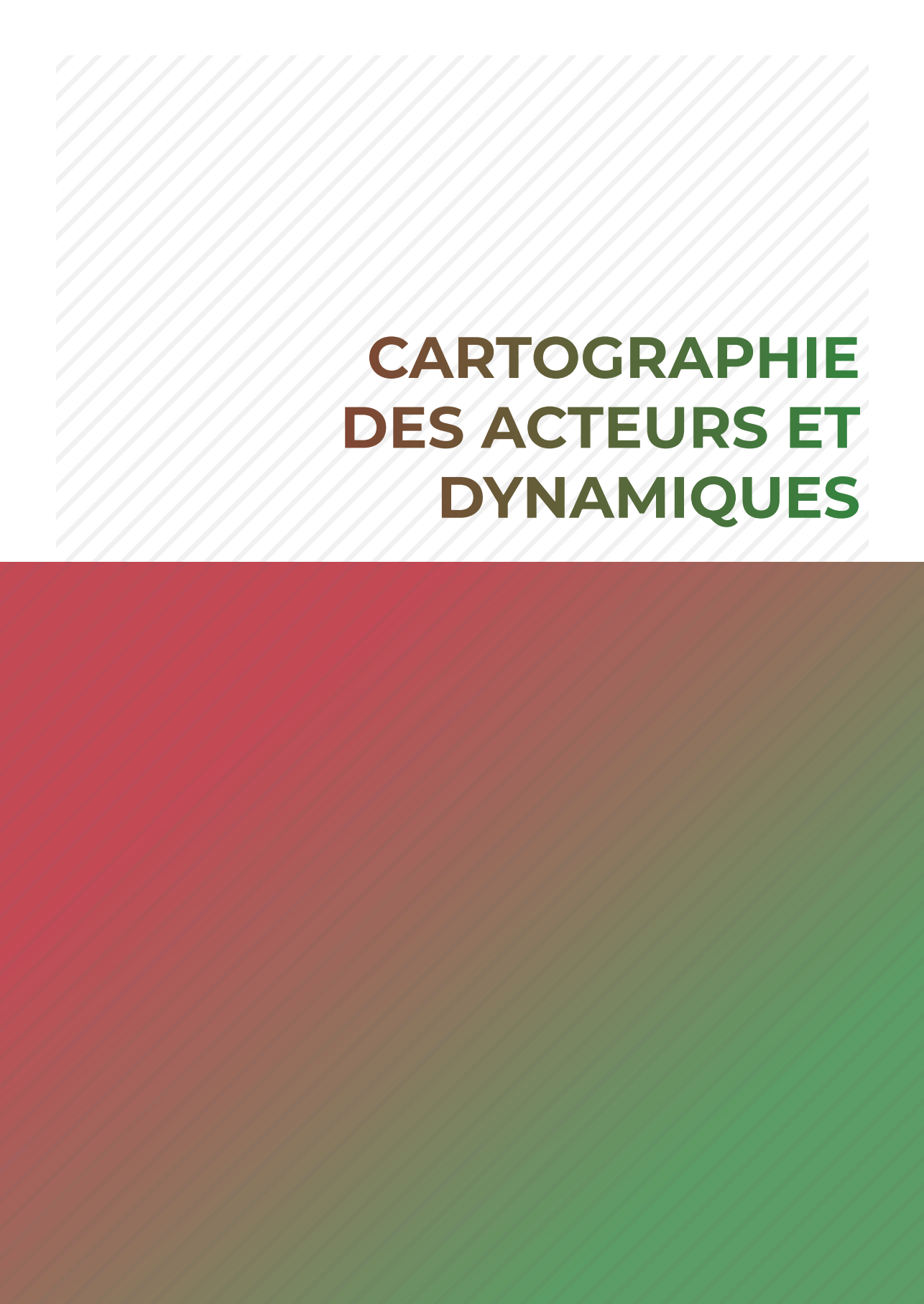
C'est dans cette perspective que s'inscrit ce livre blanc : il vise à éclairer, à travers une analyse approfondie de l'écosystème Fintech marocain, les dynamiques à l'œuvre, les enjeux de demain, et les conditions de réussite pour faire de la Fintech un moteur de développement inclusif, durable et compétitif. En posant ce cadre, il s'agit de rappeler que le développement des Fintechs ne constitue pas une finalité, mais un levier stratégique au service d'une ambition nationale partagée : celle d'une finance accessible à tous, innovante, responsable et créatrice de valeur pour l'ensemble de la société marocaine.

Ce premier chapitre dresse un panorama structuré du secteur, en s'appuyant sur une cartographie des acteurs, l'analyse des Fintechs actuelles, ainsi que des données clés, mises en perspective avec les pratiques internationales pour positionner le Maroc sur les principaux benchmarks. L'objectif est de fournir une vision claire et chiffrée de la maturité du secteur, de ses forces motrices et des initiatives structurantes qui façonnent son développement.

Enfin, un focus particulier sera consacré au Morocco Fintech Center (MFC), symbole de la volonté collective de bâtir un écosystème solide et positionner le Royaume comme un hub régional de l'innovation dans les services financiers.

**Ce livre blanc
vise à éclairer,
à travers
une analyse
approfondie de
l'écosystème
Fintech
marocain, les
dynamiques
à l'œuvre, les
enjeux de
demain, et
les conditions
de réussite
pour faire de
la Fintech un
moteur de
développement
inclusif, durable
et compétitif.**



The cover features a top section with light gray diagonal stripes and a bottom section with a color gradient from red to green, also with diagonal stripes. The title is centered in the top section.

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ET DYNAMIQUES

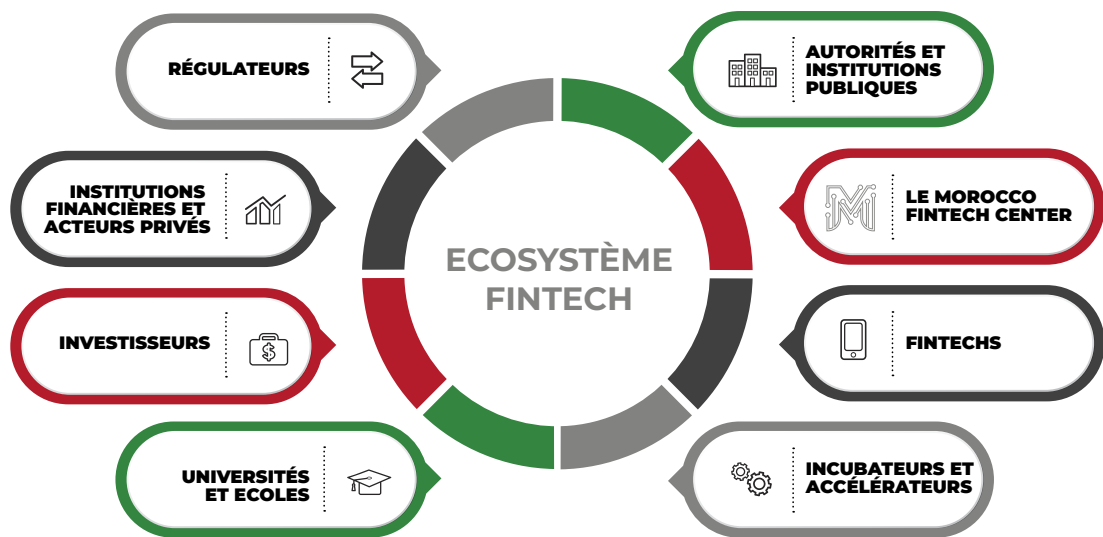
Un écosystème en ordre de marche pour transformer son potentiel Fintech en véritable moteur d'inclusion et de compétitivité

L'écosystème Fintech marocain témoigne aujourd'hui des efforts soutenus et visibles déployés pour structurer le secteur : l'ensemble des acteurs clés nécessaires à son développement sont désormais présents et organisés, posant ainsi les bases d'une dynamique collective et ambitieuse.

Huit familles d'acteurs clés composent ce paysage. Chacun de ces pôles joue un rôle identifié et complémentaire : de la régulation à l'innovation, de l'accompagnement à la formation, du financement à l'intégration des solutions sur le marché. Les synergies entre ces acteurs se sont renforcées ces dernières années, grâce à, des initiatives collectives, des plateformes de dialogue et des projets collaboratifs qui témoignent d'une volonté partagée d'accélérer la transformation des services financiers.

Désormais, l'enjeu majeur réside dans la capacité à orchestrer efficacement cette diversité d'acteurs, à aligner les stratégies et à coordonner les efforts pour faire avancer simultanément plusieurs chantiers structurants : inclusion financière, innovation, compétitivité, et rayonnement régional.

L'écosystème Fintech repose sur la complémentarité de ses acteurs, chacun exerçant un rôle spécifique dans la chaîne de valeur, depuis la régulation et la définition des politiques publiques jusqu'à l'innovation, le financement et la mise sur le marché.



LES AUTORITÉS ET INSTITUTIONS PUBLIQUES

Elles portent les stratégies nationales (inclusion financière, digitalisation, finance climat, innovation,...), mobilisent les leviers de politique publique et créent les conditions d'émergence d'un environnement favorable à l'innovation, à l'investissement et à la montée en compétence de l'écosystème.

LES RÉGULATEURS

Ils définissent et font évoluer le cadre prudentiel et réglementaire applicable aux activités financières innovantes, en veillant à la stabilité du système, à la protection des usagers et à l'application du principe de neutralité technologique et de proportionnalité des risques.

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET ACTEURS PRIVÉS (BANQUES, ASSURANCES, ETABLISSEMENTS DE PAIEMENT, CORPORATES)

Ils assurent la distribution, l'infrastructure et la mise à l'échelle des innovations financières, soit par des partenariats avec les Fintechs, soit par l'intégration de leurs solutions, contribuant ainsi à la modernisation et à l'élargissement de l'offre de services financiers.

LES FINTECHS

Elles conçoivent et déploient des solutions financières innovantes répondant à des besoins insuffisamment couverts, en améliorant l'accessibilité, l'efficacité et l'inclusion des services financiers pour les particuliers et les toutes petites entreprises.

LES INCUBATEURS ET ACCÉLÉRATEURS

Ils accompagnent la maturation des projets Fintech en amont et en phase de croissance, en apportant structuration entrepreneuriale, expertise métier, accès aux réseaux et préparation à l'intégration réglementaire et commerciale ainsi qu'à la levée des fonds.

Un écosystème solide ne se résume pas à la somme de ses acteurs : c'est la qualité des interactions, la clarté des rôles et la capacité à collaborer qui déterminent la vitesse et la portée de l'innovation du secteur.

LES UNIVERSITÉS ET ÉCOLES

Elles constituent le socle de développement du capital humain, en formant les talents techniques, financiers et entrepreneuriaux, en favorisant la recherche appliquée et en contribuant à l'émergence d'une culture de l'innovation financière.

LES INVESTISSEURS

Ils apportent les ressources financières et l'accompagnement stratégique nécessaires à la création, à la montée en puissance et à l'internationalisation des Fintechs, tout en jouant un rôle clé dans la sélection et la crédibilisation des modèles à fort potentiel.

LE MOROCCO FINTECH CENTER (MFC)

Le MFC joue un rôle de catalyseur et fédérateur de l'écosystème, en orchestrant le dialogue entre régulateurs, institutions financières, universités et écoles, incubateurs et accélérateurs, Fintechs et investisseurs, en accompagnant les porteurs de projets et en contribuant à la structuration d'une trajectoire commune d'innovation.

La cartographie qui suit propose une analyse du paysage des Fintechs au Maroc, en détaillant leur catégorisation et en positionnant chaque acteur selon son stade de maturité. Cette approche vise à offrir une vision claire des dynamiques du secteur et des leviers de développement.

Pour les acteurs – institutions publiques et organismes d’État – la liste exhaustive figure en annexe du Livre Blanc, de même que la description des services proposés par chaque Fintech.

Eclairage : Comment avons-nous recensé les Fintechs marocaines ?

La cartographie des Fintechs et l’analyse de leur stade de maturité reposent sur un travail de recensement élargi et croisé, combinant l’exploitation de la base de données de l’Agence de Développement du Digital (ADD), les Fintechs référencées et accompagnées par le Morocco Fintech Center (MFC), les bénéficiaires du Fonds Innov Invest géré par Tamwilcom, les projets reçus et examinés par les membres du MFC, ainsi qu’une vérification à partir des principales publications sectorielles mentionnant le Maroc, recherches web spécialisées, ou encore les listes de participants à des événements de référence tels que GITEX Africa.

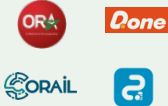
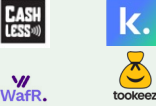

Dans ce périmètre global, défini avant tout par la nature des activités exercées liées aux Services Financiers, et les cas d’usage adressés, certaines Fintechs peuvent par ailleurs disposer de statuts réglementaires spécifiques (ex: agrément, agents), sans que cette distinction n’ait été retenue comme un critère structurant de la cartographie.





L’ensemble des acteurs ainsi identifiés constitue une “photo à date” de l’écosystème, représentative de sa structure actuelle et appelée à évoluer ; un travail continu de veille et de recensement est en cours afin d’enrichir et de mettre à jour ce référentiel dans les prochaines éditions ou à l’occasion de futures publications du MFC.

Une cartographie des Fintechs marocaines mettant en évidence une forte concentration d'acteurs sur la verticale paiement et sur des services à destination des entreprises, aux côtés de l'offre de financement.

Certaines verticales comme l'Insurtech, le marché des capitaux ou les solutions de risque et conformité restent encore peu représentées. Ces espaces offrent un potentiel considérable et témoignent d'une ambition forte : les porteurs de projets disposent d'opportunités pour adresser ces marchés émergents et contribuer à la diversification et à la sophistication de l'écosystème.

Cette catégorisation recense les Fintechs opérationnelles sur le marché, ainsi que celles disposant d'un MVP mature se préparant à un déploiement.

Paiement		
WALLET - TRANSFERT D'ARGENT	FIDÉLISATION ET CASH-BACK	SERVICES DE PAIEMENT
		

Services fonctionnels	
SERVICES AUX COLLABORATEURS	SOLUTIONS DIGITALES POUR COMMERÇANT
	
SOLUTIONS DE GESTION POUR ENTREPRISE	OPTIMISATION ET AUTOMATISATION DE FLUX OPÉRATIONNELS ET TRANSACTIONNELS
	

Financement

CROWDFUNDING	FINANCEMENT ALTERNATIF
AFFACTURAGE - FINANCEMENT COURT TERME - CRÉDIT-BAIL	
CRÉDIT - COURTAGE CRÉDIT	BNPL

Gestion d'actifs

CONSEIL EN INVESTISSEMENT ROBO-ADVISORS
SERVICES AUX GESTIONNAIRES D'ACTIF

Proptech

--

Regtech

KYC - CONFORMITÉ

Gestion du risque

OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION

Insurtech

FOURNISSEURS DE PRODUITS ASSURANTIELS

L'écosystème Fintech marocain avance par paliers, du MVP, à la mise sur le marché, jusqu'à l'expansion, tout en laissant entrevoir un vivier d'idéation prêt à alimenter la croissance dans les années à venir

+100

plus d'une centaine de porteurs de projets au Maroc et dans sa diaspora en stade d'idéation et de conception

NB : Le positionnement de ces Fintechs est basé sur les informations disponibles à date et pourra évoluer dans le cadre du référentiel du MFC.

	PAIEMENT / SERVICES FONCTIONNELS	FINANCEMENT	Gestion du risque	Regtech	InsurTech	Gestion d'actif
Expansion - Croissance						
Go to Market						
MVP validé ou en cours						



**DONNÉES CLÉS
ET MISE EN
PERSPECTIVE AVEC
DES BENCHMARKS**

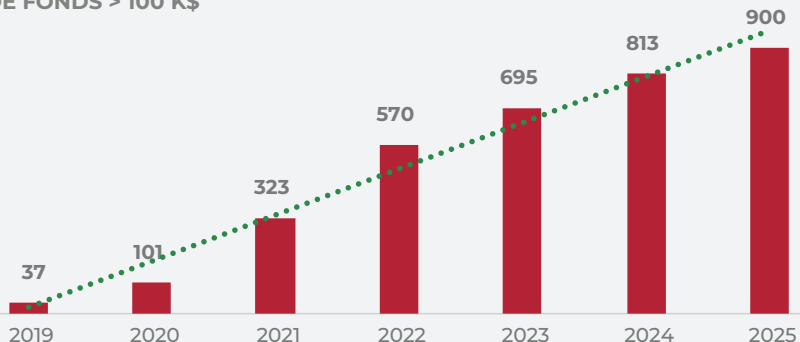
À l'heure où l'Afrique s'impose comme un terrain d'expérimentation et d'accélération pour la Fintech, il devient essentiel de comparer les avancées marocaines aux dynamiques régionales

Dans les écosystèmes les plus avancés de la région, l'inclusion progresse grâce à des infrastructures modernes et instantanées, une distribution « Digitale First », un maillage d'acceptation marchande dense, et des offres de services intégrées (paiement, épargne, crédit, assurance, ...).

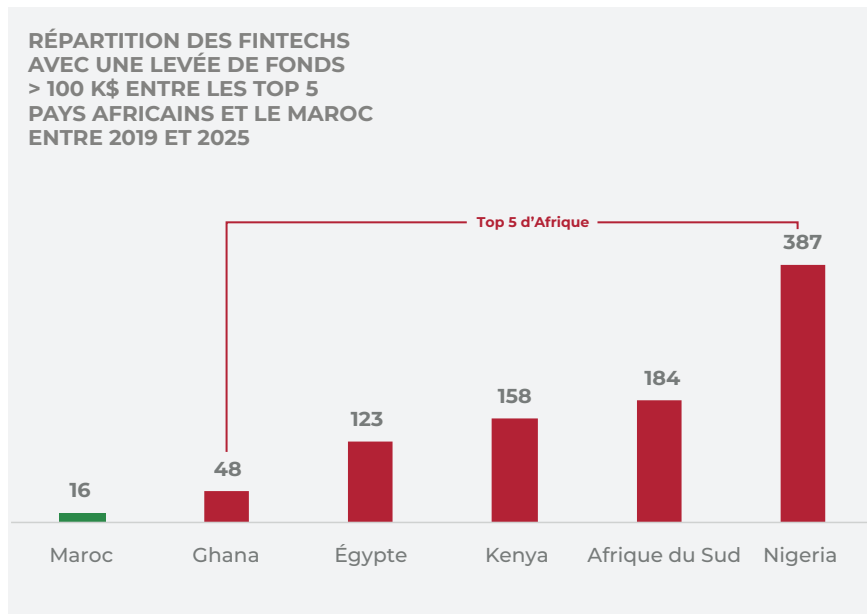
Alors que la Fintech africaine attire des investissements massifs vers ses pôles historiques, le Maroc émerge comme un nouveau hub d'innovation, consolidant sa position stratégique au cœur de cet essor continental.

À l'échelle africaine, l'adoption des outils digitaux financiers connaît une accélération notable. A titre d'exemple, l'Égypte enregistre des records de portefeuilles mobiles et de volumes d'opérations, portée par un cadre pro-inclusion et des rails de paiement instantané déjà opérationnels ; le Kenya affiche un taux de pénétration du mobile money autour de 90 %, ancrant des usages quotidiens largement cashless ; le Nigeria a hissé ses paiements instantanés à de très grands niveaux de volumes, preuve d'une bascule de masse vers le temps réel. Pour sa part, le Maroc progresse également de manière significative affichant une bonne dynamique du secteur, une ambition collective et des avancées concrètes ces dernières années.

**NOMBRE DE FINTECHS
DES TOP 5 PAYS AFRICAINS
AVEC UNE LEVÉE
DE FONDS > 100 K\$**



Le nombre de Fintechs ayant levé plus de 100 K\$ est passé de 37 à 900, soit une multiplication par 24 en six ans. Cette progression n'est pas linéaire ; elle s'accélère fortement à partir de 2021, traduisant l'entrée dans une phase de maturité des écosystèmes africains et l'afflux massif de capitaux internationaux. Cette tendance révèle deux signaux stratégiques : d'une part, la confiance croissante des investisseurs dans la viabilité des modèles Fintechs africains ; d'autre part, la capacité des marchés leaders à absorber des financements importants grâce à des infrastructures numériques robustes et des régulations proactives.



Source des graphes :
Africa : The Big deal

Entre 2019 et 2025, l'écosystème Fintech africain connaît une croissance rapide, mais fortement polarisée. Le Nigeria domine largement avec 387 Fintechs ayant levé +100k\$, soit près de la moitié du total, consolidant son rôle de hub continental. L'Afrique du Sud (184) et le Kenya (158) suivent avec des écosystèmes structurés et des solutions exportables. L'Égypte (123) bénéficie d'une forte demande domestique, tandis que le Ghana (48) reste un acteur émergent en Afrique de l'Ouest.

Le Maroc se positionne comme un hub émergent, disposant des fondamentaux nécessaires pour accélérer sa montée en puissance. Il amorce une trajectoire ascendante, avec un positionnement stratégique fondé sur la stabilité macroéconomique, la structuration réglementaire et l'intégration régionale.

Chiffres clés : un environnement en pleine accélération



Le marché marocain des services financiers se trouve à un point d'inflexion. Porté par une urbanisation soutenue, une démographie jeune et une adoption accélérée du numérique, l'environnement est particulièrement propice à l'innovation.

La généralisation du mobile et d'Internet a profondément modifié les usages, ouvrant la voie à de nouveaux modèles de distribution et à une inclusion financière élargie. Ces indicateurs traduisent une double réalité : d'un côté, une infrastructure télécom mature et un réseau bancaire structuré et résilient ; de l'autre, des défis persistants en matière d'accès à une offre diversifiée de services financiers.

C'est précisément dans cet espace de transformation que les Fintechs trouvent leur place stratégique, en apportant des solutions agiles, accessibles et adaptées aux besoins d'une population connectée mais encore partiellement exclue des circuits financiers traditionnels. Les chiffres qui suivent illustrent les fondations de cette mutation et mettent en perspective les opportunités qu'elle ouvre pour les acteurs du marché.

CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

37 M

Population
(+8,8% depuis
2014)

63%

en milieu urbain

26%

de jeunes moins
de 15 ans

9 M

de ménages

~25%

Taux
d'analphabétisme
(vs 32% il y a
10 ans)

Data à fin 2024

INDICATEURS D'INFRASTRUCTURES ET DU SECTEUR FINANCIER

156%

Taux de
pénétration
mobile

108%

Taux de
pénétration
internet dont
93% via internet
mobile

57 M

Parc mobile
(+17 % en
5 ans)

58%

Taux de
banclarisation
(vs 53% en 2022)

5692

Nombre
d'agences
bancaires (-7,7%
depuis 2020)

94 K

Nombre de
Terminaux de
 Paiement (+13%
vs 2023) dont
72% actifs

22,6 M

Nombre de
cartes bancaires
(+12% vs 2023)

13,8 M

Nombre de
comptes de
paiement
(wallets) ouverts
(+33% vs 2023)

28 %

Part de ces
comptes de
paiement actifs

230 K

Nombre de
compte-titres
(+19% vs 2023)

Data à fin 2024

Sources :
Rapports 2024
HCP, ANRT,
BAM, ACAPS,
AMMC

CHIFFRES CLÉ DES ACTEURS DU MARCHÉ

24

Banques

29

Sociétés de
financements

16

Sociétés de
bourse

11

Institutions de
micro-finance

20

Etablissement
de Paiement

3

Sociétés de
financement
collaboratifs

~ 60

Nombre de
Fintech

62 M\$

Montant total
des levées de
fonds Fintech
(depuis 2019)

25

Entreprises
d'assurance

1967

Intermédiaires
d'assurance

24

Teneurs de
comptes-titres

48

Sociétés de
gestion

77

Nombre de
sociétés cotées

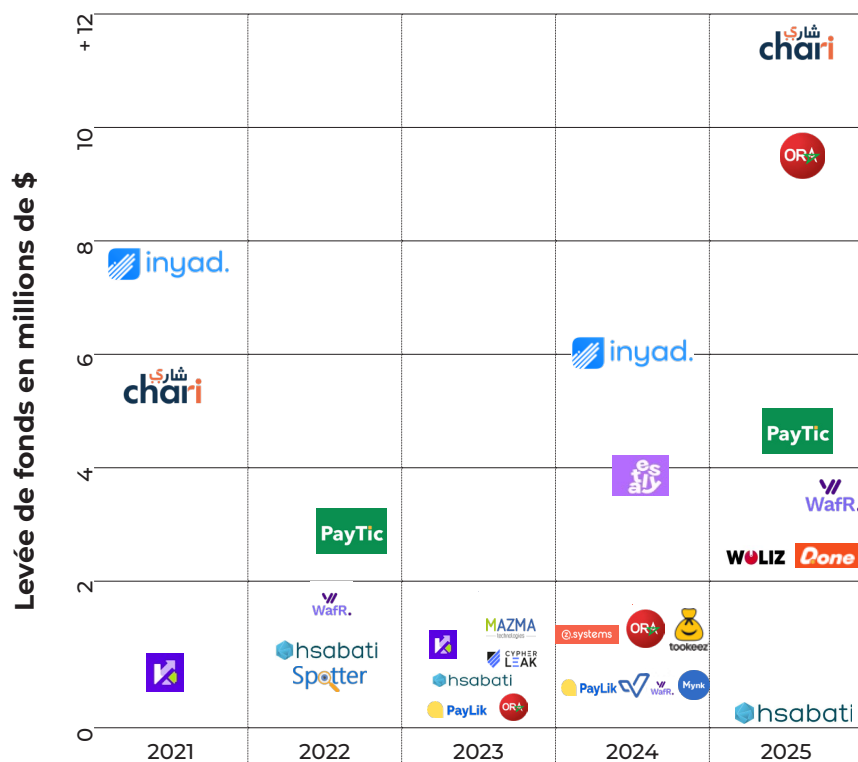
Data à fin 2024

Les données relatives aux opérations de financement présentées reposent principalement sur des sources publiques. À ce titre, elles peuvent ne pas refléter l'exhaustivité des transactions effectivement réalisées, notamment celles conclues de manière confidentielle ou non divulguées.

Les levées de fonds des Fintechs marocaines : des premiers succès qui révèlent un potentiel de croissance à amplifier

L'écosystème Fintech marocain affiche une vitalité croissante, portée par des levées de fonds qui marquent une étape clé dans la structuration du marché. Des acteurs comme Chari ou Ora, dépassant les 10 M\$, illustrent la confiance des investisseurs dans les solutions locales. Cependant, cette dynamique reste en phase de démarrage : la majorité des startups opèrent avec des financements limités, ce qui souligne un potentiel considérable pour des investissements plus ambitieux. À ce jour, 16 Fintechs ont levé plus de 100 000 \$, confirmant à la fois l'émergence d'initiatives prometteuses et la nécessité d'accélérer le soutien financier pour accompagner leur croissance.

NB : Certaines Fintechs ne figurent pas sur cette infographie bien qu'elles aient réalisé des levées de fonds, en raison du caractère confidentiel des données ou de l'absence de communication sur les montants.



Source :
Africa the Big deal

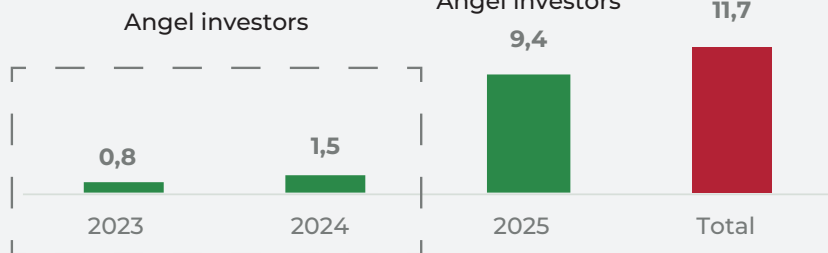
Les levées de fonds significatives concentrées sur seulement quatre Fintechs marocaines

Les quatre principales levées de fonds réalisées par des Fintechs marocaines constituent des jalons stratégiques pour l'écosystème. Elles traduisent une montée en puissance progressive, portée par des investisseurs locaux et internationaux, et illustrent la capacité de certaines startups à attirer des capitaux significatifs. Toutefois, ces opérations révèlent aussi une concentration du financement sur quelques acteurs, ce qui pose la question de l'élargissement de l'accès au capital pour soutenir une croissance inclusive et durable.

Source :
Données collectées directement auprès des fintechs interrogées.

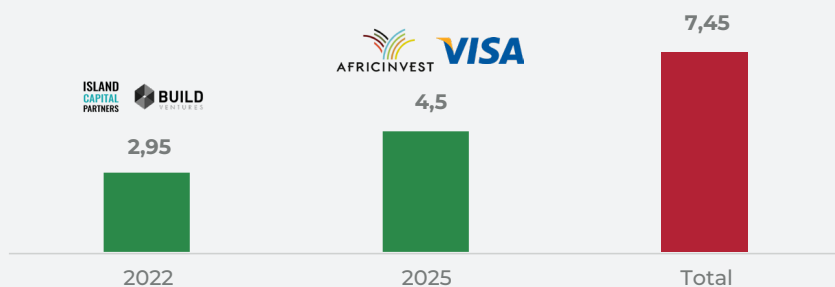


INVESTISSEURS ORA TECHNOLOGIES EN MILLIONS DE \$



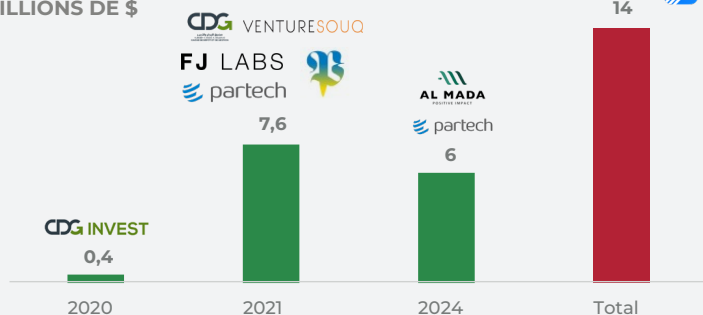
Ora se positionne comme un acteur majeur avec une levée cumulée de 11,7 M\$, portée par des investisseurs tels que le Fonds « Azur Innovation Fund » et des Angel Investors. La progression des tours successifs traduit une stratégie de financement graduelle et maîtrisée, visant à renforcer la capacité opérationnelle et technologique.

INVESTISSEURS PAYTIC EN MILLIONS DE \$



PayTic se distingue par une levée de 7,45 M\$, soutenue par des investisseurs stratégiques tels que Visa, ce qui valide la pertinence de son modèle centré sur la conformité réglementaire et l'infrastructure de paiement. Ce positionnement est particulièrement critique dans un contexte où la régulation et la sécurisation des transactions deviennent des priorités pour les acteurs financiers.

INVESTISSEURS INYAD EN MILLIONS DE \$



Inyad se démarque par une levée de fonds conséquente de 14 M\$, menée auprès d'investisseurs institutionnels tels que Partech et CDG. Cette levée témoigne d'une forte crédibilité et d'une confiance marquée dans son modèle.

SE COMPARER POUR PROGRESSER :

POURQUOI LE MAROC DOIT SE MESURER AUX STANDARDS INTERNATIONAUX ?

Pour un pays comme le Maroc, suivre et s'inspirer des référentiels internationaux est une nécessité stratégique. Ces classements ne sont pas qu'un simple exercice de communication – qu'il s'agisse d'inclusion financière, d'innovation ou d'adoption Fintech – ils sont devenus des baromètres mondiaux qui influencent les décisions des investisseurs, des bailleurs et des partenaires technologiques. Se positionner dans ces benchmarks permet de valoriser les progrès réalisés, mais surtout d'identifier les écarts à combler pour rester compétitif face aux hubs émergents d'Afrique et du Moyen-Orient.

Pour les acteurs de politiques publiques et les institutions du secteur financier, ces indicateurs offrent une vision objective sur le renforcement de l'infrastructure digitale, l'adaptation de la réglementation, et la stimulation de l'innovation et l'investissement. À l'heure où la Fintech redéfinit les services financiers, ignorer ces standards reviendrait à naviguer sans boussole. En s'alignant sur les meilleures pratiques mondiales, le Maroc peut consolider son rôle de hubs régional, attirer des capitaux et accélérer l'inclusion financière, tout en garantissant la stabilité et la confiance dans son système financier.

PANORAMA DES PRINCIPAUX RÉFÉRENTIELS D'ÉVALUATION FINTECH

Dans le domaine des Fintechs, plusieurs référentiels et indices internationaux permettent de mesurer la maturité des écosystèmes par pays.

Ces benchmarks classent les pays (ou villes) selon divers critères comme l'environnement réglementaire, le niveau d'adoption des services Fintech, l'innovation ou l'inclusion financière. D'autres référentiels intègrent également des comparatifs et des indicateurs clés sur les levées de fonds, permettant d'analyser la dynamique d'investissement et l'attractivité des écosystèmes Fintech à l'échelle internationale et entre hub régionaux.

Nous allons passer en revue les principaux référentiels identifiés en détaillant pour chacun leur approche et leurs critères d'évaluation, avant de synthétiser les facteurs-clés récurrents – notamment dans la perspective du Maroc et de sa position régionale.

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

La section suivante présente un aperçu des principaux référentiels internationaux pertinents, utilisés pour évaluer la maturité des écosystèmes Fintech, en précisant leurs objectifs, méthodologies et critères.

Elle propose également une synthèse des enseignements issus de l'analyse comparative afin d'illustrer comment ces standards peuvent inspirer le positionnement et l'évolution de l'écosystème national.



Global Fintech Index de Findexable

FINDEXABLE

Un classement de référence des écosystèmes Fintech

Le Global Fintech Index (GFI) de la société Findexable est le premier indice global dédié à l'écosystème Fintech, lancé fin 2019. Il classe plus de 264 villes dans 80 pays selon le dynamisme de leur écosystème Fintech. Cet indice est mis à jour en temps réel via une plateforme numérique et s'appuie sur un algorithme propriétaire exploitant des milliers de données et compile des inputs de partenaires tels que StartupBlink ou Crunchbase. L'objectif affiché est de cartographier et comparer le dynamisme des hubs Fintech à travers le monde de façon neutre et objective. Il permet ainsi aux investisseurs, entrepreneurs et décideurs de repérer les centres d'innovation financière et de benchmarker leur écosystème par rapport à une norme mondiale.

MÉTHODO ET CRITÈRES

QUANTITÉ – TAILLE ET DENSITÉ DE L'ÉCOSYSTÈME FINTECH

Ce critère évalue l'ampleur de l'écosystème local à travers le nombre de startups Fintech actives, la présence d'incubateurs et d'accélérateurs spécialisés, le développement d'espaces de coworking dédiés, la vitalité entrepreneuriale (notamment via des leaders d'opinion et influenceurs du secteur), ainsi que la taille de la population susceptible d'adopter ces innovations.

QUALITÉ – PERFORMANCE ET IMPACT DES ACTEURS FINTECH

La qualité d'un écosystème se mesure par la performance et l'impact de ses Fintechs : présence de licornes (valorisées à plus d'un milliard de dollars), volumes d'investissements et de levées de fonds, organisation d'événements Fintech d'envergure, collaborations internationales, capacité à créer de la valeur, succès commerciaux avérés et expansion sur les marchés internationaux.

ENVIRONNEMENT – FACILITÉ D'ENTREPRENDRE ET D'INNOVER

L'environnement est apprécié à travers la qualité du climat des affaires, l'existence d'une réglementation favorable à l'innovation, le soutien institutionnel, la maturité des dispositifs d'Open Banking et la disponibilité de passerelles de paiement modernes. Sont également pris en compte l'existence de bacs à sable réglementaires, les incitations fiscales pour les startups, la capacité à atteindre une masse critique d'utilisateurs, la disponibilité de talents et de formations spécialisées, ainsi que le taux de pénétration d'Internet et des technologies numériques.

Historiquement, plusieurs villes africaines étaient représentées dans le classement du Global Fintech Index : Johannesburg, Nairobi, Lagos et Cape Town.

À partir de 2021, le Maroc a été intégré à ce classement, avec la ville de Casablanca.

L'intégration du Maroc dans le GFI constitue une première étape structurante, témoignant d'une reconnaissance internationale croissante.

Afrique				
Rang régional	Rang mondial	Évolution depuis 2020	Ville	Pays
1	37	▲ +26	Nairobi	Kenya
2	93	▼ -22	Lagos	Nigeria
3	97	▼ -10	Le Cap	Afrique du Sud
4	99	▼ -37	Johannesburg	Afrique du Sud
5	117	▼ -11	Le Caire	Égypte*
6	151	▼ -28	Accra	Ghana
7	158	▲ +38	Tunis	Tunisie*
8	166	▼ -34	Kigali	Rwanda
9	168	▶ ±0	Kampala	Ouganda
10	200	nouveau	Casablanca	Maroc*
11	227	nouveau	Harare	Zimbabwe
12	236	▼ -25	Pretoria	Afrique du Sud
13	247	nouveau	Victoria	Seychelles
14	248	nouveau	Quatre Bornes	Maurice
15	257	nouveau	Douala	Cameroun
16	258	nouveau	Addis-Abeba	Éthiopie
17	261	nouveau	Lusaka	Zambie
18	263	nouveau	Dar es Salaam	Tanzanie
19	264	nouveau	Hargeisa	Somalie
20	264	nouveau	Mogadiscio	Somalie

La région Afrique indexable inclut l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne

Global Findex de la Banque mondiale



Indicateurs d'inclusion financière et adoption numérique

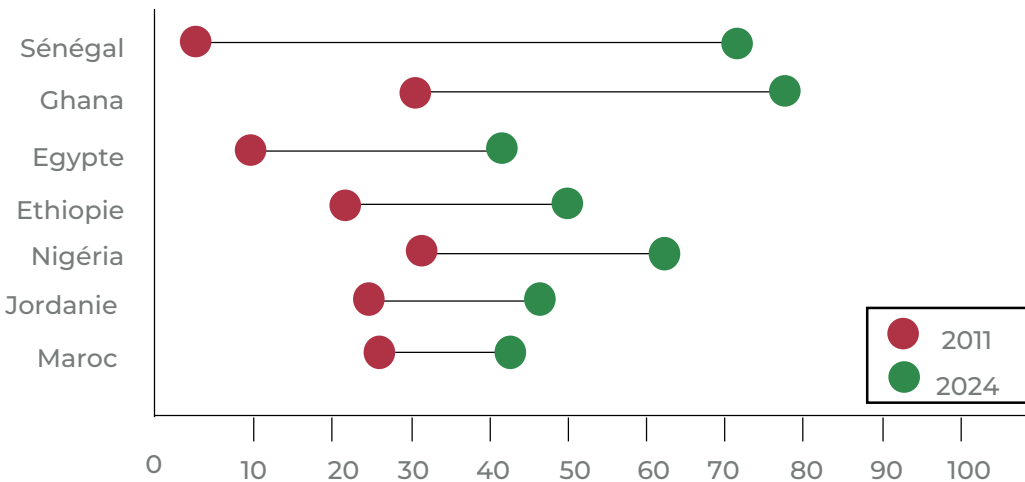
The Global Findex Database 2025

Le Global Findex n'est pas un classement mais une base de données mondiale sur l'inclusion financière des individus, publiée tous les 3 ans par la Banque mondiale. Elle repose sur des enquêtes de terrain menées dans plus de 120 pays (représentant 90+% de la population adulte mondiale). Plus de 100 indicateurs sont collectés via des enquêtes représentatives, permettant de comparer l'accès aux services financiers formels selon des critères démographiques (sexe, âge, revenu). L'édition la plus récente est Global Findex 2024, publiée en 2025.

MÉTHODO ET CRITÈRES

Le Global Findex est une référence pour comprendre comment les adultes accèdent et utilisent les services financiers. Les équipes de recherche interrogent des échantillons représentatifs d'adultes sur divers aspects de leurs pratiques financières personnelles :

TAUX DE POSSESSION DE COMPTE (COMPTE BANCAIRE OU WALLET MOBILE MONEY)
DE 2011 À 2024



Possession d'un compte financier ou mobile : L'inclusion financière se mesure d'abord par la proportion de la population disposant d'un compte dans une institution financière ou via un service mobile (mobile money). Cet indicateur central permet d'évaluer l'accès de base aux services financiers formels, qu'il s'agisse d'un compte bancaire classique ou d'un portefeuille électronique.

Usages des paiements numériques et digitaux : L'adoption des services Fintech se reflète dans la fréquence d'utilisation des moyens de paiement digitaux : paiements par carte, transactions via mobile money, paiement de factures en ligne, ou encore réception de salaires et d'aides sociales sur un compte. Ces usages témoignent du degré de digitalisation des transactions au sein de la population.

Épargne et accès au crédit : La capacité à épargner, qu'elle soit formelle (auprès d'une banque) ou informelle, ainsi que l'accès au crédit (emprunt auprès de banques, de prêteurs ou d'autres acteurs), sont des indicateurs clés de la profondeur de l'inclusion financière et du développement des services financiers.

Gestion budgétaire et résilience financière : La résilience des ménages est évaluée à travers leur aptitude à mobiliser des fonds en cas d'urgence et à faire face aux imprévus financiers. L'analyse des principales sources de préoccupation financière permet d'identifier les vulnérabilités structurelles et les besoins d'accompagnement.

Inclusion selon le genre, le revenu et l'éducation : L'analyse fine de l'inclusion financière passe par une segmentation des données selon le genre, le niveau de revenu ou d'éducation. Cette approche permet de mettre en lumière les inégalités d'accès et d'orienter les politiques publiques vers les populations les plus vulnérables (femmes, ménages à faibles revenus, etc.)

NB : Le programme d'aide sociale directe au Maroc a boosté l'ouverture des wallets (+33 %, soit 13 millions de comptes de paiements à date).

Future of Global Fintech du Forum Economique Mondial et du Cambridge Centre for Alternative

Un baromètre international de la maturité et des dynamiques Fintech

Le rapport « The Future of Global Fintech » du Forum Economique Mondial (World Economic Forum), en partenariat avec le Cambridge Centre for Alternative Finance, constitue aujourd'hui un référentiel international de benchmark pour l'écosystème Fintech mondial. Sa dernière édition a été publiée en 2025. Il s'appuie sur une enquête menée auprès de 240 Fintechs opérant dans 109 pays et 6 grandes régions, couvrant l'ensemble des verticales clés du secteur (paiement, prêt digital, banque digitale, insurtech, wealthtech, capitaux). L'objectif est de fournir une photographie du secteur et un comparatif de la performance, des moteurs de croissance, de l'inclusion financière, de la perception réglementaire et de l'adoption de l'IA dans les Fintechs à l'échelle internationale.

MÉTHODO ET CRITÈRES

Le rapport ne propose pas un classement unique, mais analyse la maturité des écosystèmes Fintech à travers plusieurs dimensions :

Performance de marché : La solidité d'un écosystème Fintech se mesure à travers la croissance du nombre de clients, l'évolution des revenus et des profits, ainsi que la capacité des acteurs à s'étendre à l'international. Ces indicateurs traduisent la vitalité commerciale et l'attractivité du marché.

Facteurs de croissance : Le développement du secteur repose sur plusieurs leviers : la demande client, la disponibilité de talents qualifiés, le niveau de littératie financière et digitale, la qualité de l'environnement réglementaire, la robustesse des infrastructures numériques et l'accès au financement. L'alignement de ces facteurs favorise l'émergence et la pérennité des Fintechs.

Perception réglementaire : L'adéquation et la clarté du cadre réglementaire, ainsi que l'efficacité des initiatives telles que l'eKYC, l'open banking ou les paiements instantanés, sont déterminantes pour instaurer un climat de confiance et encourager l'innovation. Une régulation lisible et proactive constitue un avantage compétitif majeur.

Inclusion financière : L'inclusion se mesure par la part des segments traditionnellement sous-servis (MSMEs (Micro, Small and Medium Enterprises), populations à faibles revenus (femmes, ruraux)) dans la clientèle et les revenus des Fintechs. Un écosystème mature est capable d'intégrer ces publics et de répondre à leurs besoins spécifiques.

Adoption de l'intelligence artificielle : Le taux d'intégration de l'IA, la diversité de ses domaines d'application (service client, automatisation, gestion des risques), ainsi que ses effets sur la rentabilité et l'expérience utilisateur, sont des indicateurs avancés de maturité technologique. La capacité à gérer les risques liés à l'IA devient également un enjeu central pour la compétitivité du secteur.

Ce référentiel permet aux décideurs, régulateurs et acteurs de l'écosystème de comparer leur marché à la réalité vécue par les Fintechs leaders, d'identifier les leviers de croissance et d'inclusion, et d'anticiper les tendances structurantes (interopérabilité, open finance, digital public infrastructure, IA). Il met en avant la capacité des Fintechs à toucher les segments sous-servis et à générer de la rentabilité sur ces marchés, tout en soulignant l'importance d'un cadre réglementaire adapté et d'une infrastructure digitale robuste.

Le rapport ne propose pas de classement spécifique par pays et ne mentionne pas le Maroc de façon détaillée, mais il offre des benchmarks régionaux (MENA, Afrique subsaharienne) et des enseignements applicables pour inspirer la stratégie nationale du Royaume.

Derrière cette variété de classements et de méthodologies, une grille de lecture commune se dessine pour évaluer la solidité d'un écosystème Fintech



À l'issue de cette revue, le croisement de ces benchmarks permet de faire émerger un socle de critères structurants, récurrents dans l'évaluation internationale des écosystèmes Fintech.

Comprendre ces critères structurants, c'est se donner les moyens d'agir efficacement et de positionner le Maroc parmi les leaders régionaux

Mettre en perspective ces axes partagés offre non seulement une grille de lecture des attentes globales du secteur, mais éclaire aussi les leviers d'action à privilégier pour positionner durablement le Maroc parmi les écosystèmes Fintech de référence.

VISION GOUVERNEMENTALE ET RÉGULATION PROACTIVE

Un cadre stratégique clair et une régulation facilitatrice sont des leviers majeurs pour l'essor du secteur

ADOPTION PAR LES USAGERS ET INCLUSION FINANCIÈRE

L'ampleur de l'adoption des services Fintech par la population est un indicateur clé de maturité

INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE ET ACCÈS NUMÉRIQUE

Des infrastructures numériques robustes sont le socle du développement de ce marché

CAPITAL-INVESTISSEMENT ET FINANCEMENTS

Un écosystème de financement dynamique favorise l'innovation et la croissance rapide des startups

DYNAMISME DE L'ÉCOSYSTÈME ET DISPONIBILITÉ DES TALENTS

Un écosystème dense et qualifié crée un effet d'entraînement vertueux

INNOVATION ET OUTPUTS TECHNOLOGIQUES

La capacité à innover et à exporter des solutions différenciantes renforce la compétitivité de l'écosystème

COLLABORATION ET INTÉGRATION DANS L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER

L'intégration des Fintechs avec les acteurs traditionnels et la confiance du public sont des gages de maturité

La deuxième section de ce livre blanc est consacrée à l'analyse approfondie de ces axes, regroupés en cinq thématiques principales. Chacune d'elles a fait l'objet d'une étude menée auprès des Fintechs et des membres du MFC, afin de faire émerger les défis prioritaires et les actions structurantes à engager pour renforcer la compétitivité de l'écosystème national. Ce volet constitue ainsi un pilier central du livre blanc, offrant une vision structurée des leviers de transformation à activer pour accélérer le développement du secteur au Maroc.



The image shows the cover of a document. The top half has a white background with a light gray diagonal line pattern. The bottom half has a solid red background with a dark red diagonal line pattern. The title 'INITIATIVES STRUCTURANTES' is written in bold, dark red, uppercase letters, centered in the white area.

INITIATIVES STRUCTURANTES

Évolution du cadre réglementaire et des initiatives Fintech au Maroc

Le secteur Fintech marocain connaît une transformation progressive, portée par des réformes réglementaires ambitieuses et des initiatives privées dynamiques. Cette chronologie illustre les étapes clés qui ont façonné l'écosystème, depuis les premières bases légales jusqu'à la création du Morocco Fintech Center en 2025. Le schéma présente les principales initiatives lancées au Maroc en lien avec le secteur des Fintechs.

Avant 2018

- **Loi 103-12** : Introduction de nouveaux acteurs dans les services de paiement et les moyens de paiement afin de renforcer la compétitivité.
- Circulaire sur les services de paiement.
- Circulaire sur les établissements de paiement.

2019

- Adoption de la Stratégie Nationale pour l'Inclusion Financière (SNIF).
- Adoption de l'Agenda Bali Fintech.
- Mise en place d'un One Stop Shop Fintech (Bank Al-Maghrib)

2020

- Plan Digital Maroc 2020.
- **Loi 05-20** : Renforcement de la confiance numérique et de la sécurité (cybersécurité).
- **Loi 43-05** : Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- **Loi 43-20** : Réglementation des services de confiance pour les transactions électroniques.

2021

- **Loi 15-18** : Définition des termes et conditions des activités de financement collaboratif (crowdfunding).
- Entrée en vigueur de l'assurance Takaful.

2022

- Congrès Fintech sous le thème «Fintech at the service of Economic and Social Development».
- Lancement du portail Fintech (AMMC)
- Publication de l'instruction P°02/2022 relative aux dispositifs électroniques de vente en ligne de produits d'assurance et Amendement de la circulaire générale de l'ACAPS. Définition du cadre de la micro-assurance et élargissement de son périmètre de distribution aux établissements de paiement.

2023

- Gitex Africa à Marrakech.
- Sommet Fintech Revolution à Casablanca.
- Conférence nationale sur les actifs cryptographiques.
- Création de la cellule Innovation & Insurtech (ACAPS).
- 1^{ère} Fintech marocaine à avoir l'agrément de société de financement collaboratif.

2024

- Adoption de la stratégie de développement de la Finance Climat 2030.
- Coopération BAM et Conseil de la Concurrence pour renforcer la concurrence dans le marché du paiement électronique (acquisition).
- Lancement stratégie nationale Maroc Digital 2030.
- Publication de l'instruction P°02/2024 relative à l'organisation de l'examen professionnel – Présentation des opérations d'assurance s'appuyant sur des solutions technologiques innovantes.
- Lancement du portail de financement collaboratif.

2025

- Création du Morocco Fintech Center.
- 1^{ère} Fintech étrangère implantée au Maroc à obtenir l'agrément EDP.

Un écosystème Fintech marocain en pleine structuration et des initiatives clés appréciées par le marché

Le développement des Fintechs au Maroc repose sur une stratégie globale, articulée autour de cinq types d'initiatives complémentaires. Cette approche vise à créer un cadre propice à l'innovation, à renforcer la confiance des acteurs et à stimuler la compétitivité nationale. Chaque levier répond à des enjeux spécifiques et contribue à la cohérence de l'écosystème.


1. Régulation	Les autorités ont mis en place des dispositifs réglementaires pour anticiper les risques, garantir la conformité et ouvrir le marché à de nouveaux modèles. Ces mesures favorisent la sécurité des opérations, l'inclusion financière et l'adoption de technologies innovantes.
2. Financement	Des mécanismes variés, accords internationaux, fonds dédiés, partenariats publics et privés, permettent de soutenir les startups à chaque étape : amorçage, scale-up et expansion internationale. L'objectif est d'accélérer le time-to-market et d'élargir l'accès aux capitaux.
3. Accompagnement et outils	Incubateurs, accélérateurs et plateformes spécialisées offrent aux entrepreneurs un soutien opérationnel, technique et juridique. Ces dispositifs visent à réduire les obstacles, améliorer la qualité des projets et faciliter leur intégration dans les chaînes de valeur.
4. Partenariats	Les collaborations entre acteurs publics, privés et internationaux positionnent le Maroc comme hub régional. Elles favorisent le transfert de compétences, l'accès à des infrastructures et la création de solutions adaptées aux besoins locaux et globaux.
5. Événements	Forums, conférences et expositions créent des espaces de rencontre entre startups, investisseurs et régulateurs. Ces événements renforcent la notoriété des Fintechs marocaines, encouragent la co-création et facilitent l'intégration dans des projets panafricains.

L'écosystème marocain des Fintechs repose sur plus d'une centaine d'initiatives structurées lancées ces dernières années, réparties entre régulation, financement, accompagnement et outils, partenariats stratégiques et événements d'envergure. Cette diversité illustre une approche intégrée visant à créer un cadre sécurisé, stimuler l'innovation et renforcer la compétitivité du Maroc comme hub Fintech régional.

Initiatives d'ordre réglementaire

Les fondations réglementaires de l'écosystème Fintech au Maroc

Le développement des Fintechs au Maroc s'appuie sur un ensemble d'initiatives réglementaires et stratégiques portées par les régulateurs du secteur financier et le Ministère de l'Économie et des Finances. Ces actions visent à créer un environnement sécurisé, inclusif et propice à l'innovation, tout en favorisant l'intégration des nouvelles technologies dans les services financiers.

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Loi sur le financement collaboratif	Favoriser l'inclusion financière des jeunes entrepreneurs via des mécanismes de financement innovants (crowdfunding).	Ouverture du marché aux plateformes Fintech de crowdfunding, diversification des sources de financement et stimulation des startups.	
Projet de loi « Startup Act »	Instaurer un cadre juridique national clair et adapté aux spécificités des startups, incluant un mécanisme réglementé d'attribution du label "Startup", afin de faciliter la création, la croissance et l'accès aux dispositifs publics de soutien.	Renforcement de la visibilité et de la crédibilité des startups Fintech, simplification des démarches administratives et amélioration de l'accès aux financements et programmes d'accompagnement, favorisant leur montée en puissance et leur internationalisation.	

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Stratégie nationale « Maroc Digital 2030 »	Accélérer la transformation numérique du Royaume en digitalisant les services publics et en dynamisant l'économie numérique.	Accélération du time-to-market et de l'adoption des solutions Fintech grâce à des parcours clients plus fluides (e-services publics, socles d'identité/interopérabilité), un écosystème startup renforcé (pipeline, financements, talents) et un contexte plus favorable à l'industrialisation de solutions « Made in Morocco » et à l'export digital.	 Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration
La stratégie numérique 2019–2023 de Bank Al-Maghrib	Positionner BAM comme catalyseur d'innovation et moderniser les services financiers.	Accélération de la digitalisation des services bancaires et création d'opportunités pour les Fintechs.	
Mise en place d'un cadre réglementaire pour l'utilisation du Cloud dans le secteur bancaire	Garantir la sécurité des données et la conformité réglementaire dans l'adoption des solutions Cloud.	Facilitation de l'intégration des Fintechs proposant des solutions cloud, amélioration de la scalabilité et réduction des coûts pour les acteurs financiers.	
Adoption des principes du Bali Fintech Agenda	Promouvoir une innovation financière responsable et inclusive.	Renforcement de la confiance des investisseurs et des régulateurs, alignement des Fintechs marocaines sur les standards internationaux pour favoriser leur expansion.	
Mise en œuvre du cadre réglementaire du financement collaboratif (prêts et dons)	Définir les règles d'application pour encadrer les plateformes de financement collaboratif.	Sécurisation des opérations des Fintechs de prêt collaboratif, transparence accrue et attractivité pour les investisseurs.	



Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Mise en œuvre depuis 2015 du cadre réglementaire des établissements de paiement	Renforcer le cadre réglementaire avec des règles adaptées, en facilitant l'ouverture du secteur à la concurrence et l'émergence de nouveaux acteurs.	Créer le statut d'établissement de paiement et ouvrir le marché des services de paiement à la concurrence, en élargissant l'offre aux acteurs innovants. Cette initiative témoigne d'un engagement constant pour un développement structuré, sûr et inclusif de la Fintech au Maroc.	

L'ensemble de ces actions vise à accélérer la digitalisation des services financiers, favoriser l'émergence de nouveaux modèles économiques et positionner le Maroc comme un hub régional de l'innovation financière. Ces initiatives s'inscrivent dans une dynamique mondiale où la régulation devient un levier pour stimuler la compétitivité et l'inclusion financière.

Initiatives de financement




Catalyseurs financiers : accélérer la croissance des Fintechs

Au-delà des réformes réglementaires, le Maroc mise sur des mécanismes de financement pour soutenir l'innovation Fintech. Ces initiatives visent à mobiliser des ressources, faciliter l'accès aux capitaux et renforcer la compétitivité des startups dans un environnement en pleine transformation digitale.

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Appel à manifestation d'intérêt lancé par le Fonds Mohammed VI pour l'investissement, en étroite collaboration avec le MTNRA et la CDG, pour la sélection de sociétés de gestion appelées à mettre en place et gérer des fonds dédiés aux startups. (*)	Dynamiser et structurer durablement l'écosystème des startups à travers le renforcement de l'industrie montante du capital-amorçage et du capital-risque pour financer différents stades de développement des startups et permettre l'émergence de futurs leaders marocains dans l'innovation et la technologie.	Assurer un continuum de financement du Pre-Seed aux Séries A+. Les premiers fonds présélectionnés projettent d'investir près de 2,5 Mds MAD dans des startups marocaines (tous secteurs confondus y compris en Fintech) incluant les contributions du FM6I, du MTNRA à travers TAMWILCOM et de la CDG.	 <p>مؤسسة محمد السادس للاستثمار FONDS MOHAMMED VI POUR L'INVESTISSEMENT</p>  <p>Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration</p>  <p>CDG البنك المغربي للتجارة الخارجية MAGROBANK</p>

(*) Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le FM6I, en étroite collaboration avec le MTNRA et la CDG ».

(**) Il s'agit de la même enveloppe annoncée dans l'initiative précédente. Les deux montants ne sont donc pas cumulatifs.

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
<p>Dispositif catalytique de soutien au capital risque Fonds Catalytique Startups – FCS (**)</p>	<p>Structurer durablement l'écosystème du Venture Capital au Maroc via la mise en place par le MTNRA du FCS d'un montant de 400 MDH. Ce dispositif catalytique inclut un mécanisme de couverture des premières pertes ou un investissement direct, dans des conditions alignées avec les meilleurs standards internationaux du Venture Capital.</p>	<p>Accès facilité à des financements adaptés à chaque stade de croissance, augmentation des levées de fonds et accélération de la mise à l'échelle, avec un potentiel global d'investissement de 2,5 Mds MAD couvrant Fintech, agritech, edtech, healthtech et climatetech.</p>	
<p>Programme « Startup Venture Building » (VB)</p>	<p>Favoriser l'émergence d'un écosystème national de startups innovantes via le Digital Startup Fund (700 MDH) et un accompagnement structuré. Initiative portée et financée par le MTNRA et opérée par TAMWILCOM en partenariat avec 6 structures internationales et locales.</p>	<p>Accès à un accompagnement complet et à des instruments financiers adaptés (bourses, prêts d'honneur, prêts d'amorçage), permettant de réduire les risques, accélérer la croissance et renforcer la capacité à lever des fonds et s'internationaliser.</p>	
<p>Signature d'un accord de financement de 50 millions de dirhams avec l'UE</p>	<p>Mobiliser des ressources pour soutenir la transformation numérique, l'inclusion financière et la modernisation des services publics.</p>	<p>Accès facilité à des fonds pour les Fintechs développant des solutions d'inclusion financière et de digitalisation des paiements.</p>	

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Signature d'un accord de prêt avec la Banque mondiale de 4 milliards de dirhams	Renforcer la résilience économique et soutenir les projets digitaux et Fintech pour l'inclusion financière et la compétitivité numérique.	Création d'opportunités pour les Fintechs dans les projets publics (paiements digitaux, e-gov, open banking).	
Signature d'un accord de financement de 540 millions de dirhams pour le Programme d'appui aux financements	Faciliter l'accès au financement pour les startups et PME innovantes, y compris les Fintechs.	Augmentation du nombre de Fintechs financées, accélération du time-to-market des solutions.	
Organisation d'une conférence sur les opportunités de financement pour les startups	Informer les startups, notamment les Fintechs, sur les dispositifs de financement disponibles et les bonnes pratiques pour lever des fonds.	Meilleure information des Fintechs sur les sources de financement disponibles et les critères d'éligibilité.	
Financement en phase d'amorçage et en série A de cinq startups marocaines (WafR, Spotter, Chari, Hsabati et Paylik)	Accélérer la croissance des startups Fintech à fort potentiel.	Développement de solutions innovantes pour la distribution, le paiement et la data.	
Financement de projets en phase d'amorçage jusqu'à 700 000 € (~7 millions MAD) et en série A jusqu'à 1 million € (~10 millions MAD)	Soutenir les startups innovantes dès leurs premières étapes et accompagner leur croissance via des prises de participation stratégiques.	Accélération du lancement des Fintechs, réduction du risque financier initial, accès à un réseau d'investisseurs.	

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Financement en phase de scale-up de trois Fintechs majeures (Hsabati, QAAL, Inyad)	Renforcer la croissance des Fintechs marocaines à fort potentiel et favoriser leur expansion régionale et internationale.	Augmentation des capacités opérationnelles, amélioration des solutions Fintech locales, création d'emplois qualifiés.	
Sélection de six startups Fintech (Chari, Konta, Paylik, WafR, Emata et Spotter) pour intégrer le réseau Plug and Play	Offrir mentorat, networking et accès à des investisseurs internationaux via un programme d'accélération reconnu.	Accès à des financements internationaux, transfert de compétences, intégration dans des écosystèmes mondiaux.	
Plusieurs investissements réalisés dans le secteur de la Fintech	Dynamiser l'écosystème entrepreneurial marocain en multipliant les opportunités de financement.	Diversification des sources de financement pour les Fintechs, augmentation du nombre de projets financés.	
Innov Invest avec un budget de 500 millions de dirhams	Soutenir les startups innovantes via des fonds d'investissement et des mécanismes de financements sous forme d'aides et de prêts pour assurer un continuum de financement depuis le prototypage jusqu'au développement commercial.	Accès à des fonds pour les Fintechs early-stage, réduction du risque pour les investisseurs.	 
Partenariat Tamwilcom avec l'émission « Qui veut investir dans mon projet? »	Promouvoir l'investissement dans les startups marocaines via un format TV grand public.	Plus de visibilité pour les Fintechs, opportunités de levée de fonds auprès d'investisseurs privés.	

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Fonds Fintech	Soutenir le développement et la structuration des Fintechs marocaines.	Renforcer de la capacité des Fintechs à se lancer et franchir les phases critiques de croissance, et contribution à l'émergence d'acteurs Fintech solides	
Programme Intelaka	Offrir un financement et un accompagnement intégrés à des conditions avantageuses pour auto-entrepreneurs, TPE/TPME, coopératives et startups en urbain et rural.	Renforcer le financement des jeunes sociétés, en facilitant l'accès au crédit et au fonds de roulement dès l'amorçage et la post-création, et en accélérant la mise sur le marché de leurs solutions.	
Programme Forsa	Proposer une formation en e-learning et un accompagnement au financement, avec possibilité d'incubation de 2,5 mois pour les projets les plus prometteurs.	Faciliter l'accès au financement grâce à des critères simples et un business plan allégé, en offrant un prêt d'honneur à 0 % pouvant atteindre 100 000 DH (dont 10 000 DH de subvention).	

Ces initiatives créent un écosystème où les Fintechs accèdent plus facilement aux financements, accélèrent leur mise sur le marché et renforcent la confiance des investisseurs grâce à des partenariats institutionnels solides et des mécanismes transparents.

Initiatives d'accompagnement

Les clés pour propulser la Fintech marocaine




Pour soutenir la croissance des Fintechs, le Maroc déploie des initiatives visant à renforcer les compétences, simplifier les démarches et offrir des outils adaptés. Ces actions créent un cadre propice à l'innovation et à la collaboration entre régulateurs, Fintechs et investisseurs.

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Lancement du projet "JobInTech"	Renforcer les compétences numériques de la main-d'œuvre nationale en formant 15 000 jeunes d'ici 2026.	Création d'un vivier de talents qualifiés pour soutenir l'écosystème Fintech et faciliter le recrutement de profils techniques.	 Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration
Lancement d'un guichet unique Fintech (One Stop Shop Fintech)	Simplifier les démarches administratives et offrir un point de contact dédié aux acteurs Fintech.	Accélération des processus d'agrément et meilleure coordination entre régulateurs et startups Fintech.	 بنك المغرب BANK AL-MAGHRIB
Mise en place d'un portail de crowdfunding	Accompagner les acteurs dans le déploiement du système d'approbation et sensibiliser le public à cette méthode de financement.	Ouverture de nouvelles sources de financement pour les Fintechs, favorisant l'innovation et la diversification des modèles économiques.	 الهيئة المغربية لسوق الرساميل AMMC AUBRE MAROCAINE DU MARCHÉ DES CAPITAUX
Lancement du "Portail Fintech"	Offrir un service d'accompagnement aux porteurs de projets Fintech, facilitant leurs interactions avec experts et conseillers juridiques.	Clarification de l'état de l'art au regard de la réglementation en vigueur, accélération du lancement de solutions Fintech sur le marché.	 الهيئة المغربية لسوق الرساميل AMMC AUBRE MAROCAINE DU MARCHÉ DES CAPITAUX
Déploiement du plan stratégique 2021 -2023 de l'AMMC	Un marché des capitaux au service de la relance économique.	Accompagner le développement de l'écosystème Fintech au service de l'inclusion financière et de l'efficience du marché des capitaux.	 الهيئة المغربية لسوق الرساميل AMMC AUBRE MAROCAINE DU MARCHÉ DES CAPITAUX





Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Déploiement d'un plan stratégique 2024-2028 de l'AMMC	Développer un marché des capitaux efficient et innovant au service du développement de l'épargne et du financement de l'économie.	Accompagner le développement de l'écosystème Fintech au service de l'inclusion financière et de l'efficacité du marché de capitaux.	
Lancement du programme Émergence	Stimuler l'innovation et accélérer la transformation digitale du secteur des assurances et Fintech.	Développement de cas d'usage innovants, mutualisation des bonnes pratiques et création d'un cadre collaboratif entre régulateurs, assureurs et insurtechs.	
Lancement du parcours Insurtech en 2024	Accompagner les porteurs de projets Insurtech dans la mise en conformité réglementaire.	Réduction des obstacles réglementaires, accélération du lancement des solutions insurtech sur le marché, amélioration de la compétitivité des insurtechs.	
Labellisation de 12 structures d'accompagnement	Mettre en place un label pour garantir la qualité des incubateurs et accélérateurs, afin d'assurer un accompagnement efficace des startups.	Amélioration de la crédibilité des structures d'accompagnement, ce qui attire davantage de Fintechs et investisseurs.	
Valorisation du Label JEI	Dispositif national de reconnaissance des startups innovantes (dont Fintech), facilitant leur accès à des mesures de soutien et à des démarches simplifiées.	Renforcement de la crédibilité auprès des partenaires et accélération de la mise à l'échelle, notamment via une meilleure capacité à mobiliser des services/ressources technologiques à l'international.	
Lancement du studio d'incubation "Fintech Center"	Offrir un cadre d'incubation dédié aux startups marocaines des services financiers dans le cadre du programme 212Founders.	Accélération du lancement de solutions Fintech innovantes et renforcement de l'écosystème local.	
Création de la 212Founders Academy	Proposer une formation en ligne pour accompagner les startups en phase d'idéation.	Augmentation du nombre de projets Fintech viables grâce à une meilleure préparation des porteurs d'idées.	


Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Mise en place d'un programme en deux phases : incubation et accélération	Accompagner les startups Fintech à travers une phase d'incubation ("seed") de 6 mois et une phase d'accélération ("série A") d'environ 12 mois.	Accélération du développement des Fintechs marocaines, augmentation des chances de levée de fonds et d'internationalisation.	
Création de l'espace 212Talents	Publier des offres d'emploi et permettre aux startups de recruter des profils qualifiés.	Renforcement des équipes Fintech grâce à un accès facilité à des talents spécialisés.	
Accès des startups marocaines à l'écosystème mondial de Plug and Play	Offrir aux startups marocaines un réseau de plus de 40 000 startups et 500 partenaires industriels majeurs.	Facilitation des partenariats stratégiques et des levées de fonds pour les Fintechs marocaines.	
Organisation d'événements en ligne Speed Pitching	Permettre aux fondateurs de présenter leurs idées à des investisseurs et partenaires potentiels.	Accélération de la mise en relation entre startups Fintech et investisseurs, favorisant la levée de fonds et la visibilité des projets.	
The Forge – UM6P Programme de Venture Building en résidence	The Forge est le premier programme de venture building en résidence au Maroc, dédié à une sélection élite de startups à très fort potentiel, conçues dès l'origine pour être born-global. Il accompagne, à travers un parcours intensif et structuré, la création, la structuration et le passage à l'échelle internationale de startups Fintech, IA et technologies émergentes, avec une ambition claire : faire émerger des champions technologiques capables de s'imposer sur les marchés internationaux.	Le programme vise à faire émerger des solutions technologiques à forte valeur ajoutée, à renforcer la compétitivité de startups marocaines conçues pour l'international, à accélérer leur accès aux marchés et au capital, et à contribuer durablement au positionnement du Maroc comme hub régional et international d'innovation et d'entrepreneuriat technologique.	



Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Explorer – UM6P Programme de pré-incubation	Programme de pré-incubation et d'accompagnement pratique pour porteurs de projets étudiants, chercheurs et jeunes entrepreneurs, en collaboration avec MIT Sandbox Innovation Fund.	Faciliter l'accès précoce au mentorat (MIT et Marocains), à la formation business et à des opportunités de financement en nature pour projets FinTech en phase d'idéation, en intégrant une courbe d'apprentissage accélérée vers des premiers financements externes.	 
Création du Morocco Fin-tech Center	Fédérer et structurer l'écosystème Fintech marocain en offrant un point d'entrée unique aux entrepreneurs, investisseurs et institutions, et en facilitant le dialogue, l'accompagnement et l'intégration des innovations financières dans un cadre institutionnel coordonné.	Accélération de l'émergence de Fintechs matures et attractives pour l'investissement, amélioration de la collaboration entre acteurs publics et privés, réduction des frictions d'accès au marché pour les porteurs de projets et renforcement du positionnement du Maroc comme hub régional de l'innovation financière.	
Étude de diagnostic de l'écosystème FinTech	Évaluer la maturité et les besoins de l'écosystème Fintech marocain.	Identifier les gaps réglementaires et technologiques, orienter les politiques publiques et les programmes de soutien.	 
Africa Innovation Lab — Fintech Accelerator	Accompagner les jeunes Fintechs via mentorat, coaching, mise en réseau et services adaptés.	Augmenter le taux de survie des Fintechs, accélérer leur passage à l'échelle, favoriser les partenariats régionaux	
Visa Africa Fintech Accelerator	Accélérer la croissance des Fintechs africaines (dont marocaines) via mentorat, formation, technologie et opportunités d'investissement.	Renforcer la compétitivité des Fintechs marocaines, faciliter leur accès aux marchés africains et internationaux, attirer des investisseurs.	

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
StartGate Campus d'innovation & financement de startups	StartGate est le campus startups de l'UM6P, créé en 2020 avec une ambition claire: celle d'en faire un hub d'innovation africain, fédérant un écosystème engagé à favoriser l'entrepreneuriat innovant. Situé au cœur de l'UM6P, StartGate met à disposition des entrepreneurs un environnement idéal pour se développer et innover dans les meilleures conditions.	Favoriser l'accès des startups et des Fintechs à un écosystème dense d'investisseurs, de mentors et d'experts, afin d'accélérer leurs opportunités de financement et de croissance, depuis les phases d'amorçage jusqu'à la scale-up.	
U-Founders – UM6P Programme d'Incubation	Programme d'incubation qui a pour objectif de soutenir l'émergence de startups innovantes, diffuser l'esprit entrepreneurial et valoriser les travaux de recherche en les transformant en entreprises performantes via un accompagnement pointu.	Permet aux FinTechs d'accéder à un programme structuré, financement d'amorçage, accompagnement stratégique et à un réseau d'investisseurs pour structurer leur modèle économique et lever des fonds.	
MRTB – UM6P Plateforme d'incubation & d'accélération des startups Retail	Initié en partenariat entre le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'UM6P et la fondation OCP, Le Moroccan Retail Tech Builder est la première plateforme nationale d'incubation et d'accélération des startups digitales dans le secteur du Retail qui vise à faire émerger des champions nationaux et de stimuler le développement de solutions digitales innovantes, créatrices de valeur pour les commerçants et destinées à améliorer l'expérience des consommateurs.	Pour les FinTechs orientées Retail Tech (paiements numériques, solutions de commerce digital), l'accès à financement, ateliers, mentorat, expos au réseau, mise en relation avec investisseurs locaux/internationaux, et une trajectoire accélérée vers scale-up.	
Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés

<p>Morocco Startup Ecosystem Report</p>	<p>Un rapport d'intelligence économique coconstruit avec l'écosystème national, offrant une lecture stratégique des dynamiques startups au Maroc, avec une section dédiée à la Fintech.</p>	<p>Leverager la data analysis et les consultations pour contribuer à une lecture stratégique de l'écosystème startup Fintech marocain, et le faire rayonner à l'international.</p>	 <p>En partenariat avec l'écosystème Startup national</p>
<p>Montée en puissance de l'identité numérique</p>	<p>Mise en place d'infrastructures publiques digitales d'identité numérique adossée à la CNIE/CIN , en rendant opérationnel la vérification d'identité en ligne et l'activation de parcours e-KYC via les dispositifs portés par la DGSN.</p>	<p>Accélération de l'adoption Fintech grâce à des parcours d'onboarding plus fiables et moins frictionnels, et renforcement de la confiance via des cas d'usage concrets (e-Gov, Wraqi, etc..).</p>	 <p>وكالة التنمية الرقمية #ADD الوكالة المغربية للتطوير الرقمي Agence de Développement au Digital</p>
<p>Régionalisation des Technoparks & généralisation de l'offre d'accompagnement startups</p>	<p>Déployer une offre nationale intégrée d'accompagnement (6 à 12 mois) couvrant toutes les étapes de développement des startups, restructurer le modèle Technopark et étendre sa présence territoriale, avec un partenariat MTNRA–Technopark (70 MDH) et le lancement du « Morocco Accelerator Programme » avec Plug and Play.</p>	<p>Accès à un accompagnement intensif et aux standards internationaux, opportunités de financement et de mise en relation avec investisseurs, mentors et experts, favorisant l'innovation, la croissance et l'internationalisation des startups Fintech.</p>	 <p>Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration</p>  <p>Technopark</p>
<p>Digital Lab</p>	<p>Promouvoir l'innovation ou entre startups et Administration publique via la création d'un laboratoire numérique dédié à l'éducation, favorisant la co-construction de solutions digitales et l'accès des startups aux marchés publics.</p>	<p>Ce modèle d'innovation ou illustre une dynamique qui peut être étendue aux Fintechs, en leur offrant des opportunités de collaboration avec l'État, d'expérimentation et de visibilité, renforçant leur crédibilité et leur intégration dans les services publics digitalisés.</p>	 <p>Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration</p>  <p>الوكالة المغربية للتطوير الرقمي #ADD الوكالة المغربية للتطوير الرقمي Agence de Développement au Digital</p>  <p>مركز الدراسات والتطوير #CDG مركز الدراسات والتطوير Centre de Développement et de Gestion</p>

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
DigiTPME	Renforcer l'inclusion numérique des très petites, petites et moyennes entreprises via le programme DigiTPME, combinant diagnostic, formation et accompagnement opérationnel pour intégrer des solutions digitales adaptées et améliorer la compétitivité.	Création d'un marché élargi pour les solutions Fintech grâce à la digitalisation du tissu économique, favorisant l'adoption des paiements électroniques, des outils financiers numériques et des services innovants par les TPME.	 <p>Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration</p>  <p>#ADD مبادرة الترقية التكنولوجية للشركات الصغيرة والمتوسطة</p>  <p>giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH</p>
Smart Bank	Porté par la Banque en collaboration avec ses partenaires universitaires, et encadré par des mentors et experts métiers, ce dispositif vise à valoriser les projets les plus prometteurs à travers l'attribution de Trophées selon les thématiques définies conjointement avec nos partenaires.	Programme d'innovation qui s'appuie sur des challenges organisés au niveau régional et national, réunissant des porteurs d'idées issus de tout le pays. En 2023, programme sur 12 régions, en mobilisant son large écosystème (universités, CRI, OFPPT, clusters...). Plus de 24 000 jeunes ont été sensibilisés et près de 900 porteurs d'idées/projets ont été initiés ou formés à l'entrepreneuriat innovant.	 <p>BANK OF AFRICA</p>
Bootcamps et Hackathon	Ce dispositif contribue à faire émerger des projets orientés technologie et services financiers.	Les porteurs de projets sélectionnés bénéficient d'ateliers intensifs axés sur la structuration du projet, le prototypage et la préparation des jurys.	 <p>BANK OF AFRICA</p>

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Réseau d'incubateurs BlueSpace	Blue Space est un dispositif d'accompagnement dédié aux jeunes porteurs de projets, depuis l'idée jusqu'à la création de leur startup, y compris dans le domaine des Fintech. Les partenaires universitaires Université Hassan II, Groupe ISCAE et UEMF ainsi que les CMC OFPPT accueillent chaque année des projets innovants à fort impact.	Déployé en partenariat avec des écoles et des universités, il offre un encadrement complet : formations, coaching, appui à la recherche de financement et accès à tout l'écosystème mis en place par Bank Of Africa pour soutenir l'entrepreneuriat innovant. En 2023, plusieurs projets incubés relevaient de solutions digitales applicables au secteur financier.	
Observatoire de l'Entrepreneuriat (ODE)	Créé en 2009, cet appui contribue à renforcer la compréhension des enjeux économiques, réglementaires et technologiques, éléments essentiels pour les Fintech.	L'ODE joue également un rôle important grâce à la production d'études, d'analyses sectorielles, de contenus pédagogiques et de cycles de formation destinés aux entrepreneurs notamment le Club de l'Entrepreneuriat	
Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF) renforcement du dispositif et déploiement de programmes d'éducation financière	Évaluer et consolider les acquis en matière d'éducation financière, via une gouvernance modernisée, des partenariats élargis et le déploiement de programmes pédagogiques innovants.	Renforcement de la culture financière et de la confiance des populations dans les services financiers, notamment digitaux. Au global, 129 228 bénéficiaires formés, dont 60 % femmes et 27 % issus du milieu rural et 40 619 bénéficiaires en alphabétisation.	



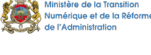

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Plan stratégique 2024-2028 de la Fondation (FMEF)	Renforcer la culture financière et l'inclusion financière à travers des programmes pédagogiques adaptés aux nouveaux usages (finance digitale, protection sociale, lutte contre la fraude), en ciblant prioritairement jeunes, femmes, entrepreneurs.	Amélioration de la compréhension et de la confiance des populations dans les services financiers numériques, favorisant l'adoption des solutions Fintech et la réduction des risques liés aux usages digitaux.	
Déploiement du plan stratégique 2024 -2026 de l'ACAPS	Orientation 3 : Promouvoir le développement et la transformation du secteur des assurances en favorisant la digitalisation et l'innovation et soutenir la durabilité.	Création d'opportunités pour les Fintechs dans la digitalisation des services d'assurance, développement de solutions innovantes pour la distribution et la gestion des produits d'assurance.	

Ces initiatives posent les bases d'un écosystème Fintech robuste et inclusif, en favorisant la montée en compétences, la simplification des démarches et l'accès à des outils innovants. Elles stimulent la collaboration entre acteurs publics et privés, renforcent la compétitivité des startups et créent un environnement propice à l'innovation et à la confiance.

Initiatives de partenariats





Partenariats clés pour bâtir un écosystème Fintech compétitif

Le Maroc mise sur des partenariats publics-privés et des collaborations internationales pour renforcer son écosystème Fintech. Ces initiatives visent à faciliter l'accès au financement, promouvoir l'innovation et positionner le pays comme une destination digitale de référence.

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Lancement fin 2017 du fonds Innov Invest, initiative publique gérée par Tamwilcom pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances	Financer les startups et les accompagner durant les phases initiales.	Faciliter l'accès au financement pour les Fintechs, favorisant leur croissance et leur pérennité.	 
Partenariat avec Technopark dans le cadre du Programme de Soutien aux Startups	Promouvoir l'entrepreneuriat innovant et la R&D dans l'économie numérique.	Création d'un environnement favorable pour les Fintechs, avec accès à des infrastructures et à des programmes de soutien.	 
Signature d'un accord pour la création d'un centre d'incubation de startups à Berkane	Accompagner les startups régionales durant leurs phases de croissance.	Décentralisation du soutien aux Fintechs, permettant l'émergence de projets dans différentes régions.	 

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Soutien apporté à Huawei sur deux programmes : Spark et Di-giTech Talent	Aider les startups à développer leurs produits (Spark) et former les jeunes aux compétences numériques (Di-giTech Talent).	Renforcement des compétences techniques et accélération du développement des solutions Fintech.	 <p>Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration</p>  <p>HUAWEI</p>
Lancement du Morocco Fintech Accelerator (MFA) en partenariat avec UM6P	Accompagner une première cohorte de startups Fintech pour accélérer leur croissance.	Renforcement de l'écosystème Fintech marocain, création de solutions innovantes et préparation à la levée de fonds.	 <p>MOROCCO FINTECH CENTER</p>  <p>UM6P University Mohammed VI Polytechnic</p>
Création du Groupe de Travail National chargé de mettre en place le cadre législatif et réglementaire des crypto-actifs.	Étudier les usages des crypto-actifs et évaluer les risques associés afin de proposer un cadre réglementaire adapté, se conformer à la recommandation n° 15 du GAFI relative aux nouvelles technologies.	Clarification du cadre légal pour les Fintechs opérant dans la blockchain et les crypto-actifs, favorisant l'innovation tout en réduisant les risques.	 <p>Ministère de l'Économie et des Finances</p>  <p>بنك المغرب BANK AL-MAGHRIB</p>  <p>AMC الهيئة المغربية لسوق المال MOROCAN AUTHORITY OF CAPITAL MARKET</p>
Renforcement de la résilience cybernétique du secteur bancaire	Mettre en place des mesures de sécurité en coordination avec la DGSSI pour protéger les systèmes d'information.	Sécurisation des infrastructures numériques utilisées par les Fintechs, renforçant la confiance des utilisateurs et des partenaires.	 <p>Ministère de l'Économie et des Finances</p>  <p>ROYAUME DU MAROC ADMINISTRATIONS DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION</p>
Renforcement de la protection des services bancaires numériques	Publier des guides de sensibilisation pour une utilisation sécurisée des services digitaux.	Réduction des risques liés à la fraude et à la cybercriminalité pour les solutions Fintech connectées aux services bancaires.	 <p>Ministère de l'Économie et des Finances</p>  <p>ROYAUME DU MAROC ADMINISTRATIONS DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION</p>
Contribution au projet d'intégration du système national tiers de confiance dans le secteur bancaire	Déployer un système d'authentification et de certification pour sécuriser les transactions numériques.	Facilitation des opérations digitales pour les Fintechs grâce à un environnement sécurisé et conforme aux standards.	 <p>Ministère de l'Économie et des Finances</p>  <p>ROYAUME DU MAROC ADMINISTRATIONS DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION</p>

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Partenariat TAMWILCOM – Flat6Labs (GITEX Africa 2025)	Lancer un programme national d'accélération destiné aux start-ups marocaines, incluant les Fintechs.	Accélération de la croissance des Fintechs marocaines, accès à des financements et à un réseau régional.	 
Partenariat avec Green Energy Park pour l'incubation et l'accélération de startups dans les énergies renouvelables et le développement durable	Soutenir la création de startups innovantes dans les secteurs green et durables.	Encourager les Fintechs à développer des solutions de financement vert et des services liés à la transition énergétique.	
Collaboration avec Chari en 2023 pour promouvoir l'inclusion numérique et financière des petits agriculteurs	Faciliter l'accès des agriculteurs aux outils digitaux et aux services financiers.	Développement de solutions Fintech pour l'inclusion financière des populations rurales.	 
Lancement du programme 212Founders à LaStationF à Paris	Offrir aux startups marocaines une opportunité d'incubation internationale et d'accès à des investisseurs.	Accélération de la croissance des Fintechs marocaines et ouverture à des marchés européens.	 
Immersive Fintech Day organisé par Attijariwafa bank via sa plateforme d'innovation Wenvov en partenariat avec KPMG	Créer un espace d'échange et de collaboration pour stimuler l'innovation dans le secteur Fintech.	Favoriser la mise en réseau entre Fintechs, banques et experts, encourager la co-création de solutions innovantes.	 

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
<p>JAZARI Institute</p>	<p>Consolider un écosystème intégré pour la recherche, l'innovation et le développement technologique via la création du JAZARI ROOT et de 12 instituts régionaux, afin de renforcer la souveraineté numérique et la maîtrise des technologies stratégiques.</p>	<p>Accès à des infrastructures avancées (plateformes de confiance, référentiels de données, modèles IA) et à des partenariats public-privé favorisant l'innovation, la sécurité et la compétitivité des solutions Fintech à l'échelle nationale et internationale.</p>	<p> Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration + Acteurs Régionaux et Nationaux</p>
<p>Hub Morocco Digital for Sustainable Development (D4SD)</p>	<p>Renforcer le leadership régional et international du Maroc en matière de transformation numérique durable via la création du Hub D4SD, plateforme d'excellence arabo-africaine en IA et sciences des données, en partenariat avec le PNUD et des acteurs stratégiques.</p>	<p>Accès à un écosystème collaboratif et à des infrastructures avancées (cloud souverain, AI Factory, data centers), favorisant l'intégration de l'IA dans les services financiers, la confiance numérique et l'ouverture à des opportunités régionales et internationales.</p>	<p> Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration </p>
<p>Adhésion du Maroc à l'Organisation de Coopération Digitale (DCO)</p>	<p>Renforcer la coopération internationale dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'innovation et du développement des entreprises numériques, en participant activement aux organes de gouvernance et aux initiatives stratégiques de la DCO.</p>	<p>Accès à un réseau global d'opportunités (forums, hubs, programmes comme LEAP et IDC Dealzone), favorisant la visibilité internationale, les partenariats et l'attraction d'investissements pour accélérer la croissance et l'internationalisation des startups Fintech marocaines.</p>	<p> Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration Représentant du Maroc</p>




Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Programmes d'Open Innovation « Cap'AI » & « Cap'INov » by BMCE Capital	Accélérer la transformation digitale et l'intégration de l'intelligence artificielle dans les métiers financiers via des programmes collaboratifs réunissant startups, chercheurs et partenaires technologiques, favorisant la co-création de solutions innovantes à fort impact.	Opportunités de collaboration avec un acteur majeur du secteur financier, accès à un réseau stratégique et à des projets IA appliqués (optimisation décisionnelle, hyperpersonnalisation, automatisation), renforçant l'innovation et l'adoption des technologies dans les services financiers.	 BANK OF AFRICA BICE GROUP
Coordonner la participation du Maroc au programme panafricain BimaLab, initié par FSD Africa depuis 2023, incluant trois cohortes.	Renforcer la présence des startups marocaines dans les programmes panafricains d'innovation, favoriser le partage d'expériences et l'accès à des réseaux internationaux.	Accès à des opportunités de mentorat, financement et partenariats à l'échelle africaine pour les insurtechs et Fintechs marocains.	 ROYAUME DU MAROC acaps fsdafrica
Partenariat Bank Al-Maghrib – CDG Invest pour le développement des Fintechs	Soutenir l'émergence et la structuration de Fintechs marocaines en combinant accompagnement réglementaire, opérationnel et financier.	Accélérer le lancement de solutions Fintech conformes, renforcer les passerelles avec le secteur bancaire et structurer durablement l'écosystème.	 بنك المغرب BANK AL-MAGHRIB CDG INVEST

Ces partenariats créent un cadre favorable à la croissance des Fintechs en combinant financement, visibilité et accompagnement stratégique. Ils facilitent l'accès aux ressources financières, soutiennent la recherche et le développement, et offrent des infrastructures adaptées pour accélérer l'innovation.

Initiatives d'événements d'envergure


Vitrines d'innovation : des événements pour révéler le potentiel Fintech

Le Maroc s'appuie sur des événements majeurs pour offrir aux Fintechs une vitrine internationale, renforcer la confiance des utilisateurs et stimuler la collaboration entre acteurs publics et privés. Ces rendez-vous sont des leviers essentiels pour accroître la visibilité et accélérer l'intégration des solutions innovantes.

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Présentation de plateformes numériques et de solutions innovantes lors du GITEX Africa Morocco	Mettre en avant des solutions technologiques pour améliorer les services aux entreprises et aux citoyens.	Offrir aux Fintechs une vitrine pour présenter leurs innovations et attirer des partenariats stratégiques.	
GITEX Africa Morocco	Positionner le Maroc comme un hub continental de la technologie et de l'innovation en offrant aux startups une visibilité internationale via le salon Gitex Africa. Dans ce cadre, le MTNRA offre un soutien financier couvrant 95% des frais d'exposition des startups (300 en 2026, 200 en 2025 et 204 et 100 en 2023).	Accès à une plateforme stratégique favorisant la mise en relation avec investisseurs, partenaires et institutions, augmentation des opportunités de financement et de collaboration, et accélération de la promotion des solutions Fintech à l'échelle régionale et internationale.	 

Initiative	Objectif	Impact attendu (spécifique aux Fintechs)	Acteurs clés
Organisation d'ateliers sur l'éducation financière	Sensibiliser les acteurs du secteur à la gestion financière et à la protection des consommateurs.	Renforcer la confiance des utilisateurs dans les solutions Fintech et améliorer la culture financière.	
Organisation du BimaLab Africa Insurtech Summit à Rabat en 2024	Créer un espace de rencontre et d'échange entre les acteurs de l'assurance et les insurtechs africaines pour promouvoir l'innovation et la collaboration régionale.	Renforcement de la visibilité des insurtechs marocaines, accès à des opportunités de partenariats et de financement, intégration dans des projets panafricains.	
Congrès international sur la FinTech et la confiance numérique	Créer un espace de réflexion et d'échange sur la sécurité et la confiance dans les services financiers numériques.	Promouvoir des standards de sécurité pour les Fintechs et renforcer la coopération internationale.	
Assises Nationales de l'Intelligence Artificielle	Définir une stratégie nationale de l'IA efficace et éthique, en réunissant acteurs publics et privés autour des enjeux de gouvernance, d'usages sectoriels (éducation, santé, agriculture, cybersécurité, Fintech, etc.) et de coopération internationale.	Renforcement de la visibilité et des opportunités pour les startups Fintech via le « village startups », sessions de pitch et networking avec investisseurs, favorisant l'intégration de l'IA dans les services financiers et l'accélération de leur adoption.	

Ces événements créent des opportunités uniques pour les Fintechs marocaines : présenter leurs innovations, attirer des partenariats stratégiques et s'intégrer dans des projets panafricains. Ils contribuent à renforcer la culture financière, à promouvoir la confiance des utilisateurs et à positionner le Maroc comme un acteur incontournable de la transformation digitale en Afrique.



**LE MOROCCO
FINTECH CENTER
(MFC)**

Morocco Fintech Center :

Catalyseur de l'écosystème Fintech marocain

Le Maroc s'est inscrit dans une dynamique de transformation digitale accélérée, portée par la montée en puissance des technologies financières. Dans ce cadre, la création du Morocco Fintech Center (MFC), inauguré en janvier 2025, a constitué une réponse à un double impératif : structurer l'écosystème FinTech et positionner le pays comme hub régional de l'innovation financière.

Cette initiative a visé à instaurer un environnement propice à la croissance des start-up fintech, à l'intégration des acteurs financiers et à l'adoption de solutions digitales inclusives

MISSION

Au Maroc, les initiatives pour le développement des Fintechs se sont multipliées ces dernières années et le besoin de créer des synergies entre elles et de fédérer les efforts se fait de plus en plus sentir. C'est dans cette optique qu'en date du 15 janvier 2025, les autorités, les régulateurs du secteur financier et autres organismes publics et privés, ont créé le Morocco Fintech Center (MFC) afin de favoriser le développement et l'utilisation des technologies de la finance et d'améliorer leur accessibilité et leur utilisation.

Erigé en association à but non lucratif, le MFC se veut un « Guichet Commun » pour les Fintechs facilitant leurs interactions avec les instances de régulation. Il est conçu comme un espace d'échange, d'expérimentation, d'appui et de collaboration où startups, institutions financières, investisseurs, incubateurs et régulateurs œuvrent ensemble pour favoriser l'émergence des solutions financières de demain.

La mission assignée au MFC est d'accompagner les processus de digitalisation des services financiers en créant un environnement propice au développement des Fintechs.

OBJECTIFS

1. **Soutenir les Fintechs** en phase de démarrage avec des programmes d'incubation et d'accélération et les accompagner dans leurs phases de développement aux plans technologique, réglementaire, de financement et d'accès aux marchés et organiser des événements pour leur promotion ;
2. **Promouvoir la mise en place d'une infrastructure technologique** facilitant le développement, le test et le déploiement des solutions Fintech, ainsi que la mise en relation avec les acteurs de l'écosystème ;
3. **Constituer un «Guichet Commun»** pour les Fintechs facilitant la communication avec les acteurs de l'écosystème ;
4. **Faciliter les interactions des Fintechs avec les régulateurs** du secteur financier et proposer des adaptations réglementaires ;
5. **Promouvoir un écosystème Fintech collaboratif** qui favorise les partenariats, les opportunités de réseautage et l'accès à des mentors et des experts du secteur ;
6. **Encourager la recherche et le développement** en matière d'innovation financière et accompagner la mise en place de formations et de programmes de développement des compétences dans ce domaine notamment en collaboration avec le secteur académique ;
7. **Mettre en place et déployer une politique de communication** et de sensibilisation et organiser des événements pour la promotion de la Fintech ;
8. **Elaborer des indicateurs sur le développement de la Fintech au Maroc** et produire des études et des rapports à ce sujet.

STRATÉGIE

La stratégie du MFC repose sur une vision claire : « Inscrire le Maroc parmi les leaders régionaux de l'innovation financière ». Cette vision se décline à travers une ambition opérationnelle forte : « Accélérer la production de solutions financières innovantes, capables de répondre concrètement aux besoins des citoyens, des entreprises et de l'économie nationale ». Le MFC est positionné désormais comme étant le « Catalyseur central de l'écosystème Fintech marocain » : Fédérateur des parties prenantes, Guide des porteurs de projets et Accélérateur de l'innovation financière.

La Stratégie du MFC repose sur 6 piliers majeurs :

- **Soutien entrepreneurial** : Orientation des porteurs de projets et mise en place d'initiatives d'accompagnement ;
- **Environnement réglementaire** : Ecoute terrain, plaidoyer, dialogue continu, facilitation des échanges, veille auprès des régulateurs et promotion d'un cadre favorable à l'expérimentation ;
- **Environnement technologique** : Garant d'un cadre partenarial favorable et Facilitateur d'accès aux infrastructures et aux données ;
- **Formation & Recherche** : Catalyseur de la montée en puissance des capacités, Producteur de veille et de documentation de référence et Créateur de ponts entre le monde de la Recherche et le secteur de la Fintech ;
- **Animation de l'écosystème & Communication** : Animateur des acteurs de l'écosystème, Initiateur d'opportunité, Sensibilisateur du grand public et Promoteur du secteur au niveau national et international ;
- **Soutien financier** : Finance des actions portées par l'écosystème et/ou par le MFC en propre.

CATALYSEUR CENTRAL DE L'ÉCOSYSTÈME FINTECH MAROCAIN, LE MOROCCO FINTECH CENTER SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR CLÉ EN FÉDÉRANT DIFFÉRENTS INTERVENANTS



OFFRE DE VALEUR

Offre « Guichet commun » : Point d'entrée pour les porteurs de projets Fintech et les acteurs de l'écosystème, cette offre permet au MFC de proposer un soutien personnalisé aux porteurs de projets, du conseil à travers des « Office hours », une mise en relation avec les acteurs de l'écosystème, une écoute quant aux doléances et points de blocage et une mise à disposition de ressources documentaires.

Programme « BOOST » : Ce programme est conçu pour accélérer le développement de la Fintech. Il vise à accompagner les porteurs de projets dans la mise en œuvre de leurs solutions innovantes, en leur offrant un soutien adapté sur différents volets : réglementaire, entrepreneurial, technologique et d'accès au marché. Le programme propose un contenu d'accompagnement hybride, composé d'un volet personnalisé, défini en fonction du niveau de maturité de chaque Fintech et de ses besoins spécifiques et d'un tronc commun, accessible à l'ensemble des Fintechs d'une même Cohorte.

Programme « BRIDGE » : A travers ce programme, le MFC entend jouer pleinement son rôle d'interface proactive entre les porteurs de projets et les régulateurs. L'objectif principal est de centraliser les blocages identifiés via le Guichet Commun, ainsi qu'à travers les échanges avec les porteurs de projets. Il permettra également de relayer les priorités stratégiques et les cas d'usages identifiés par les régulateurs et contribuera ainsi à orienter les initiatives Fintech vers les enjeux prioritaires du secteur financier.

Programme « BUILD » : A travers ce programme, le MFC se positionne en tant que chef d'orchestre de l'écosystème Fintech marocain, en tant qu'initiateur d'opportunités et catalyseur du renforcement des capacités des différents acteurs. L'objectif de ce programme est de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes (organismes publics, privés, académiques et grand public) aux enjeux de la Fintech, afin de les fédérer autour d'une vision commune et de bâtir une communauté dynamique et engagée, où chaque acteur trouve un intérêt à y contribuer.

LES MEMBRES FONDATEURS DU MFC

Le MFC est porté par des acteurs publics et privés majeurs :

AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES



RÉGULATEURS DU SECTEUR FINANCIER



INSTITUTIONS PUBLIQUES



SECTEUR ACADÉMIQUE



SECTEUR PRIVÉ



DES PREMIERES INITIATIVES EN FAVEUR DE L'ECOSYSTEME

PROGRAMMES D'ACCÉLÉRATION

Le lancement du Morocco Fintech Accelerator (MFA) marque une étape décisive dans la structuration de l'écosystème FinTech marocain. Porté par le Morocco Fintech Center en partenariat avec l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), ce programme incarne une vision ambitieuse : créer un cadre d'accompagnement complet pour les startups financières, alliant expertise académique, innovation technologique et soutien réglementaire.

La première édition, inaugurée sur le campus de l'UM6P à Benguérir, a réuni régulateurs, investisseurs et entrepreneurs autour d'un objectif commun : accélérer la digitalisation des services financiers et positionner le Maroc comme hub régional.

À travers des ateliers, des panels stratégiques et des sessions de networking, le MFA s'affirme comme un levier de transformation, offrant aux jeunes pousses un accès privilégié aux infrastructures de pointe et à un réseau d'experts de classe mondiale.

L'année 2025 a été marquée par : Le déploiement de la première édition du Morocco Fintech Accelerator (MFA), en partenariat avec UM6P, constituant une étape clé dans la structuration de l'accompagnement des fintechs.

« LES MFC TALKS » : RENCONTRES, RÉFLEXIONS ET CONVERSATIONS D'IMPACT POUR LA FINTECH

Pensés comme des espaces de dialogue ouvert et interactif rassemblant les différentes parties prenantes de l'écosystème Fintech marocain, les « MFC Talks » visent à stimuler les échanges autour des enjeux, des tendances et des innovations du secteur. Ces rencontres favorisent ainsi le partage d'expériences, la confrontation constructive des points de vue et l'émergence de nouvelles opportunités de collaboration entre startups, institutions financières, régulateurs et experts, en ligne avec le rôle du Morocco Fintech Center comme catalyseur de la dynamique Fintech au Maroc.

Plusieurs MFC Talks ont déjà été organisés autour de thématiques prioritaires.

2.

**ENJEUX
ET DÉFIS
STRUCTURELS**



**CADRE
RÉGLEMENTAIRE
ET GOUVERNANCE**

I. VULGARISER LES AVANCÉES RÉGLEMENTAIRES POUR UNE ADHÉSION PLUS FORTE

L'écosystème Fintech marocain évolue dans un environnement réglementaire qui a connu d'importants progrès au cours des dernières années. L'émergence de statuts tels que celui d'Établissement de Paiement (EDP), la régulation du financement collaboratif ou encore la montée en puissance des cadres de conformité liés à la protection des données personnelles illustrent l'engagement constant des autorités à accompagner l'innovation tout en garantissant la stabilité et la confiance du marché.

Dans cette dynamique positive, les acteurs du terrain soulignent toutefois l'importance de poursuivre les efforts d'adaptation du cadre réglementaire aux réalités des jeunes entreprises innovantes. Certaines Fintechs expriment le besoin de mieux anticiper les évolutions, de clarifier certaines notions techniques et de disposer d'une visibilité renforcée sur les trajectoires réglementaires, afin de sécuriser leurs investissements et d'accélérer leur développement.

L'étude réalisée dans le cadre de ce livre blanc met également en évidence une opportunité d'intensifier les actions de communication et de pédagogie autour des réformes engagées. Si les textes réglementaires traduisent un haut niveau d'exigence et de rigueur, leur technicité peut représenter un défi pour des fondateurs ne disposant pas toujours d'une expertise juridique approfondie.

Coup de projecteur : éclairage et nouveaux guides pour accompagner les Fintechs

Il est essentiel de rappeler que la compréhension du cadre réglementaire est une responsabilité partagée. Si les autorités doivent poursuivre leurs efforts de pédagogie et de communication, les Fintechs ont également un rôle actif à jouer : il leur revient de rechercher l'information, de consulter régulièrement les circulaires et guides publiés, et de solliciter les équipes des régulateurs pour toute question ou clarification. Cette démarche proactive favorise une meilleure appropriation des règles et renforce la confiance dans l'écosystème.

Les régulateurs marocains répondent systématiquement à toutes les demandes d'information des porteurs de projets. Derrière chaque point de contact, les équipes assurent un traitement rigoureux des demandes, quel que soit le profil ou le type de porteur de projet. Ce suivi attentif garantit aux Fintechs un accompagnement concret et une réponse adaptée à leurs besoins tout au long de leur parcours réglementaire.

Pour répondre à ce besoin de clarté et d'accompagnement, Bank Al-Maghrib a publié en décembre 2025 le « Guide du parcours Fintech auprès de Bank Al-Maghrib », un document de référence conçu pour faciliter les démarches des porteurs de projets. Ce guide apporte :

- Une visibilité sur le parcours réglementaire : il détaille les étapes à suivre, de la première prise de contact à l'obtention d'un agrément, en précisant les points de contact et les délais indicatifs.
- Des réponses concrètes aux questions fréquentes : il explique comment solliciter un avis, déposer un dossier, ou obtenir des clarifications sur la réglementation applicable.
- Un accompagnement personnalisé : il met en avant la disponibilité des équipes de la supervision bancaire pour organiser des réunions, répondre aux questions et orienter les porteurs de projets vers les bons interlocuteurs.
- Des modèles et ressources pratiques : il propose des modèles de dossiers, liste les activités nécessitant un agrément, et précise les documents attendus pour chaque étape.

Cette initiative illustre la volonté du régulateur du secteur bancaire d'instaurer un dialogue constructif et d'accompagner activement l'innovation dans le secteur financier marocain.

Dans cette même dynamique, d'autres guides pratiques sont actuellement en cours de finalisation afin de couvrir les parcours des Fintechs auprès des autres régulateurs du secteur financiers. Ces publications, qui seront mises à disposition prochainement, visent à offrir une vision consolidée, cohérente et accessible des exigences applicables selon la nature des activités exercées.

L'objectif est de permettre aux entrepreneurs de mieux se projeter, d'anticiper leurs démarches et de structurer leur développement dans un cadre clair et sécurisé. Cette démarche coordonnée contribuera à renforcer la transparence, la prévisibilité et la confiance, tout en consolidant l'attractivité de l'écosystème Fintech marocain.

II. DES DÉLAIS ET PROCÉDURES GARANTS DE RIGUEUR ET DE STABILITÉ

Un constat partagé par certaines fintechs consultées concerne les délais inhérents aux processus administratifs et réglementaires. Ces temporalités traduisent le niveau d'exigence et de vigilance nécessaire pour assurer la solidité du cadre financier, la protection des utilisateurs et la stabilité du marché.

Toutefois, dans un secteur caractérisé par une évolution technologique rapide, l'enjeu réside dans l'articulation harmonieuse entre le temps institutionnel, garant de sécurité et de conformité, et le rythme d'innovation propre aux Fintechs. Certains acteurs soulignent ainsi le besoin d'une visibilité accrue sur les calendriers d'instruction, afin de mieux planifier leurs lancements, structurer leurs levées de fonds et sécuriser leurs trajectoires de développement.

Dans cette perspective, l'accompagnement en amont des Fintechs constitue un levier déterminant. Le Morocco Fintech Center a d'ores et déjà intégré, au sein de son offre de valeur, un dispositif d'appui à la structuration juridique et réglementaire des dossiers avant leur transmission aux autorités compétentes. Cette démarche vise à renforcer la qualité des soumissions, à faciliter les interactions avec les régulateurs et à contribuer à une optimisation des délais d'instruction, dans une logique de coopération, d'efficacité et de confiance partagée.

III. VERS UN CADRE RÉGLEMENTAIRE EN ÉVOLUTION POUR ACCOMPAGNER LA DIVERSITÉ DES MODÈLES FINTECH

Le cadre réglementaire actuel s'appuie historiquement sur une organisation structurée autour de statuts clairement définis. Dans le domaine du paiement, par exemple, un acteur intervient soit en tant qu'agent, soit en tant qu'Établissement de Paiement agréé. Cette structuration a le mérite d'apporter de la clarté et de la sécurité juridique. Néanmoins, l'émergence de modèles technologiques hybrides invite aujourd'hui à envisager des passerelles ou des catégories complémentaires permettant de mieux refléter la diversité des innovations.

Une dynamique similaire peut être observée pour les Fintechs opérant dans les métiers de l'investissement et des placements financiers. En l'absence de régime spécifiquement adapté à certains modèles digitaux, ces acteurs doivent soit solliciter une autorisation d'exercer en bourse, impliquant des exigences structurantes, soit collaborer avec un partenaire agréé. Si cette approche garantit la protection du marché et des investisseurs, elle peut également encourager une réflexion sur des mécanismes plus graduels favorisant l'autonomie progressive des nouveaux entrants.

Certaines Fintechs, notamment celles spécialisées dans le scoring, l'onboarding digital ou la data intelligence, développent des solutions à forte valeur ajoutée sans manipulation directe de fonds. Leur positionnement met en lumière l'opportunité de reconnaître davantage ces activités technologiques spécifiques, afin de simplifier leurs modalités d'intervention tout en maintenant un niveau élevé de conformité et de supervision.

Par ailleurs, les exigences en matière de capital minimum et les procédures d'extension d'agrément participent à la solidité du système financier. Dans un contexte d'innovation rapide, une approche proportionnée et évolutive pourrait toutefois contribuer à soutenir les jeunes structures en phase d'expérimentation, tout en préservant les impératifs de stabilité et de protection des usagers et les standards élevés de supervision qui caractérisent le secteur financier marocain.

Dans cette perspective, l'évolution du cadre réglementaire pourrait constituer un levier stratégique pour accompagner l'essor de l'écosystème fintech au Maroc, en conciliant innovation, compétitivité et sécurité financière.

Eclairage : calibrage des exigences et approche par les risques

Bien qu'il n'existe pas à ce jour de « statut intermédiaire » formel, les régulateurs précisent que le cadre actuel permet déjà une certaine flexibilité. L'agrément d'établissement de paiement par exemple, peut en effet être calibré et limité à un périmètre restreint d'opérations, en fonction du modèle d'affaires présenté et du niveau de risque associé. Les autorités adoptent une approche par les risques : chaque demande est analysée individuellement, et les exigences réglementaires sont adaptées à la nature de l'activité, à la complexité des opérations et à la capacité du porteur de projet à maîtriser les risques. Cette logique permet d'accompagner l'innovation tout en assurant la sécurité et la stabilité du secteur.

IV. VERS UNE MEILLEURE LISIBILITÉ DE CERTAINS NOUVEAUX MODÈLES D'ACTIVITÉ

Malgré que le cadre légal se consolide, de nouveaux modèles innovants émergent et soulèvent naturellement des besoins de clarification. C'est notamment le cas du Buy Now Pay Later (BNPL), des tokens ou encore des tontines modernisées, dont les contours réglementaires restent en cours de structuration. Ces dynamiques traduisent avant tout la vitalité de l'innovation financière et la rapidité avec laquelle les usages évoluent.

Dans ce contexte, certaines interrogations subsistent quant au positionnement réglementaire de ces activités. En effet et comme souvent dans les phases d'innovation, ces nouveaux usages appellent des précisions supplémentaires afin d'en harmoniser l'interprétation réglementaire. L'absence, à ce stade, de lignes directrices détaillées pour certains segments ou cas d'usage peut générer des interprétations variables des obligations applicables. Cette situation met en lumière l'opportunité de renforcer la pédagogie réglementaire et le dialogue entre les autorités, les porteurs de projets et les investisseurs. Elle reflète davantage une phase de transition qu'un désalignement structurel.

Une clarification progressive de ces sujets contribuerait à consolider la confiance de l'ensemble des parties prenantes, tout en offrant aux innovateurs un cadre plus lisible pour développer leurs solutions. Elle permettrait également d'accompagner l'essor de nouveaux services financiers dans des conditions favorables à la sécurité juridique, à la protection des utilisateurs et à l'attractivité de l'écosystème fintech marocain.



V. OPEN BANKING ET INTEROPÉRABILITÉ : UN POTENTIEL STRATÉGIQUE EN CONSTRUCTION

Le développement de la connectivité et de l'Open Banking représente un levier structurant pour la transformation du secteur financier marocain. L'ouverture des systèmes bancaires via des API, ces interfaces permettant à des acteurs tiers d'accéder de manière sécurisée et instantanée à certains services bancaires, constitue une étape clé vers un écosystème plus intégré et innovant. À ce stade, cette dynamique demeure progressive, traduisant un chantier encore en phase de structuration.

L'absence d'un cadre réglementaire entièrement formalisé sur l'Open Banking limite aujourd'hui la pleine mutualisation des données et l'émergence de certains cas d'usage à fort potentiel. Toutefois, cette situation offre également l'opportunité de concevoir un dispositif adapté aux spécificités du marché marocain, en s'inspirant des meilleures pratiques internationales tout en tenant compte des enjeux locaux de sécurité et de protection des données.

Par ailleurs, le niveau d'APIsation des établissements bancaires reste hétérogène. Les initiatives de partage de données et de collaboration évoluent progressivement, souvent en fonction de la maturité des modèles économiques et de la visibilité des retombées commerciales. Cette phase d'alignement stratégique ouvre la voie à des partenariats plus structurés, fondés sur la création de valeur partagée.

À terme, l'harmonisation des interfaces et la mise en place d'un cadre clair pour l'Open Banking pourraient favoriser une circulation plus fluide de la donnée financière, stimuler l'innovation collaborative et renforcer la compétitivité de l'ensemble de l'écosystème fintech marocain.

VI. ENCOURAGER L'EXPÉRIMENTATION ET LA CO-CONSTRUCTION AU SEIN DE L'ÉCOSYSTÈME

L'innovation fintech repose en grande partie sur la capacité à tester rapidement de nouveaux modèles dans un cadre sécurisé. La mise en place d'un dispositif d'expérimentation réglementaire, de type sandbox, pourrait constituer un levier structurant pour accompagner les jeunes entreprises dans leurs phases pilotes. En l'absence d'un tel mécanisme formalisé, les fintechs évoluent aujourd'hui dans un environnement où l'interprétation des règles peut susciter de la prudence, tant de la part des entrepreneurs que des investisseurs.

Cette configuration conduit fréquemment les porteurs de projets à privilégier des partenariats avec des établissements bancaires établis. Si ces collaborations représentent une opportunité d'apprentissage et d'accès au marché, leur mise en œuvre peut parfois s'inscrire dans des cycles longs, liés aux exigences de conformité et aux processus internes des grandes institutions.

Plus largement, le renforcement des mécanismes d'incitation à la co-construction entre grandes entreprises et fintechs pourrait accélérer l'innovation collaborative. Les initiatives existantes démontrent un intérêt réel pour ces synergies, même si elles demeurent souvent ponctuelles et portées par des démarches individuelles. Une orientation plus structurée, soutenue au niveau institutionnel, permettrait de systématiser ces partenariats, de booster l'innovation, de fluidifier l'expérimentation et de consolider la dynamique d'innovation au sein de l'écosystème Fintech marocain.

Eclairage : Un cadre réglementaire déjà porteur d'innovations structurantes

Si la mise en place d'un dispositif formel d'expérimentation, tel qu'un mécanisme de type « sandbox », est régulièrement évoqué pour renforcer l'agilité des jeunes fintechs, il convient également de souligner que le cadre marocain a d'ores et déjà favorisé l'émergence d'innovations significatives. L'essor des prestataires de services de paiement (PSP), le développement du mobile money et l'ouverture progressive du marché aux fintechs témoignent de la capacité du secteur à intégrer de nouveaux modèles dans un environnement régulé.

Il importe par ailleurs de distinguer les exigences réglementaires — conçues pour garantir la sécurité, la stabilité et la protection des usagers — des défis d'ordre opérationnel ou liés à la maturité du marché. Une partie des enjeux rencontrés par les fintechs tient à la complexité des intégrations technologiques, à la structuration des partenariats ou encore au rythme d'adoption des nouveaux services par les utilisateurs. Ces dimensions relèvent autant de la dynamique du marché que du cadre normatif lui-même.

Dans l'ensemble, l'écosystème marocain évolue dans une logique d'apprentissage et d'ajustement progressif, portée par un dialogue continu entre régulateurs et acteurs privés. Cette dynamique collaborative permet de franchir des étapes structurantes vers une innovation financière responsable, conciliant ouverture du marché et maîtrise des risques.

VII. RENFORCER L'ALIGNEMENT AUTOUR DE LA GOUVERNANCE ET DE LA PROTECTION DES DONNÉES

La protection des données personnelles s'impose aujourd'hui comme un enjeu central dans le développement de l'écosystème fintech marocain. Dans un contexte de digitalisation accélérée, certaines fintechs expriment surtout un besoin de clarification et d'harmonisation concernant la qualification des données, notamment la distinction entre données sensibles et non sensibles, ainsi que les conditions de leur traitement, en particulier dans des environnements Cloud.

Ces questionnements dépassent d'ailleurs le seul périmètre des fintechs et concernent également les établissements bancaires traditionnels. Ils prennent une dimension encore plus stratégique avec l'essor des solutions d'intelligence artificielle, dont le fonctionnement repose sur l'exploitation de volumes importants de données et sur des infrastructures technologiques parfois externalisées. Dans ce cadre, la définition de règles claires et adaptées apparaît comme un levier essentiel pour concilier innovation, sécurité et conformité.

La question de la souveraineté numérique s'inscrit pleinement dans cette réflexion. Les exigences d'hébergement local applicables à certains acteurs régulés traduisent une volonté légitime de protection et de maîtrise des données stratégiques. Toutefois, les différences de traitement observées selon les catégories d'acteurs peuvent générer des interrogations opérationnelles. Une harmonisation progressive des pratiques, accompagnée de lignes directrices explicites, permettrait de renforcer la lisibilité du cadre applicable et d'assurer une concurrence équilibrée.

Par ailleurs, les processus d'autorisation et de validation auprès de la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP) sont perçus comme structurants mais parfois longs, notamment pour des projets innovants nécessitant des délais de mise sur le marché courts. Une optimisation des circuits d'instruction pourrait contribuer à fluidifier l'innovation tout en maintenant un haut niveau d'exigence en matière de protection des droits des citoyens.

Il va sans dire que l'enjeu ne réside pas dans une opposition entre souveraineté et compétitivité technologique, mais dans la recherche d'un équilibre durable. En consolidant le dialogue entre régulateurs, institutions financières et fintechs, le Maroc dispose des atouts nécessaires pour bâtir un cadre de gouvernance des données à la fois protecteur, cohérent et favorable à l'innovation responsable.

Dans l'ensemble, le Maroc a déjà accompli des progrès importants en matière de gouvernance des données personnelles. La consolidation de ces acquis, combinée à un dialogue continu entre régulateurs, fintechs et institutions financières, offre un cadre favorable à l'innovation responsable et à la compétitivité technologique.

Ces défis réglementaires et de gouvernance ne sont pas isolés.

Ils s'articulent étroitement avec les enjeux économiques, financiers et humains de l'écosystème.

La question de la capacité d'entreprendre et de financer sa Fintech apparaît ainsi comme un prolongement naturel de cette réflexion :

Un cadre clair et agile n'a d'impact que s'il s'accompagne de conditions favorables à la création, au financement et à la croissance des acteurs émergents

The cover features a background of thin, light gray diagonal lines. The top half is white, and the bottom half is a gradient from red on the left to green on the right. The title is centered in the white area.

**CAPACITÉ
D'ENTREPRENDRE
ET DE FINANCER**



I. UN ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL PROMETTEUR

L'écosystème Fintech marocain témoigne d'une dynamique entrepreneuriale encourageante : multiplication des incubateurs, émergence de fonds locaux, et intérêt croissant des investisseurs internationaux. Cette vitalité reflète l'attrait du secteur et sa capacité à produire des innovations financières adaptées aux besoins locaux et globaux.

Malgré ces avancées, l'accès au financement, en particulier aux stades précoces, reste un défi pour de nombreuses startups. Les phases pré-seed et seed sont souvent marquées par une fragilité structurelle : constituer un produit minimum viable (MVP), valider un modèle économique et parfois obtenir un agrément réglementaire exigent des capitaux significatifs. Les entrepreneurs soulignent que les instruments de financement adaptés à ces étapes restent encore limités, ce qui peut ralentir le développement de projets à fort potentiel.

Cependant, le paysage évolue rapidement grâce aux initiatives récentes lancées par des organes gouvernementaux et des institutions publiques, visant à renforcer les mécanismes de financement des startups marocaines, y compris les fintechs.

Ces mesures ciblent particulièrement les phases early stage, en offrant de nouveaux instruments de capital-risque, des garanties publiques et des programmes de soutien dédiés à l'amorçage. Elles promettent de réduire les obstacles financiers, d'encourager la croissance locale et de rendre l'écosystème plus attractif pour les investisseurs nationaux et internationaux.

Dans ce contexte, l'écosystème fintech marocain conserve un fort potentiel de développement. La combinaison d'une dynamique entrepreneuriale déjà active et de dispositifs de financement mieux adaptés devrait favoriser l'émergence de startups plus résilientes et compétitives, tout en renforçant l'autonomie et la souveraineté de l'innovation locale.

II. RENFORCER LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT POUR SOUTENIR LA MONTÉE EN PUISSANCE DES FINTECHS

La création d'entreprise au Maroc est aujourd'hui facilitée et l'écosystème fintech est en pleine expansion. Toutefois, le passage à l'échelle reste un défi pour de nombreuses startups. Les levées de fonds de Série A, essentielles pour transformer une entreprise innovante en acteur structuré capable de se déployer à l'échelle nationale ou régionale, restent encore limitées. Les investisseurs tendent à se concentrer sur des dossiers déjà visibles, souvent rentables ou soutenus par des partenariats bancaires solides, ce qui reflète un comportement prudent et orienté vers la sécurisation du capital.

Les fonds de capital-risque locaux adoptent une approche sélective, favorisant majoritairement le segment B2B et les entreprises en phase de traction commerciale. Les fintechs orientées B2C, pourtant vecteurs importants de transformation financière inclusive, sont encore perçues comme présentant un niveau de risque plus élevé. Cette sélectivité sectorielle limite la diversité des modèles soutenus et peut ralentir l'émergence d'acteurs innovants à vocation nationale ou régionale.

Par ailleurs, les tickets d'investissement moyens restent modestes, insuffisants pour couvrir les besoins de croissance des fintechs technologiques. Cette situation contraste avec d'autres marchés africains où les tickets seed dépassent fréquemment le million de dollars, créant un sentiment de désavantage compétitif pour les startups marocaines souhaitant se développer à l'international.

Des initiatives nationales ont été mises en place pour renforcer le financement des startups, en particulier dans les phases early stage et de croissance initiale.

Cependant, des initiatives nationales ont été mises en place pour renforcer le financement des startups, en particulier dans les phases early stage et de croissance initiale. Ces mesures incluent la mise en place de nouveaux véhicules d'investissement, des instruments de co-financement et des programmes d'accompagnement dédiés. Elles offrent une perspective prometteuse pour élargir l'accès au capital, soutenir la montée en puissance des fintechs locales et renforcer la compétitivité de l'écosystème marocain à l'échelle régionale.

Dans ce contexte, malgré les contraintes encore présentes, l'écosystème fintech marocain dispose d'un potentiel croissant pour évoluer vers un marché plus diversifié, résilient et capable de stimuler l'innovation financière inclusive.

III. VERS UNE MEILLEURE ADÉQUATION DES PRATIQUES D'INVESTISSEMENT AVEC L'ÉCOSYSTÈME FINTECH

Les échanges menés avec les Fintechs dans le cadre de la préparation de la présente étude met en lumière une opportunité majeure : l'alignement des pratiques d'investissement avec les spécificités propres aux Fintechs marocaines. Aujourd'hui, certains investisseurs découvrent encore les dynamiques particulières de ce secteur innovant, ce qui peut influencer leur manière d'évaluer les modèles économiques basés sur les volumes transactionnels, l'exploitation de la data ou la monétisation indirecte des services financiers. Cette phase d'adaptation se traduit parfois par des attentes de rendement à court terme et des exigences accrues en matière de gouvernance du capital.

Les dispositifs publics gérés par Tamwilcom proposent des solutions de financement sous forme d'aides et de prêts pour assurer un continuum de financement depuis le prototypage jusqu'au développement commercial.

Dans ce contexte, certaines Fintechs observent que des fonds de capital-risque locaux, notamment ceux affiliés à des groupes bancaires, privilégient des projets alignés sur leur stratégie interne ou des retours rapides. Cela ouvre toutefois une perspective stimulante : la possibilité pour le marché de diversifier les approches d'investissement et de promouvoir des modèles de financement plus progressifs et adaptés à la croissance des startups.

Par ailleurs, les investisseurs internationaux, soucieux d'optimiser leurs démarches, recourent souvent à des structures étrangères pour contourner certaines contraintes fiscales et administratives locales, créant ainsi un pont entre l'écosystème marocain et les meilleures pratiques mondiales. Cette dynamique offre un potentiel considérable pour renforcer la maturité du marché et soutenir le développement durable des Fintechs au Maroc.

IV. CATALYSER L'INNOVATION FINTECH GRÂCE À UN ACCÈS AU FINANCEMENT ADAPTÉ

Les Fintechs marocaines continuent de se développer dans un environnement où les mécanismes traditionnels de crédit ne sont pas encore totalement adaptés aux spécificités de l'innovation. Aujourd'hui, ces jeunes entreprises sont souvent évaluées selon des critères de solvabilité et de garanties conçus pour les PME classiques, ce qui ne reflète pas pleinement la nature dynamique et technologique de leurs modèles économiques. Cette situation limite l'accès aux financements pour les startups en phase de croissance rapide.

De même, certains dispositifs publics, bien que présents, apparaissent davantage calibrés pour des structures matures, avec des processus d'évaluation parfois moins flexibles. Cette approche ouvre cependant une belle opportunité d'évolution, en repensant les outils et méthodes pour mieux répondre aux besoins des entreprises innovantes.

Par ailleurs, les Fintechs, notamment celles opérant en B2C, font face à une variabilité des flux de paiement et à l'absence de contrats récurrents, ce qui peut accentuer la fragilité de leur trésorerie en phase initiale. Cette situation rend la constitution d'un historique bancaire solide plus complexe, renforçant la prudence des prêteurs traditionnels.

En soutenant les Fintechs avec des solutions adaptées, le Maroc ouvre la voie à une nouvelle génération d'entreprises capables de transformer le paysage financier, stimuler la croissance économique et contribuer durablement à l'inclusion financière. Le marché pourrait non seulement atténuer ces contraintes mais également stimuler l'émergence d'un écosystème Fintech plus robuste et durable. Au Maroc, l'avenir s'annonce prometteur pour celles qui, aujourd'hui, posent les fondations d'un écosystème résilient et ambitieux.

En combinant la montée en compétence des entrepreneurs, l'évolution des pratiques d'investissement et des mécanismes de financement adaptés, le pays est en voie de consolider un écosystème dynamique, résilient et attractif pour les capitaux et les talents du monde entier.

V. VERS UN ÉCOSYSTÈME D'INVESTISSEMENT FINTECH EN PLEINE ÉVOLUTION

Malgré certaines perceptions encore prudentes sur l'écosystème Fintech au Maroc, le paysage de l'investissement dans ce secteur connaît aujourd'hui une dynamique très encourageante. Plusieurs signes témoignent d'un intérêt croissant pour ces entreprises innovantes : la création de fonds d'investissement nationaux dédiés, le lancement de Corporate VC par de grandes entreprises, l'ouverture progressive de certaines banques à des partenariats stratégiques, ainsi que l'arrivée de nouveaux fonds étrangers désireux de soutenir l'innovation locale. Ces initiatives illustrent le potentiel considérable du Maroc pour devenir un hub régional de la Fintech.

Cependant, cet environnement d'investissement demeure en pleine structuration et continue d'évoluer. Si des fonds sont disponibles, les investisseurs adoptent des approches prudentes et réfléchies, tandis que les entrepreneurs affinent encore leurs pratiques en matière de structuration de projets et de préparation à la levée de fonds. Cette phase d'apprentissage, loin d'être un frein, constitue une opportunité pour renforcer la maturité du marché et aligner les initiatives entrepreneuriales avec les attentes des investisseurs.

Certains acteurs soulignent que la maturité des projets présentés peut encore progresser, tandis que d'autres mettent en avant la nécessité d'un cadre légal plus agile et de dispositifs favorables à la prise de risque. Ces observations dessinent une feuille de route claire : avec un accompagnement ciblé et des ajustements structurels, l'écosystème peut libérer tout son potentiel.

Aujourd'hui, le Maroc dispose d'un terreau fertile pour développer des Fintechs solides et innovantes, capables de transformer le paysage financier national et régional. En combinant la montée en compétence des entrepreneurs, l'évolution des pratiques d'investissement et des mécanismes de financement adaptés, le pays est en voie de consolider un écosystème dynamique, résilient et attractif pour les capitaux et les talents du monde entier. L'avenir s'annonce prometteur pour les Fintechs marocaines, qui sont appelées à devenir de véritables catalyseurs d'innovation et de croissance.

VI. UN ENJEU CLÉ : LA CONSOLIDATION D'UNE TRAJECTOIRE NATIONALE DE CROISSANCE

Au-delà des constats relatifs aux défis actuels, se dessine un enjeu stratégique majeur : la capacité du Maroc à structurer une trajectoire nationale permettant l'émergence de leaders Fintech à vocation régionale. Les startups marocaines démontrent déjà une grande résilience et un dynamisme remarquable, mais elles ont encore besoin de leviers adaptés pour franchir les étapes critiques de leur développement. La difficulté à accéder aux financements de Série A, la taille parfois limitée des tickets disponibles et la dépendance à des fonds étrangers peuvent freiner l'émergence des projets les plus prometteurs.

L'opportunité consiste donc à transformer cet essor entrepreneurial en une trajectoire de croissance durable, en consolidant un socle financier solide capable de soutenir des acteurs compétitifs à l'échelle régionale. Il s'agit de créer un écosystème où l'innovation bénéficie de ressources stables, permettant aux Fintechs marocaines de passer du stade expérimental à des modèles de business matures et pérennes.

Le financement ne constitue pas uniquement un levier de croissance ; il représente un facteur structurant de l'innovation et de la compétitivité. En garantissant un accès aux ressources adéquates et en favorisant des instruments financiers adaptés, le Maroc peut transformer son dynamisme entrepreneurial en un véritable moteur de développement, capable de positionner ses Fintechs comme des références à la fois nationales et régionales.

Les défis d'accès au capital et de structuration financière des Fintechs s'articulent directement avec un autre pilier essentiel de la compétitivité du secteur : celui des infrastructures technologiques.

La prochaine section examinera comment la disponibilité, la fiabilité et l'ouverture des infrastructures numériques et financières conditionnent l'émergence de modèles Fintech scalables et inclusifs au Maroc.

The image shows the cover of a report. The top half features a white background with a pattern of thin, light gray diagonal lines. The title 'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES' is centered in this area in a bold, red, sans-serif font. The bottom half of the cover is a solid color gradient, transitioning from a dark red on the left to a dark green on the right, with a brownish-tan hue in the middle. The diagonal line pattern is also visible in this bottom section, though less distinct due to the color gradient.

INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES

La solidité des infrastructures numériques renforce la confiance des investisseurs nationaux et internationaux dans l'écosystème marocain. Le pays ambitionne de se positionner progressivement comme un hub régional en matière de finance digitale.

I. LES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES AU MAROC : UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR L'ESSOR DES FINTECHS

Au cours des dernières années, le Maroc a connu une transformation numérique profonde, portée par des investissements soutenus dans les infrastructures technologiques. Le déploiement massif de la fibre optique, l'amélioration de la couverture 4G et le lancement progressif de la 5G ont permis d'accroître significativement l'accès à Internet, aussi bien dans les grandes métropoles que dans les zones plus reculées. Cette dynamique traduit une orientation stratégique visant à faire du numérique un pilier structurant de la compétitivité nationale et de la transformation du secteur financier. Parallèlement, le développement de data centers modernes et l'adoption croissante des solutions cloud ont contribué à renforcer la capacité de stockage, de traitement et de sécurisation des données.

Cette évolution s'appuie sur des stratégies publiques ambitieuses, notamment la stratégie Maroc Digital 2030, qui vise à accélérer la digitalisation de l'administration, des entreprises et des services financiers. Les pouvoirs publics ont également mis en place un cadre réglementaire favorable à l'innovation technologique, encourageant l'entrepreneuriat numérique et l'investissement dans les startups. De son côté, plusieurs Institutions financières ont joué un rôle déterminant dans la modernisation du système financier, en favorisant l'émergence de solutions de paiement électronique ou de gestion financière, en encadrant les établissements de paiement et en renforçant la cybersécurité du secteur financier marocain.

L'amélioration des infrastructures technologiques a directement contribué à l'essor du secteur des Fintechs. Une connectivité plus rapide et plus fiable permet aux jeunes entreprises innovantes de concevoir et de déployer des solutions performantes telles que les portefeuilles électroniques, les applications de mobile banking, les plateformes de paiement en ligne et les services de financement collaboratif. Ces innovations répondent à une demande croissante de services financiers accessibles, rapides et sécurisés. Elles favorisent également l'inclusion financière, en offrant des alternatives numériques aux populations non bancarisées ou sous-bancarisées, notamment dans les zones rurales.

En outre, la solidité des infrastructures numériques renforce la confiance des investisseurs nationaux et internationaux dans l'écosystème marocain. Le pays ambitionne de se positionner progressivement comme un hub régional en matière de finance digitale. La combinaison d'un cadre réglementaire stable, d'infrastructures technologiques performantes et d'un vivier croissant de talents constitue un avantage compétitif majeur. Ainsi, la poursuite des investissements dans la connectivité, la cybersécurité et l'innovation technologique sera déterminante pour consolider le développement des fintechs et soutenir une croissance économique durable et inclusive.

II. DÉLAIS D'INTÉGRATION : UN AVANTAGE CONCURRENTIEL À PART ENTIÈRE

Au sein de l'écosystème des fintechs au Maroc, la question du délai de mise sur le marché, ou time-to-market, occupe une place importante dans les réflexions stratégiques des acteurs. Historiquement, le lancement d'un nouveau service financier pouvait nécessiter plusieurs mois, en particulier lorsque celui-ci impliquait une collaboration étroite avec une banque ou un établissement de paiement. Toutefois, cette réalité tend progressivement à évoluer. Les différentes parties prenantes, conscientes des enjeux de compétitivité et d'innovation, multiplient aujourd'hui les initiatives pour fluidifier les processus et réduire les délais de déploiement.

Les procédures d'intégration, autrefois perçues comme longues et séquentielles, font désormais l'objet d'efforts de modernisation significatifs. Plusieurs établissements financiers ont engagé des démarches de digitalisation de leurs interfaces techniques, investi dans des API plus structurées et développé des dispositifs d'accompagnement dédiés aux startups. Bien que chaque intégration conserve certaines spécificités, on observe une volonté croissante d'harmonisation des pratiques et de standardisation des échanges techniques. Cette évolution traduit une prise de conscience partagée : la rapidité d'exécution constitue aujourd'hui un avantage concurrentiel déterminant, tant pour les fintechs que pour leurs partenaires bancaires.

Par ailleurs, la diversité des systèmes d'information entre établissements, longtemps considérée comme un frein, devient progressivement un terrain d'innovation collaborative. Les acteurs de l'écosystème travaillent de plus en plus en mode partenarial afin de simplifier les connexions techniques et d'améliorer l'interopérabilité. Des initiatives communes émergent pour favoriser l'alignement des protocoles, fluidifier la transmission des données et renforcer la compatibilité des solutions financières. Ces dynamiques contribuent à structurer un environnement plus cohérent et propice à l'expérimentation.

La montée en maturité des acteurs, la multiplication des offres d'intégration et le renforcement des logiques de collaboration contribuent à réduire les délais de mise sur le marché.

Cette évolution s'inscrit également dans un cadre institutionnel attentif au développement de l'innovation financière, notamment sous l'impulsion des régulateurs du secteur financier, qui encouragent la modernisation des infrastructures de paiement et le renforcement de la sécurité des échanges numériques. L'amélioration progressive des cadres techniques et réglementaires crée des conditions plus favorables à l'émergence de solutions évolutives et interopérables.

Ainsi, si des marges d'optimisation subsistent, les avancées réalisées ces dernières années témoignent d'une transformation constructive de l'écosystème. La montée en maturité des acteurs, la multiplication des offres d'intégration et le renforcement des logiques de collaboration contribuent à réduire les délais de mise sur le marché. Plus qu'un simple défi opérationnel, la rapidité d'exécution devient un moteur de coopération et d'innovation, au service d'un secteur fintech marocain en pleine consolidation.

Focus sur les délais – Maîtrise des risques et dispositifs de facilitation du régulateur

Les délais d'agrément appliqués par Bank Al-Maghrib respectent le cadre légal et s'inscrivent dans une logique de maîtrise des risques, indispensable à la stabilité du secteur financier. Pour accompagner les porteurs de projets, la banque centrale a ainsi mis en place plusieurs dispositifs de facilitation, notamment des mécanismes de pré-instruction, des sessions techniques d'accompagnement et des points de contact dédiés, favorisant une meilleure anticipation des exigences réglementaires.

S'agissant des démarches d'intégration entre banques et Fintechs, souvent jugées peu fluides, il est important de préciser que les difficultés relèvent principalement des processus internes propres à chaque établissement bancaire. Le régulateur soutient l'innovation et encourage la collaboration entre acteurs, tout en veillant au respect des impératifs prudentiels, sans intervenir dans les négociations opérationnelles entre partenaires. Cette distinction permet de mieux cibler les leviers d'amélioration et d'orienter les efforts vers une optimisation des pratiques internes et du dialogue inter-acteurs.

III. VERS UN ÉCOSYSTÈME PLUS OUVERT : L'ESSOR DES API ET DES OFFRES BAAS AU SERVICE DE L'INNOVATION

Les API (interfaces de programmation applicative) occupent désormais une fonction structurante dans les dynamiques d'innovation de l'écosystème fintech marocain. En standardisant les échanges entre systèmes d'information, elles transforment l'architecture des services financiers en la rendant plus modulaire, interopérable et évolutive.

Longtemps perçues comme un chantier en construction, les API font aujourd'hui l'objet d'investissements croissants de la part des institutions financières, traduisant une volonté progressive d'ouverture et de modernisation des infrastructures.

L'accès aux API des banques, établissements de paiement, compagnies d'assurance ou acteurs du marché des capitaux constitue un levier essentiel pour les fintechs, qui doivent connecter leurs solutions aux systèmes d'établissements régulés afin d'échanger des données de manière sécurisée ou de déclencher des opérations financières. Si cet accès a pu être, par le passé, perçu comme limité ou hétérogène, les évolutions récentes témoignent d'une dynamique encourageante. Plusieurs institutions ont engagé des démarches structurées pour mieux documenter leurs interfaces, proposer des environnements de test (sandbox technologique) et simplifier les parcours d'intégration. Cette progression graduelle participe à la mise en place d'un cadre plus propice à l'Open Banking, dans lequel l'innovation s'appuie sur la collaboration et la confiance.

Dans cette continuité, la multiplication des offres de Banking-as-a-Service (BaaS) représente une avancée notable. Le modèle BaaS, qui consiste à proposer des briques bancaires prêtes à l'emploi, telles que l'ouverture de comptes, l'émission de cartes, les KYC, le scoring ou encore les solutions de paiement, via des API standardisées, gagne en visibilité et en maturité. De nouveaux acteurs enrichissent progressivement le marché avec des propositions plus modulaires et plus accessibles. En parallèle, certaines institutions financières traditionnelles adoptent une approche plus partenariale, développant des catalogues d'API prêts à l'emploi afin d'accompagner les startups dans la conception de services innovants.

Cette évolution contribue à renforcer la scalabilité des modèles fintech. Grâce à des systèmes plus ouverts et à des briques technologiques mutualisées, les jeunes entreprises peuvent accélérer leur déploiement, réduire leurs coûts d'intégration et se concentrer davantage sur la valeur ajoutée de leurs solutions. La modularité croissante des services favorise également l'émergence d'offres hybrides et personnalisées, adaptées aux besoins spécifiques des particuliers comme des entreprises.

Les enjeux liés au cloud, au calcul et à la cybersécurité deviennent progressivement des axes de différenciation et de compétitivité.

Bien que des efforts d'harmonisation et de standardisation puissent encore être poursuivis, les avancées réalisées ces dernières années traduisent une transformation constructive de l'écosystème. L'essor des API prêtes à l'emploi et la montée en puissance des offres BaaS témoignent d'un changement de paradigme : d'un modèle fermé et institutionnel vers un environnement plus collaboratif, où institutions financières et fintechs co-construisent les fondations d'une finance digitale plus agile et plus inclusive.

IV. CLOUD, CALCUL ET CYBERSÉCURITÉ : LE SOCLE INVISIBLE DE L'INNOVATION

Au cœur de l'essor des fintechs au Maroc se trouvent des infrastructures technologiques souvent invisibles mais déterminantes : le cloud, les capacités de calcul et les dispositifs de cybersécurité. Ces dernières années, le pays a engagé une montée en puissance progressive de ces composantes stratégiques, consciente qu'elles constituent le socle indispensable à l'innovation financière. Si des marges d'amélioration subsistent, les évolutions observées témoignent d'une dynamique encourageante visant à doter l'écosystème d'outils plus performants et mieux adaptés aux exigences des startups technologiques.

Le cloud public, levier clé de flexibilité et de scalabilité, connaît ainsi un développement graduel. L'offre locale s'étoffe, avec une meilleure structuration des services d'hébergement, de stockage et de gestion des données. Parallèlement, les entreprises marocaines, y compris les institutions financières, adoptent de plus en plus des stratégies hybrides combinant infrastructures locales et solutions internationales. Cette évolution favorise l'émergence d'environnements techniques plus souples, permettant aux fintechs de déployer rapidement leurs solutions tout en respectant les exigences réglementaires. L'accès à des services managés, notamment en matière de sauvegarde, de supervision ou d'analyse de données, progresse également, contribuant à professionnaliser l'écosystème.

En matière de cybersécurité, les avancées sont particulièrement notables. La sensibilisation accrue aux risques numériques a conduit les acteurs régulés et les startups à renforcer leurs dispositifs de protection et de gouvernance des données. L'exigence croissante de standards élevés, incluant parfois la souscription à des cyber-assurances, participe à la structuration d'un environnement plus résilient et plus crédible vis-à-vis des partenaires internationaux

et des investisseurs. L'écosystème bénéficie également d'un développement progressif des expertises locales en sécurité informatique, favorisant l'émergence d'offres spécialisées et adaptées aux besoins des Fintechs.

S'agissant des capacités de calcul avancées, notamment pour les usages liés à l'intelligence artificielle, au scoring alternatif ou à la détection prédictive de fraude, des initiatives récentes contribuent à élargir les perspectives. L'accès à des infrastructures plus performantes, serveurs haute capacité, environnements virtualisés et ressources mutualisées, tend à se démocratiser, que ce soit à travers des partenariats technologiques, des programmes d'accompagnement ou l'intégration de solutions cloud internationales. Cette montée en capacité ouvre la voie à des expérimentations plus ambitieuses et à la conception de produits à forte valeur ajoutée.

Ainsi, loin de constituer un frein structurel, les enjeux liés au cloud, au calcul et à la cybersécurité deviennent progressivement des axes de différenciation et de compétitivité. La consolidation de ces fondations numériques renforce la crédibilité du Maroc en tant que hub technologique régional et crée les conditions nécessaires à l'émergence de fintechs capables d'innover à un rythme soutenu. En poursuivant les investissements et les efforts de coordination entre acteurs publics et privés, l'écosystème marocain se dote des moyens techniques pour accompagner durablement la transformation digitale du secteur financier.

L'infrastructure technologique est le socle invisible de la compétitivité Fintech.

Elle conditionne l'efficacité des modèles économiques, la fluidité des parcours clients et la capacité d'inclusion financière.

Mais au-delà des défis techniques, la viabilité des Fintechs dépend aussi de la manière dont elles transforment ces infrastructures en modèles économiques durables et inclusifs.

Le chapitre suivant explorera donc ces aspects pour comprendre comment l'innovation technologique se traduit — ou non — en impact économique et social mesurable.

The cover features a background of thin, light gray diagonal lines. The top half is white, and the bottom half is a vertical gradient from red on the left to green on the right. The title is centered in the white area.

BUSINESS MODELS ET ADOPTION

I. VERS DES MODÈLES ÉCONOMIQUES EN CONSOLIDATION DANS UN ÉCOSYSTÈME EN MATURATION

Les Fintechs évoluant au Maroc s'inscrivent dans un environnement en pleine structuration, marqué par une dynamique d'innovation soutenue et une montée en maturité progressive de l'écosystème. Ces dernières années, de nombreuses jeunes entreprises ont démontré la pertinence de leur proposition de valeur en testant avec succès leurs solutions sur le marché local. Si la rentabilité à long terme reste, pour certaines, un objectif en cours de construction, cette phase reflète avant tout une étape naturelle dans le cycle de développement de startups opérant dans un secteur aussi régulé et stratégique que la finance.

La coexistence d'initiatives innovantes solides sur le plan conceptuel et de modèles économiques encore en consolidation s'explique en partie par des facteurs structurels. La taille du marché domestique, les cycles de décision parfois étendus et la nécessité de composer avec des marges maîtrisées imposent une gestion rigoureuse de la croissance. Toutefois, ces contraintes contribuent également à renforcer la discipline stratégique des entrepreneurs, les incitant à affiner leur positionnement, à optimiser leurs coûts et à rechercher des niches à forte valeur ajoutée. Cette exigence favorise l'émergence de modèles plus résilients et mieux adaptés aux réalités locales.

Dans la pratique, la collaboration avec des partenaires régulés, constitue un passage clé pour la distribution de nombreux produits fintech. Si cette interdépendance implique un partage de revenus et une coordination étroite, elle représente également un gage de conformité, de crédibilité et d'accès à une base clientèle élargie. De plus en plus, ces partenariats évoluent vers des logiques de co-construction, dans lesquelles les responsabilités, les expertises et les bénéfices sont mieux alignés. Cette transformation progressive contribue à rééquilibrer les relations et à fluidifier les cycles de mise sur le marché.

Par ailleurs, l'écosystème marocain bénéficie d'un intérêt croissant des investisseurs, des programmes d'accompagnement et des initiatives publiques visant à soutenir l'innovation financière. Ces dispositifs offrent aux fintechs des opportunités supplémentaires pour tester, adapter et renforcer leurs modèles économiques. La diversification des sources de revenus (abonnements, commissions, services à valeur ajoutée, partenariats technologiques,...) participe également à la recherche d'une plus grande soutenabilité.

Ainsi, plutôt qu'un signe de fragilité structurelle, la situation actuelle reflète une phase de transition vers une maturité accrue. Les Fintechs marocaines construisent progressivement des modèles économiques plus robustes, en s'appuyant sur l'apprentissage du marché, la collaboration avec les acteurs établis et l'évolution du cadre réglementaire. Cette consolidation, bien qu'exigeante, constitue une étape essentielle pour faire émerger des entreprises durables, capables de contribuer pleinement à la transformation digitale du secteur financier national et régional.

II. VERS UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE RENFORCÉ ENTRE BANQUES ET FINTECHS

Au Maroc, la relation entre banques et Fintechs connaît une évolution progressive, reflet d'un écosystème financier en pleine transformation. Si certaines jeunes entreprises ont pu percevoir, par le passé, une reconnaissance encore partielle de leur rôle stratégique, la dynamique actuelle tend vers une meilleure compréhension mutuelle. Les banques s'ouvrent de plus en plus à des logiques de collaboration, conscientes que l'innovation technologique constitue un levier essentiel d'amélioration de l'expérience client et de diversification des services. Cette transition s'inscrit dans un mouvement plus large de modernisation du secteur financier national.

Il est vrai que les établissements bancaires, soucieux de préserver la solidité de leur modèle et la confiance de leurs clients, adoptent naturellement une posture prudente face à de nouveaux acteurs encore en phase de croissance. Toutefois, cette prudence ne doit pas être interprétée comme un désengagement, mais plutôt comme l'expression d'exigences structurelles propres à l'activité bancaire : gestion des risques, conformité réglementaire, lutte contre la fraude et protection des données. Dans ce contexte, l'intégration de solutions Fintech nécessite des évaluations approfondies, garantes de la stabilité du système financier dans son ensemble.

L'étude des pratiques récentes montre d'ailleurs que les lignes évoluent. De plus en plus de banques marocaines mettent en place des dispositifs dédiés à l'innovation ouverte : cellules d'open innovation, programmes d'accélération, appels à projets ou partenariats technologiques ciblés. Cette structuration progressive favorise la co-construction de solutions adaptées aux besoins du marché. Les Fintechs dont les offres complètent les services bancaires traditionnels trouvent ainsi un terrain de collaboration

plus propice, notamment dans les domaines du paiement digital, de l'expérience client, de la data ou encore de l'inclusion financière.

Il convient également de reconnaître que certains projets, notamment ceux perçus comme fortement disruptifs ou susceptibles d'entrer en concurrence directe avec des activités bancaires existantes, peuvent nécessiter un dialogue plus approfondi. Cependant, cette situation reflète davantage une phase d'ajustement stratégique qu'un blocage systémique. À mesure que les modèles d'affaires gagnent en maturité et que les succès communs se multiplient, la confiance s'installe et ouvre la voie à des partenariats plus équilibrés et durables.

Les cycles de décision parfois longs et la coordination interne requise au sein des grandes institutions constituent des réalités organisationnelles inhérentes aux structures établies. Néanmoins, des efforts significatifs sont engagés pour fluidifier ces processus, clarifier les points de contact et raccourcir les délais de traitement des projets innovants. Cette évolution contribue à réduire les tensions de trésorerie pour les jeunes entreprises et à stabiliser leurs perspectives financières.

Dans l'ensemble, la relation entre banques et fintechs au Maroc semble entrer dans une phase de maturité constructive. L'enjeu n'est plus seulement d'ouvrir le dialogue, mais de bâtir un véritable équilibre fondé sur la complémentarité des expertises : la robustesse institutionnelle des banques et l'agilité technologique des Fintechs. En consolidant cette alliance stratégique, l'écosystème financier marocain se dote d'un puissant moteur d'innovation, capable d'accompagner durablement la transformation digitale du secteur.

III. L'INTERNATIONALISATION COMME LEVIER NATUREL DE CROISSANCE ET DE RAYONNEMENT RÉGIONAL

Pour les fintechs du Maroc, la question de la scalabilité, c'est-à-dire la capacité à déployer un modèle économique à grande échelle sur plusieurs marchés, s'inscrit de plus en plus comme une perspective stratégique structurante. Dans un contexte où le marché national, notamment en B2B, demeure de taille mesurée, de nombreuses startups intègrent dès leur phase de conception une réflexion sur l'expansion régionale ou continentale. Cette démarche proactive témoigne d'une maturité croissante et d'une volonté d'inscrire leurs solutions dans des dynamiques plus larges que le seul cadre domestique.

Cette ambition s'aligne pleinement avec le positionnement stratégique du Maroc en tant que passerelle économique vers l'Afrique. Fort de ses liens institutionnels, bancaires et commerciaux avec plusieurs pays du continent, le Royaume dispose d'atouts significatifs pour accompagner l'internationalisation de ses acteurs technologiques. Les Fintechs peuvent ainsi s'appuyer sur des réseaux bancaires marocains déjà implantés en Afrique subsaharienne, sur des accords de coopération bilatéraux et sur une image de stabilité financière reconnue à l'échelle régionale. Cette configuration crée un terrain favorable à une expansion progressive et structurée.

Il est toutefois naturel que chaque marché présente ses propres exigences réglementaires, fiscales et opérationnelles. Les cadres d'agrément différents, les standards de conformité évoluent selon les juridictions et les environnements concurrentiels varient sensiblement. Ces réalités impliquent une préparation rigoureuse, un investissement financier adapté et une organisation interne solide. Cependant, loin de constituer un obstacle insurmontable, ces exigences encouragent les Fintechs à renforcer leur gouvernance, à professionnaliser leurs processus et à consolider leur modèle avant toute expansion.

De plus en plus d'acteurs marocains adoptent ainsi des stratégies graduelles d'internationalisation : partenariats locaux, projets pilotes, joint-ventures ou déploiements via des groupes bancaires partenaires. Cette approche mesurée permet de limiter les risques tout en capitalisant sur les opportunités offertes par des marchés en forte demande de solutions financières digitales. L'expérience acquise sur le marché marocain, notamment en matière de conformité et d'innovation dans un environnement régulé, constitue un avantage compétitif dans des contextes comparables.

La croissance régionale apparaît donc moins comme un pari risqué que comme une étape naturelle dans le cycle de développement des fintechs les plus structurées. Lorsqu'elle est planifiée avec discernement et appuyée par des partenaires solides, elle devient un puissant levier de diversification des revenus et de renforcement de la résilience économique.

En définitive, l'internationalisation ne conditionne pas seulement la scalabilité ; elle participe également au rayonnement de l'expertise marocaine en matière d'innovation financière. En conjuguant prudence stratégique et ambition régionale, les fintechs marocaines peuvent progressivement s'imposer comme des acteurs crédibles sur le continent africain, contribuant ainsi à positionner le Maroc comme un hub reconnu de la finance digitale.

IV. VERS DES MODÈLES FINTECH PLUS INCLUSIFS, RÉSILIENTS ET À FORT IMPACT

Au Maroc, les modèles économiques des Fintechs connaissent une phase d'évolution progressive, marquée par une recherche d'équilibre entre viabilité financière et impact sociétal. Certains acteurs spécialisés, notamment dans le paiement ou le scoring B2B, ont opté pour des modèles fondés sur la fourniture de services récurrents à des partenaires bancaires ou institutionnels. Ces revenus contractuels offrent une visibilité appréciable et une stabilité relative, tout en permettant aux startups de s'inscrire dans des relations durables avec des acteurs établis. Si les marges peuvent rester mesurées, ces partenariats constituent un socle solide pour structurer la croissance et affiner les offres.

Parallèlement, d'autres fintechs explorent des modèles orientés vers le grand public (B2C), en s'inspirant des standards du digital : offres freemium, paiement fractionné (Buy Now, Pay Later), abonnements ou commissions sur transaction. Ces approches traduisent une volonté d'élargir l'accès aux services financiers et de proposer des solutions adaptées aux nouveaux usages numériques. Leur déploiement suppose effectivement un effort continu d'éducation financière et de sensibilisation des consommateurs, mais cette réalité ouvre également un espace d'innovation pédagogique et d'accompagnement. À mesure que les usages digitaux se démocratisent, ces modèles trouvent progressivement leur place dans le paysage financier national.

Le potentiel du marché marocain demeure, à cet égard, particulièrement prometteur. De nombreux besoins restent encore partiellement couverts, qu'ils s'agissent du paiement digital, de l'épargne accessible, du microcrédit, de l'assurance inclusive ou encore du financement de très petites entreprises. Ces segments représentent un terrain fertile pour des solutions innovantes, capables de combiner technologie, proximité et compréhension fine des réalités locales. Les fintechs marocaines disposent d'un avantage certain : leur capacité à concevoir des produits ancrés dans le contexte national tout en s'appuyant sur des standards technologiques internationaux.

Plusieurs initiatives récentes illustrent d'ailleurs cette dynamique positive. Des solutions intégrant digitalisation des parcours, simplification de l'accès au crédit ou outils alternatifs d'évaluation du risque démontrent qu'il est possible d'allier performance économique et inclusion financière. Cette double ambition, alliant rentabilité et impact social, devient progressivement une caractéristique distinctive de l'écosystème marocain. Elle reflète une approche pragmatique, attentive aux équilibres nécessaires entre innovation, conformité réglementaire et confiance des utilisateurs.

La consolidation de ces modèles repose toutefois sur une coordination accrue entre les différentes parties prenantes : banques, régulateurs, investisseurs, startups et citoyens. Une meilleure articulation des efforts en matière d'éducation financière, de soutien à l'innovation et de diffusion des bonnes pratiques renforcera la soutenabilité de ces initiatives. Dans cette perspective, les modèles hybrides, combinant B2B et B2C, innovation technologique et partenariats institutionnels, apparaissent comme particulièrement résilients.

En résumé, l'évolution actuelle des Fintechs au Maroc témoigne d'une maturation progressive vers des modèles plus inclusifs et durables. Loin d'opposer performance et impact, l'écosystème tend à démontrer que la viabilité économique peut s'inscrire dans une logique de contribution sociétale. En consolidant les conditions de confiance, d'éducation et d'exécution opérationnelle, ces modèles sont appelés à constituer l'un des piliers du futur paysage financier marocain.

Les business models Fintech marocains progressent, mais leur pérennité dépend autant de leur structure financière que de leur capital humain.

La prochaine et dernière section abordera ainsi le thème des talents et de la formation, pour comprendre comment le développement des compétences locales, techniques, entrepreneuriales et réglementaires, peut consolider la trajectoire de croissance du secteur et préparer l'émergence d'un écosystème Fintech durablement ancré dans la région.



**TALENTS,
COMPÉTENCES ET
FORMATION**



I. ATTIRER, ENGAGER ET FIDÉLISER LES TALENTS : UN ENJEU STRUCTURANT POUR LA FINTECH MAROCAINE

Au Maroc, le développement du secteur Fintech s'appuie sur un vivier de compétences reconnu dans les domaines de l'ingénierie, du développement logiciel, de la data science et de la conformité réglementaire. Les universités, écoles d'ingénieurs et centres de formation spécialisés alimentent régulièrement le marché en profils qualifiés. Cette richesse constitue un atout majeur pour l'écosystème. Toutefois, dans un contexte de transformation digitale accélérée, ces compétences sont particulièrement recherchées, tant par les grands groupes nationaux que par des entreprises internationales capables d'opérer à distance et d'offrir des packages attractifs.

Cette forte demande crée une dynamique concurrentielle autour des talents, qui reflète avant tout l'attractivité croissante des métiers technologiques au Maroc. Les fintechs évoluent ainsi dans un environnement où la compétition ne se limite plus au périmètre local, mais s'inscrit dans un marché du travail globalisé. Si les niveaux de rémunération proposés par certaines grandes structures peuvent être difficiles à égaler pour des startups en phase d'amorçage, cette situation pousse également les jeunes entreprises à repenser leur proposition de valeur employeur.

De plus en plus, la différenciation ne repose pas uniquement sur le niveau de rémunération, mais sur la proposition de valeur globale offerte aux talents : qualité des projets, autonomie, culture d'innovation, impact sociétal et trajectoires d'évolution rapide. Les fintechs disposent, à cet égard, d'arguments solides : participation à la construction de solutions nouvelles, environnement agile, responsabilités élargies et apprentissage accéléré. Cette dimension entrepreneuriale attire une génération de talents en quête de sens, d'évolution rapide et d'expérience internationale.

La tension observée sur certains profils contribue également à structurer le marché et à professionnaliser les pratiques de gestion des ressources humaines. Les startups investissent davantage dans la formation continue, le développement des compétences internes et la mise en place de dispositifs incitatifs tels que les plans d'intéressement ou les mécanismes d'equity. Ces approches favorisent un alignement à long terme entre les collaborateurs et la vision stratégique de l'entreprise, renforçant ainsi la fidélisation.

Par ailleurs, la montée en puissance du travail hybride et du télétravail ouvre de nouvelles perspectives. Elle permet aux fintechs marocaines d'accéder à des talents situés au-delà des grands centres urbains, voire à l'international, tout en offrant aux collaborateurs davantage de flexibilité. Cette évolution contribue à atténuer les déséquilibres géographiques et à élargir le champ des opportunités de recrutement.

En définitive, si la concurrence sur les compétences technologiques traduit une tension réelle, elle constitue aussi le signe d'un écosystème en pleine vitalité. L'enjeu pour les fintechs marocaines ne se limite plus à attirer les talents, mais à créer un environnement propice à leur engagement durable. En combinant attractivité financière raisonnée, culture d'innovation et perspective d'impact, elles disposent des leviers nécessaires pour consolider leur capital humain et accompagner la croissance du secteur.

II. UNE COMPÉTITIVITÉ MONDIALE QUI POUSSE À L'EXTERNALISATION

Le marché du travail au Maroc est aujourd'hui marqué par la convergence de la mondialisation des compétences et de la digitalisation croissante des emplois. Dans ce contexte, les fintechs locales évoluent dans un environnement très dynamique, où la concurrence internationale sur les talents et la rapidité d'exécution des projets stimulent l'adoption de nouvelles pratiques de gestion des ressources humaines. Cette pression extérieure encourage les startups marocaines à explorer des solutions hybrides et à optimiser leur organisation pour rester compétitives.

Face à la hausse des coûts et à la rareté de certains profils spécialisés, certaines fintechs optent pour la mobilisation de ressources à l'international. L'externalisation de certains profils techniques, notamment le développement logiciel ou les services de data science, permet de répondre efficacement aux besoins opérationnels tout en maintenant une flexibilité indispensable pour tester et déployer rapidement des produits innovants. Plutôt que de constituer un simple contournement, cette approche peut être perçue comme un moyen stratégique de renforcer l'agilité des startups et de se concentrer sur la création de valeur au niveau local.

Cette logique d'externalisation ne diminue pas le rôle central du Maroc dans l'écosystème fintech. La conception des projets, la stratégie, le design produit et la relation client restent majoritairement ancrés sur le territoire national. Ainsi, les startups marocaines conservent la maîtrise de leur vision et de leur innovation, tout en tirant parti d'un accès à des compétences spécialisées à l'échelle mondiale. Ce modèle hybride permet également d'accélérer la montée en compétence interne, car les équipes locales collaborent avec des experts externes et intègrent progressivement ces connaissances dans leurs pratiques quotidiennes.

Par ailleurs, l'ouverture à des talents internationaux favorise l'adoption de standards technologiques et de méthodes de travail à la pointe. Les fintechs marocaines peuvent ainsi bénéficier d'une exposition à des pratiques innovantes, renforcer la qualité de leurs produits et s'aligner sur les attentes des marchés internationaux. Cette dynamique contribue à renforcer la compétitivité globale de l'écosystème national et à préparer les startups à une expansion régionale et continentale.

À long terme, ce modèle encourage également la création d'un réseau collaboratif entre talents locaux et internationaux, favorisant des échanges de savoir-faire et la diffusion de bonnes pratiques. Les fintechs qui réussissent à équilibrer externalisation stratégique et développement des compétences internes sont mieux positionnées pour construire des équipes locales robustes et pérennes, tout en restant agiles et réactives face aux évolutions du marché.

En définitive, loin de représenter une fragilité, l'externalisation ciblée s'inscrit comme un levier positif pour l'écosystème fintech marocain. Elle permet de concilier compétitivité mondiale et maintien de la valeur stratégique au Maroc, tout en soutenant l'innovation, la montée en compétence des équipes locales et la préparation du pays à jouer un rôle central dans la finance digitale régionale.

III. RENFORCER LES COMPÉTENCES SPÉCIALISÉES POUR SOUTENIR L'ESSOR DES FINTECHS MAROCAINES

Au Maroc, l'écosystème fintech bénéficie d'un vivier de talents solide et dynamique. Développeurs, ingénieurs logiciels, data analysts et spécialistes IT constituent une base de compétences qui permet déjà de lancer, tester et opérer des solutions numériques innovantes. Cette richesse humaine représente un atout fondamental pour un secteur en pleine croissance, capable de répondre aux besoins locaux tout en préparant son intégration dans un contexte régional et international.

Néanmoins, certaines Fintechs interrogées mettent en avant un besoin croissant pour des expertises plus spécialisées et transverses. Les domaines tels que l'open banking, la cybersécurité avancée, la blockchain ou la conformité réglementaire requièrent des profils capables de naviguer à la fois dans les dimensions technologiques, business et réglementaires. Ces compétences, encore rares sur le marché marocain, sont particulièrement recherchées et souvent très disputées, ce qui incite les fintechs à imaginer de nouvelles stratégies de recrutement et de formation.

Cette situation offre cependant une opportunité positive pour l'écosystème. La rareté de ces talents incite les fintechs et les acteurs institutionnels à investir dans la montée en compétence locale, à travers des programmes de formation continue, des partenariats universitaires et des initiatives de transfert de savoir-faire. De plus, l'émergence d'initiatives telles que des incubateurs spécialisés ou des programmes d'accompagnement technique contribue à former des profils plus polyvalents, capables de combiner expertise réglementaire et maîtrise des technologies de pointe.

Par ailleurs, la collaboration avec des talents internationaux, en complément des équipes locales, permet de combler temporairement ces besoins tout en favorisant le partage de bonnes pratiques et l'adoption de standards internationaux. Cette approche hybride contribue à accélérer le développement de produits conformes, sécurisés et adaptés aux attentes des utilisateurs, tout en enrichissant le capital humain marocain sur le long terme.

L'essor des compétences spécialisées ne se limite pas à la technique ; il inclut également la capacité à concevoir des solutions viables économiquement et à intégrer la dimension stratégique dans le développement produit. Les fintechs qui réussissent à renforcer cette transversalité voient leurs projets passer plus rapidement de l'idée à la solution opérationnelle, avec des impacts tangibles sur la qualité des services et l'expérience client.

En récapitulatif, si la spécialisation des talents constitue encore un défi, elle apparaît surtout comme un levier de développement. Les efforts actuels pour former, attirer et retenir ces profils, combinés à une dynamique d'apprentissage continu et de collaboration internationale, permettent de renforcer la maturité de l'écosystème fintech marocain. Ce processus contribue à préparer le pays à devenir un acteur de référence en matière d'innovation financière à l'échelle régionale et africaine.



IV. VERS DES FORMATIONS ADAPTÉES AUX BESOINS RÉELS DES FINTECHS MAROCAINES

Le développement du secteur fintech au Maroc repose sur un écosystème de talents en pleine consolidation. Les universités et écoles d'ingénieurs du pays produisent des profils solides en informatique, mathématiques, finance et ingénierie. Ces compétences constituent une base précieuse pour soutenir l'innovation numérique et répondre aux besoins croissants du marché local et régional. Cependant, les programmes restent encore très théoriques et nécessitent d'être davantage articulés avec les réalités concrètes des fintechs pour renforcer leur impact opérationnel.

La formation pratique, intégrant mise en situation réelle et cas d'usage appliqués, reste encore marginale dans la majorité des cursus. Les modules spécialisés en régulation bancaire, intelligence artificielle appliquée à la finance, innovation produit ou services financiers sont peu répandus, limitant l'exposition des étudiants à des situations proches de la réalité professionnelle. Cette situation explique en partie la nécessité, pour les fintechs, de compléter les compétences internes par des programmes de formation interne ou des partenariats ciblés.

Des initiatives prometteuses émergent toutefois pour combler ces lacunes. L'Université Mohammed VI Polytechnique, par exemple, propose des programmes innovants combinant enseignement théorique, laboratoires technologiques et partenariats avec des acteurs privés, tout en bénéficiant d'infrastructures avancées comme celles de l'école 1337. Ces initiatives ouvrent la voie à une génération de talents mieux préparée à comprendre et à contribuer activement aux enjeux technologiques et réglementaires des fintechs.

Par ailleurs, certains domaines spécialisés, tels que la finance islamique, le financement collaboratif, la data science appliquée, ou la gestion des risques, nécessitent encore des formations pointues. Les fintechs opérant dans ces segments soulignent le besoin d'experts capables de combiner maîtrise des principes spécifiques, compréhension des mécanismes financiers modernes et capacité à développer des produits innovants. Cette convergence de savoir-faire représente un avantage stratégique pour les startups souhaitant se distinguer par des offres différenciantes et adaptées aux besoins locaux.

La cybersécurité et la protection des données constituent également des priorités stratégiques pour l'adoption des services financiers numériques. Leur intégration dans les programmes d'enseignement est en cours de développement, mais reste partielle. Renforcer cette dimension dans les cursus contribue à bâtir un capital humain capable de sécuriser les solutions fintech, de gagner la confiance des utilisateurs et de soutenir la crédibilité des entreprises sur le marché.

Si la formation dédiée à la fintech au Maroc demeure encore en construction, les initiatives récentes offrent des perspectives encourageantes. L'articulation croissante entre programmes académiques, laboratoires technologiques et partenariats avec le secteur privé crée un environnement propice à la montée en compétence des talents. À terme, cette dynamique permettra de fournir à l'écosystème marocain des experts polyvalents, opérationnels et innovants, capables d'accompagner la croissance durable et l'internationalisation des fintechs locales.



V. CAPITAL HUMAIN ET FORMATION : PILIER DU DÉVELOPPEMENT DES FINTECHS MAROCAINES

Le Maroc dispose d'un vivier de talents particulièrement prometteur pour soutenir le développement des fintechs. Les jeunes diplômés sont nombreux, dynamiques et formés dans des disciplines variées. Cette jeunesse, ouverte sur le monde et habituée aux environnements technologiques, représente un atout stratégique pour les startups souhaitant combiner agilité et expertise professionnelle dans un marché en pleine transformation.

L'enjeu majeur n'est donc pas tant la rareté de compétences que leur valorisation et leur consolidation. Retenir et développer ces talents nécessite un écosystème favorable, capable d'offrir à la fois des opportunités de carrière enrichissantes et des perspectives de progression dans des environnements stimulants. Les fintechs doivent pouvoir s'appuyer sur des talents formés à la fois aux exigences techniques et aux réalités du marché, capables de naviguer entre innovation produit, conformité réglementaire et gestion stratégique.

Dans ce contexte, plusieurs institutions nationales ont pris des initiatives prometteuses pour rapprocher formation et besoins du marché. D'autres initiatives publiques et privées viennent compléter ce panorama. Des programmes de formation continue, des bootcamps spécialisés et des incubateurs axés sur la fintech permettent aux jeunes professionnels et aux talents en reconversion d'acquérir des compétences pointues dans des domaines comme l'open banking, le financement alternatif, l'intelligence artificielle appliquée à la finance ou la réglementation

bancaire. Ces dispositifs rapprochent l'enseignement de la réalité du marché, tout en favorisant l'innovation et la création de produits financiers adaptés aux besoins locaux et régionaux.

L'enjeu dépasse le simple recrutement. Il s'agit de construire une culture entrepreneuriale où le risque est compris et valorisé, et où les parcours atypiques sont reconnus comme des atouts. Encourager l'entrepreneuriat et la prise d'initiative au sein des équipes permet de libérer la créativité, d'accélérer le développement de solutions innovantes et de renforcer l'attractivité des fintechs en tant qu'employeurs de choix.

Renforcer le capital humain implique également d'offrir des perspectives de fidélisation et d'évolution professionnelle. Les fintechs marocaines peuvent s'appuyer sur des mécanismes d'intéressement, des plans de mentorat et des collaborations avec des institutions académiques pour créer un parcours de croissance cohérent pour leurs collaborateurs. Cette approche contribue à stabiliser l'écosystème tout en permettant aux talents de développer des compétences stratégiques et opérationnelles de haut niveau.

Le développement des compétences et la formation adaptée constituent l'un des leviers les plus déterminants pour la réussite durable des fintechs au Maroc. En combinant innovation pédagogique, rapprochement avec les besoins opérationnels des startups et valorisation des talents, l'écosystème marocain dispose de toutes les conditions pour transformer son vivier prometteur en un moteur solide et durable de croissance, d'inclusion financière et de compétitivité régionale.

Enfin, la montée en puissance du capital humain constitue sans doute un des leviers les plus décisifs pour la réussite durable de l'écosystème Fintech marocain.

Les constats présentés dans ce chapitre révèlent une maturité en construction, marquée par une forte volonté d'innovation, mais encore freinée par des défis structurels.

La prochaine section proposera des pistes concrètes pour accélérer le développement du secteur, renforcer la collaboration entre acteurs publics et privés, et amorcer la transformation du marché en hub Fintech africain de référence.



3.

PERSPECTIVES



**PRIORITÉS
ET RECOMMANDATIONS
POUR ACCÉLÉRER**

Agir à court terme

Mettre le marché en mouvement immédiatement

ENCOURAGER L'OPEN BANKING :

ACCÉLÉRER LA DYNAMIQUE D'OUVERTURE ET DE COLLABORATION BANCAIRE

L'Open Banking s'inscrit aujourd'hui parmi les chantiers structurants devant contribuer à l'essor de l'écosystème Fintech et à la modernisation du secteur financier national. Compte tenu de l'importance stratégique du sujet et de son potentiel en matière de stimulation de l'innovation, il est raisonnable d'anticiper une accélération progressive des initiatives qui lui sont associées. Cette évolution s'inscrit dans une logique d'accompagnement maîtrisé du marché, visant à consolider les acquis tout en préparant les prochaines étapes de transformation.

L'adoption d'un cadre clair, sécurisé et opérationnel pour l'Open Banking représenterait une avancée significative pour la compétitivité du secteur financier marocain. En permettant aux clients de partager, de manière consentie et sécurisée, leurs données financières avec des prestataires tiers via des Interfaces de Programmation Applicative (API), l'Open Banking ouvre la voie à une nouvelle génération de services à forte valeur ajoutée. Agrégation de comptes, solutions de paiement innovantes, outils de gestion budgétaire intelligents ou encore modèles alternatifs d'évaluation du risque pourraient ainsi se développer dans un environnement encadré et propice à la confiance.

Au-delà de la dimension technologique, l'Open Banking favorise une évolution culturelle vers davantage de transparence, d'interopérabilité et de collaboration entre acteurs traditionnels et nouveaux entrants. Cette dynamique contribue à réduire les asymétries d'information, à fluidifier l'expérience client et à encourager une concurrence saine, centrée sur la qualité de service et l'innovation. Dans ce contexte, le consommateur devient pleinement acteur de ses données, tout en bénéficiant d'une offre élargie et mieux adaptée à ses besoins.

Les expériences internationales montrent que cette transformation peut s'opérer de manière progressive et constructive. En Europe notamment, plusieurs établissements bancaires pionniers ont engagé des démarches d'ouverture de leurs services et de leurs API avant même l'entrée en vigueur des directives communautaires. En expérimentant de nouveaux modes de collaboration avec des fintechs, ces acteurs ont contribué à structurer des usages innovants, tout en nourrissant la réflexion des régulateurs. Cette approche proactive a démontré qu'une ouverture maîtrisée, même en amont d'un cadre réglementaire formel, peut constituer un levier de création de valeur pour l'ensemble de l'écosystème.

Au Maroc, une dynamique similaire commence à se dessiner à travers des partenariats ciblés entre certaines institutions financières et des fintechs locales. Ces collaborations portent sur des cas d'usage concrets (digitalisation des parcours clients, solutions de paiement, scoring alternatif ou automatisation de processus) et illustrent une volonté partagée d'explorer de nouveaux modèles dans un cadre sécurisé. Ces initiatives, bien que parfois circonscrites, témoignent d'une maturité croissante du marché et d'une ouverture progressive à l'innovation collaborative.

Dans l'attente de la formalisation complète d'un cadre réglementaire dédié, une approche pragmatique de type « test and learn » pourrait continuer à être encouragée. Encadrées si nécessaire par le régulateur et fondées sur des expérimentations ciblées, ces démarches permettraient d'identifier les meilleures pratiques, d'ajuster les dispositifs techniques et juridiques, et de renforcer la confiance entre les parties prenantes. Une telle progression graduelle contribuerait à sécuriser le déploiement futur de l'Open Banking tout en maintenant une dynamique d'innovation soutenue.

Ainsi, l'Open Banking apparaît moins comme une rupture que comme une évolution naturelle du secteur financier marocain vers un modèle plus ouvert, plus collaboratif et plus centré sur le client. En combinant impulsion réglementaire, initiatives privées et partenariats stratégiques, le Maroc dispose des atouts nécessaires pour structurer un écosystème d'innovation financière équilibré, créateur de valeur et aligné sur les meilleures pratiques internationales.

L'Open Banking apparaît moins comme une rupture que comme une évolution naturelle du secteur financier marocain vers un modèle plus ouvert, plus collaboratif et plus centré sur le client.

VERS UNE INFRASTRUCTURE FINANCIÈRE PLUS OUVERTE, FLUIDE ET COLLABORATIVE

La qualité et la performance de l'infrastructure technologique constituent le socle, souvent discret mais déterminant, de tout écosystème fintech dynamique. Au Maroc, les établissements financiers ont engagé depuis plusieurs années des efforts substantiels pour moderniser leurs systèmes d'information, renforcer leur sécurité et améliorer la robustesse de leurs plateformes. Cette transformation progressive crée aujourd'hui des conditions favorables à une intégration plus harmonieuse des solutions innovantes portées par les fintechs, dans une logique d'évolution maîtrisée et durable.

Il est vrai que la complexité historique de certains systèmes, ainsi que la diversité des architectures technologiques, peuvent encore représenter des défis techniques pour une interconnexion fluide. Toutefois, ces contraintes doivent être envisagées comme le reflet d'organisations matures, soucieuses de sécurité et de résilience. Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas tant de remettre en cause l'existant que d'accompagner son évolution vers davantage d'interopérabilité, en facilitant la communication entre infrastructures établies et nouvelles solutions numériques.

De nombreuses institutions financières ont d'ores et déjà entrepris des chantiers structurants visant à rendre leurs systèmes plus modulaires, plus ouverts et mieux adaptés aux partenariats technologiques. La mise en place d'interfaces de programmation applicative (API), l'adoption d'architectures orientées services et l'investissement dans des couches d'intégration modernes témoignent d'une volonté claire d'améliorer la connectivité avec des acteurs tiers. Ces initiatives traduisent une prise de conscience partagée : l'innovation se construit désormais dans l'échange et la complémentarité.

Dans cette perspective, la définition de standards techniques clairs et communs apparaît comme une étape structurante. L'harmonisation progressive des protocoles d'échange, des exigences de sécurité et des processus d'homologation contribuerait à fluidifier les collaborations tout en maintenant un haut niveau de contrôle et de conformité. L'objectif est de permettre aux fintechs d'interagir plus aisément avec les systèmes des établissements, sans compromettre les impératifs de stabilité et de protection des données.

Le développement d'espaces de test mutualisés constitue également un levier prometteur. Des environnements sécurisés, permettant de simuler des conditions réelles d'intégration, offriraient aux startups l'opportunité de valider la conformité, la performance et la robustesse de leurs solutions avant leur déploiement commercial. À cet égard, ces types de dispositifs, qui peuvent être soutenus par le Morocco Fintech Center, s'inscrivent dans une démarche constructive visant à rapprocher les différents maillons de l'écosystème et à structurer des parcours d'expérimentation encadrés.

Une telle approche aurait des retombées positives à plusieurs niveaux. Pour les fintechs, elle se traduirait par une réduction des délais de mise sur le marché (Time-To-Market), une meilleure lisibilité des exigences techniques et une optimisation des coûts d'intégration. Pour les établissements financiers, elle favoriserait une sélection plus efficace de partenaires technologiques, fondée sur des solutions déjà éprouvées et conformes aux standards requis. L'ensemble du secteur bénéficierait ainsi d'un climat de confiance renforcé.

Au-delà des considérations techniques, l'évolution de l'infrastructure vers davantage de transparence et d'interopérabilité participe à un changement de paradigme : la concurrence ne s'oppose plus à la collaboration, elle la stimule. En consolidant les passerelles entre institutions établies et innovateurs technologiques, le Maroc pose progressivement les bases d'un écosystème financier plus agile, plus cohérent et mieux préparé aux mutations à venir.

CONSOLIDER ET ÉLARGIR LA DYNAMIQUE DU GUICHET COMMUN

La structuration d'une gouvernance claire et coordonnée constitue l'un des piliers essentiels du développement harmonieux de l'écosystème fintech au Maroc. Conscients de cet enjeu, les acteurs publics et privés ont déjà franchi une étape significative avec la mise en place d'un guichet commun à la suite de la création du Morocco Fintech Center (MFC). Cette initiative marque une avancée importante en offrant aux fintechs un point d'entrée structuré pour interagir avec les principaux intervenants de l'écosystème, notamment les régulateurs et les institutions financières, en particulier celles membres du MFC.

L'enjeu, à présent, consiste moins à créer de nouveaux instruments qu'à optimiser et articuler efficacement ceux déjà en place, afin qu'ils répondent de manière encore plus fine aux spécificités des fintechs.

Ce dispositif contribue à fluidifier les échanges, à clarifier les attentes réglementaires et à instaurer un cadre de dialogue plus direct entre innovateurs et acteurs publics et privés de l'écosystème. Dans un environnement où les porteurs de projets peuvent être amenés à interagir avec plusieurs administrations, telles que la Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP) et l'Office des Changes, l'existence d'un mécanisme de coordination représente un gain appréciable en lisibilité et en efficacité. Elle permet de mieux orienter les entrepreneurs et de réduire les incertitudes liées à la multiplicité des interlocuteurs.

Plutôt que de considérer la diversité institutionnelle comme un frein, il convient d'y voir la richesse d'un cadre réglementaire structuré et protecteur. Le guichet commun joue ici un rôle d'interface, en facilitant la compréhension des exigences et en favorisant une approche plus pédagogique de la conformité. Cette logique d'accompagnement contribue à renforcer la confiance des entrepreneurs, tout en préservant les impératifs de stabilité et de sécurité qui fondent la solidité du système financier national.

Dans une perspective d'amélioration continue, l'élargissement progressif du périmètre du guichet à d'autres régulateurs et parties prenantes pourrait constituer une évolution naturelle et bénéfique. Une intégration accrue de nouveaux acteurs institutionnels permettrait d'offrir une vision encore plus complète des parcours réglementaires et administratifs, et d'anticiper plus efficacement les besoins des fintechs à mesure qu'elles évoluent. Cette extension graduelle renforcerait la cohérence d'ensemble et consoliderait le rôle du guichet comme plateforme centrale de coordination.

Le guichet commun constitue un espace structurant de dialogue stratégique. En favorisant des échanges réguliers entre administration, régulateurs, institutions financières et startups, il contribue à instaurer une culture de concertation continue. Ce type de gouvernance collaborative, lorsqu'il est solidement encadré, constitue un facteur reconnu d'attractivité pour les écosystèmes innovants à l'échelle internationale.

Par ailleurs, la mise en place d'outils complémentaires, tels qu'un annuaire structuré de l'écosystème recensant les référents institutionnels, experts sectoriels et responsables réglementaires, chantier déjà lancé au sein du MFC, pourrait renforcer davantage la transparence et la mise en réseau. Une telle initiative a pour principal objectif de faciliter l'identification des compétences, encourager les synergies et valoriser la profondeur des expertises disponibles au Maroc.

Ainsi, loin de partir d'une page blanche, l'écosystème fintech marocain s'appuie déjà sur des fondations institutionnelles solides. En consolidant et en élargissant progressivement le rôle du guichet commun mis en place au sein du MFC, le Maroc confirme son engagement en faveur d'un environnement d'innovation mieux coordonné, plus lisible et résolument orienté vers la collaboration constructive.

RENFORCER LA MOBILISATION DES FINANCEMENTS ET ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT EN AMORÇAGE

Le financement constitue un levier déterminant dans la consolidation et la montée en puissance de l'écosystème fintech marocain. Ces dernières années, le Royaume s'est doté de mécanismes structurants destinés à soutenir l'investissement et à accompagner les entreprises innovantes à différents stades de leur développement. Le pays s'appuie désormais sur plusieurs mécanismes opérationnels, notamment le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement (FM6I) et Tamwilcom, qui constituent des leviers importants de soutien au secteur. Si leur déploiement se renforce progressivement et que leur impact commence à se matérialiser, leur mobilisation encore plus large et leur articulation avec les besoins spécifiques des Fintechs devraient, à terme, améliorer l'accès au financement et soutenir plus efficacement la croissance et la structuration de l'écosystème.

Plusieurs
collaborations
réussies entre
Banques et Fintechs
témoignent d'une
capacité réelle à
bâtir des modèles
opérationnels
efficaces.

L'enjeu, à présent, consiste moins à créer de nouveaux instruments qu'à optimiser et articuler efficacement ceux déjà en place, afin qu'ils répondent de manière encore plus fine aux spécificités des fintechs. Ces entreprises, souvent positionnées à l'intersection de la technologie et de la régulation financière, présentent des cycles de développement particuliers et des besoins en capital adaptés à leurs phases d'expérimentation, de conformité et d'intégration. Une mobilisation accrue des fonds existants, combinée à une meilleure lisibilité de leurs critères d'intervention, contribuerait à fluidifier l'accès au financement et à soutenir une croissance plus structurée du secteur.

Dans cette perspective, l'activation rapide et pleinement opérationnelle d'instruments dédiés à l'innovation pourrait générer un effet d'entraînement significatif. Une telle initiative enverrait un signal fort aux entrepreneurs comme aux investisseurs, en affirmant la reconnaissance institutionnelle du rôle stratégique des fintechs dans la modernisation du système financier national. Elle permettrait également d'accélérer la transformation des intentions d'investissement en engagements concrets, au bénéfice des projets les plus prometteurs.

Au-delà des mécanismes publics, une évolution progressive de la thèse d'investissement au Maroc pourrait également renforcer la dynamique early-stage. Encourager les fonds de capital-risque et les business angels à intervenir plus en amont (aux stades pré-seed ou seed) favoriserait l'émergence d'un vivier plus large d'initiatives. Cette approche repose moins sur la maturité immédiate du produit (MVP finalisé, premiers contrats bancaires ou agréments stabilisés) que sur des fondamentaux solides : qualité et complémentarité de l'équipe fondatrice, pertinence du cas d'usage au regard des priorités nationales, et capacité d'intégration aux infrastructures existantes.

Un tel déplacement du « moment d'entrée » dans la chaîne de financement permettrait de multiplier les expérimentations et, par conséquent, d'augmenter les probabilités de voir émerger des acteurs de référence à l'échelle régionale. Les expériences observées dans des écosystèmes africains dynamiques comme le Nigeria ou le Kenya montrent que l'audace en matière d'investissement en amorçage peut contribuer à structurer des champions nationaux, tout en attirant des capitaux internationaux.

Par ailleurs, les initiatives lancées au Maroc en 2025 et début 2026 par le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration, en coordination avec d'autres organismes publics, jouent désormais un rôle catalyseur. En renforçant les dispositifs existants, en simplifiant certains parcours administratifs et en soutenant l'innovation technologique, ces actions donnent un nouvel élan à l'investissement dans les secteurs numériques, dont les fintechs constituent un pilier stratégique. Leur articulation avec les instruments financiers déjà opérationnels crée un cadre plus cohérent et incitatif

Ainsi, le Maroc dispose aujourd'hui des fondations nécessaires pour structurer un continuum de financement plus fluide, allant de l'amorçage à la phase de croissance. En consolidant les mécanismes existants, en encourageant une culture d'investissement plus précoce et en capitalisant sur les récentes initiatives publiques, l'écosystème fintech national peut renforcer sa capacité à transformer l'innovation en valeur économique durable et en rayonnement régional.

VERS DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES RENFORCÉS ENTRE BANQUES ET FINTECHS

L'évolution de l'écosystème fintech marocain s'inscrit progressivement dans une logique de coopération accrue avec les institutions financières établies. Si certaines fintechs opèrent encore dans des schémas où la collaboration avec des banques, des établissements de paiement ou des compagnies d'assurance constitue un passage structurant, cette réalité reflète avant tout l'interdépendance naturelle entre innovation technologique et cadre financier régulé. Plutôt que d'y voir une contrainte, cette interaction peut être interprétée comme le fondement d'un modèle partenarial appelé à se consolider et à gagner en maturité.

Les fintechs jouent en effet un rôle croissant dans l'élargissement du marché et l'amélioration de l'expérience client. Par leur agilité, leur capacité d'innovation et leur proximité avec des segments spécifiques (jeunes générations, travailleurs indépendants, micro-entrepreneurs ou populations insuffisamment bancarisées), elles contribuent à ouvrir de nouveaux relais de croissance pour les établissements traditionnels. En retour, les banques bénéficient d'un accès à des solutions technologiques innovantes, renforçant leur image de modernité et accélérant leur propre transformation digitale.

Cette reconnaissance du rôle des fintechs comme véritables apporteurs d'affaires peut utilement s'appuyer sur des dispositifs juridiques existants, notamment le cadre des intermédiaires en opérations de banque. Ce régime permet aux établissements de crédit de collaborer avec des partenaires tiers pour des activités de distribution, de mise en relation ou d'acquisition de clientèle, dans un environnement contractuel structuré et conforme aux exigences réglementaires. Il offre ainsi une base solide pour formaliser des relations équilibrées, transparentes et créatrices de valeur partagée.

Par ailleurs, l'introduction d'incitations adaptées, qu'elles soient contractuelles, opérationnelles ou fiscales, pourrait encourager une intégration plus systématique de solutions fintech au sein des groupes bancaires. Des mécanismes favorisant l'expérimentation, la co-innovation ou l'intégration annuelle d'un certain nombre de partenaires technologiques contribueraient à institutionnaliser cette dynamique. L'objectif serait de passer d'initiatives ponctuelles à une approche plus stratégique et structurée du partenariat.

Dans cette perspective, les fintechs peuvent être envisagées comme des éclaireuses de la transformation des services financiers. Leur capacité à tester rapidement de nouveaux usages, à exploiter les données de manière innovante et à concevoir des parcours clients simplifiés en font des laboratoires d'innovation au service de l'ensemble du secteur. En accompagnant leur développement, les institutions financières consolident leur propre adaptation aux évolutions technologiques et aux attentes changeantes des clients.

L'expérience récente du marché marocain illustre d'ailleurs cette évolution positive. Plusieurs collaborations réussies témoignent d'une capacité réelle à bâtir des modèles opérationnels efficaces. Le partenariat entre Kenz'up et CIH Bank, les initiatives de Attijariwafa bank avec Woliz et Kiwi Collecte, ou encore l'accompagnement assuré par Paytic auprès de plusieurs établissements bancaires sur des enjeux de conformité et d'infrastructure de paiement, pour ne citer que ces quelques exemples, illustrent la diversité des synergies possibles. Dans certains cas, des banques ont même pris des participations dans des fintechs, confirmant leur confiance dans leur potentiel de croissance.

Ces exemples, bien qu'encore en nombre limité, démontrent que le partenariat gagnant-gagnant n'est plus une perspective théorique, mais une réalité tangible dès lors que les objectifs sont alignés et que les cadres de collaboration sont clairement définis. En poursuivant cette trajectoire, le Maroc peut consolider un modèle de coopération équilibré, où banques et fintechs conjuguent leurs forces au service d'un système financier plus inclusif, innovant et compétitif.

DÉVELOPPER DES PASSERELLES STRATÉGIQUES ENTRE ÉDUCATION ET INNOVATION

Le développement durable de l'écosystème fintech marocain repose en grande partie sur la disponibilité de talents qualifiés, capables de conjuguer expertise technologique, compréhension des enjeux financiers et maîtrise du cadre réglementaire. Ces dernières années, plusieurs programmes de formation spécifiques au secteur des fintechs ont vu le jour, traduisant une prise de conscience collective de l'importance stratégique du capital humain. Ces initiatives contribuent à structurer progressivement une filière de compétences adaptées aux besoins émergents du marché.

Le Maroc dispose déjà d'atouts notables dans le domaine de l'enseignement innovant, notamment à travers des établissements pionniers qui privilégient l'apprentissage par la pratique, la pédagogie par projets et l'autonomie des étudiants. Ce modèle, centré sur l'expérimentation et la résolution de problèmes concrets, présente une forte complémentarité avec l'univers des fintechs, où l'agilité et la capacité à prototyper rapidement constituent des compétences clés. Le rapprochement structuré entre ces établissements et les acteurs financiers (banques, établissements de paiement, fonds d'investissement ou fintechs elles-mêmes) pourrait ainsi créer des passerelles particulièrement fécondes.

La mise en place de dispositifs formels de collaboration, tels que des hackathons sectoriels, des résidences d'innovation, des concours étudiants ou des projets de prototypage encadrés par des professionnels, permettrait d'ancrer davantage les apprentissages dans la réalité du marché. Les étudiants seraient exposés très tôt aux problématiques concrètes liées aux paiements digitaux, à l'open banking, à la conformité ou à l'inclusion financière, tout en développant une culture de collaboration avec les institutions établies. Cette immersion favoriserait une transition plus fluide vers l'emploi et réduirait le temps d'intégration dans le monde professionnel.

L'expérience internationale confirme la pertinence de cette approche. Des initiatives comme le programme Fintech Hive à Dubaï ont démontré l'intérêt de connecter universités, startups et institutions financières autour de "sprints" d'innovation sponsorisés par des banques. Plusieurs programmes de ce genre ont d'ailleurs été opérés au Maroc en 2025. Ces dispositifs créent un véritable pipeline de compétences, où les étudiants développent des solutions concrètes tout en se familiarisant avec les standards et les attentes du secteur. Une adaptation progressive de ce modèle au contexte marocain pourrait consolider la dynamique déjà engagée.

Au-delà des partenariats ponctuels, il serait pertinent d'encourager l'intégration de modules dédiés à la fintech dans les cursus universitaires et les grandes écoles. Des enseignements portant sur la création d'entreprise technologique, le design de produits financiers digitaux, la cybersécurité, la gestion agile de projets ou encore les systèmes de paiement numériques permettraient de structurer un socle de compétences commun. Des certifications courtes et professionnalisantes (telles que "Fintech Fundamentals", "Open Banking Essentials" ou "Digital Payment Systems"), reconnues par les autorités académiques, contribueraient à harmoniser les standards de formation au niveau national.

Cette articulation entre formation et innovation bénéficierait à l'ensemble de l'écosystème. Les fintechs gagneraient en accès à des profils déjà acculturés à leurs enjeux spécifiques, tandis que les institutions financières pourraient identifier plus aisément des talents capables d'accompagner leur transformation digitale. Pour les étudiants, cette proximité avec le marché renforcerait l'employabilité et encouragerait l'esprit entrepreneurial.

Connecter durablement l'école au marché ne relève pas uniquement d'une logique d'insertion professionnelle ; il s'agit d'un investissement stratégique dans la compétitivité future du secteur financier marocain. En consolidant les programmes spécialisés récemment lancés et en multipliant les passerelles entre éducation et innovation appliquée, le Maroc peut transformer son potentiel académique en un véritable moteur de performance et d'innovation pour l'écosystème fintech.

Pour un plus long terme

Structurer, étendre et pérenniser l'écosystème



METTRE EN PLACE UN CADRE RÉGLEMENTAIRE PROGRESSIF ET AGILE

Le Maroc a désormais l'opportunité d'adopter une réglementation agile et "use-case driven", capable d'accompagner la diversité des innovations Fintech. Aujourd'hui, la réglementation repose sur un schéma binaire : être un établissement financier régulé, ou être un agent. Une startup qui démarre a sur son chemin la possibilité soit d'être indépendante et opter pour une demande d'agrément chez l'un des 3 régulateurs, soit de dépendre d'un partenaire et d'opter pour la voie d'une collaboration avec un acteur financier déjà agréé. Or, ce cadre laisse peu de place aux startups en phase exploratoire, qui ne disposent ni du capital requis ni de la structure suffisante pour un agrément complet.

L'introduction d'un statut intermédiaire, avec licence plafonnée, permettrait de tester des services sous conditions allégées (capital minimal réduit, exigences de reporting progressives, seuils d'activité limités). Ce modèle, déjà appliqué au Nigéria, au Kenya ou en Arabie Saoudite, favorise la montée en puissance contrôlée des acteurs innovants, tout en préservant la stabilité financière.

Ce cadre gradué pourrait s'articuler en trois paliers :

- Sandbox à court terme, permettant d'expérimenter sur des volumes restreints.
- Mini-licence Fintech à moyen terme, autorisant la gestion plafonnée de dépôts.
- Agréments complets à long terme, une fois la conformité et la viabilité démontrées.

L'objectif est de passer d'une logique d'autorisation "tout ou rien" à une approche progressive et proportionnée, où la réglementation accompagne l'expérimentation sans la freiner. La formalisation de standards sectoriels par activité (paiement, scoring, investissement collaboratif, open finance...) viendrait compléter cette approche, assurant une harmonisation du marché et une meilleure prévisibilité juridique pour les investisseurs.

Eclairage : Bank Al-Maghrib, une régulation fondée sur les risques

Bank Al-Maghrib applique une approche prudentielle fondée sur le principe de "same risk, same regulation". Une Fintech exerçant une activité régulée impliquant des risques comparables à ceux d'un établissement traditionnel est, à ce titre, soumise à des exigences équivalentes en matière de gouvernance, de conformité, de sécurité et de protection de la clientèle, indépendamment de la technologie utilisée.

Le cadre actuel offre déjà une certaine proportionnalité : la licence d'établissement de paiement, bien que générique, peut être calibrée en fonction du modèle d'affaires, du périmètre d'activité et du niveau d'exposition aux risques. L'approche de Bank Al-Maghrib privilégie ainsi l'adaptation des exigences au profil de risque réel de l'acteur, sans créer de régimes dérogatoires pour une même activité.



ENCOURAGER LA PRISE DE RISQUE ET LA LABELLISATION DES FINTECHS

L'étude met en lumière un point structurant pour l'écosystème fintech marocain : la prudence marquée des investisseurs à l'égard des projets en phase très amont. Cette posture s'explique en grande partie par le besoin de visibilité sur la solidité des modèles économiques, la capacité d'exécution des équipes et les perspectives de rentabilité à court terme. Si cette vigilance constitue un gage de sérieux et de rigueur, elle peut également ralentir l'émergence de solutions innovantes à fort impact, notamment dans un secteur en pleine mutation comme la fintech. L'enjeu consiste donc à concilier exigence financière et soutien à l'expérimentation.

Dans ce contexte, une évolution progressive vers une culture d'investissement plus exploratoire pourrait contribuer à dynamiser le marché. Soutenir des projets avant même la finalisation d'un MVP (Minimum Viable Product) ne signifie pas réduire les standards d'analyse, mais plutôt intégrer une logique d'accompagnement renforcé, combinant financement, mentorat et validation itérative des hypothèses de marché. Une telle approche favoriserait l'éclosion d'initiatives prometteuses, tout en sécurisant les investisseurs grâce à des mécanismes d'encadrement adaptés.

C'est dans cette perspective que les réflexions portées par le MFC autour de la mise en place d'une labellisation des fintechs prennent tout leur sens. Ce label, fondé sur des critères transparents tels que la crédibilité de l'équipe fondatrice, la cohérence du concept, la qualité de la gouvernance et un niveau minimal de conformité réglementaire, pourrait constituer un outil structurant pour

l'écosystème. Il agirait comme un repère commun, facilitant la lecture des projets par les investisseurs, les institutions financières et les partenaires stratégiques.

Un dispositif de labellisation solide peut jouer un rôle déterminant dans la réduction de l'asymétrie d'information entre porteurs de projets et financeurs. En offrant un cadre d'évaluation reconnu, il contribuerait à instaurer un climat de confiance propice à la mobilisation de capitaux, notamment en phase d'amorçage. Plus qu'un simple signe distinctif, il deviendrait un véritable levier d'accélération, en orientant les flux d'investissement vers des initiatives ayant déjà franchi un premier seuil de structuration et de crédibilité.

Des expériences internationales montrent l'intérêt de tels dispositifs. Le "Fintech Label" mis en place par la Financial Conduct Authority au Royaume-Uni a permis de renforcer la lisibilité et la légitimité des jeunes pousses auprès des investisseurs et partenaires institutionnels. De même, le programme "Start-up India Recognition", porté par le gouvernement indien, a facilité l'accès des startups aux financements et aux marchés en leur conférant un cadre de reconnaissance officiel. Ces exemples illustrent comment une labellisation bien conçue peut devenir un catalyseur d'innovation et d'attractivité.

Si la transformation de l'accompagnement en financement effectif demeure perfectible, les évolutions récentes laissent entrevoir des perspectives encourageantes.



ACCÉLÉRER LES PASSERELLES ENTRE ACCOMPAGNEMENT ET FINANCEMENT

Au cours des dernières années, le Maroc a vu émerger un ensemble structuré et dynamique de programmes d'accompagnement dédiés à l'innovation, couvrant aussi bien les phases d'idéation que les étapes d'accélération. Incubateurs, accélérateurs, structures universitaires et initiatives publiques contribuent aujourd'hui à structurer un écosystème plus mature, capable de détecter et d'accompagner des projets à fort potentiel. Cette dynamique témoigne d'une volonté collective de créer un environnement propice à l'essor des startups fintech, en leur offrant un encadrement méthodologique, stratégique et opérationnel dès les premières étapes de leur développement.

Dans cette continuité, le déploiement en 2025 du premier programme d'accélération du MFC, en collaboration avec Université Mohammed VI Polytechnique, a marqué une étape structurante pour l'écosystème. Cette initiative a illustré la convergence croissante entre institutions, monde académique et acteurs de l'innovation. Elle a également ouvert la voie à d'autres programmes en cours de structuration, confirmant une dynamique d'expansion et de diversification de l'offre d'accompagnement au service des entrepreneurs fintech.

Si la transformation de l'accompagnement en financement effectif demeure perfectible, les évolutions récentes laissent entrevoir des perspectives encourageantes. La montée en compétence des incubateurs, la professionnalisation des processus de sélection et l'amélioration de la qualité des projets présentés contribuent progressivement à renforcer la confiance des investisseurs. Dans ce contexte, l'enjeu ne réside pas tant dans la création de nouveaux dispositifs que dans une meilleure articulation entre les mécanismes existants, afin d'assurer un continuum fluide entre

La souveraineté numérique ne doit pas être envisagée sous un angle défensif, mais comme un facteur d'agilité et de confiance.

préparation entrepreneuriale et mobilisation de capitaux.

L'une des pistes structurantes consisterait à formaliser des passerelles plus étroites entre incubateurs, fonds de capital-risque et institutions publiques, à travers la mise en place d'un réseau national de financement dédié aux fintechs. Coordonné par le MFC, ce réseau pourrait faciliter la mise en relation systématique entre startups qualifiées et investisseurs, mutualiser les dossiers analysés en amont par les structures d'accompagnement et assurer un suivi des trajectoires post-financement. Un tel dispositif favoriserait la circulation de l'information, réduirait les délais de mise en relation et renforcerait la visibilité des projets à fort potentiel.

Des initiatives comparables ont démontré leur efficacité à l'international. En France, le programme "French Tech Seed", porté par Bpifrance, s'appuie sur des consortiums régionaux habilités à identifier des projets innovants et à leur adosser rapidement un financement adapté. Ce modèle, fondé sur la confiance accordée aux acteurs de terrain pour qualifier les startups, pourrait inspirer la création d'une plateforme nationale dédiée aux fintechs marocaines, associant partenaires publics et privés autour d'un objectif commun : accompagner les entreprises de l'incubation jusqu'aux tours de financement de type Série A.

En complément de cette architecture, la mise en place d'un catalogue structuré d'investisseurs nationaux et internationaux, constituerait un levier additionnel de fluidification. Pensé comme un espace numérique de mise en relation, cet outil permettrait aux porteurs de projets d'identifier plus facilement les sources de financement adaptées à leur stade de développement, tout en offrant aux investisseurs une vision consolidée des opportunités disponibles. Il contribuerait également à améliorer la synergie entre les différents instruments existants (fonds publics, capital-risque, subventions et concours) en les rendant plus lisibles et accessibles.

Dans son ensemble, cette approche intégrée renforcerait la cohérence de l'écosystème fintech marocain. En consolidant les liens entre accompagnement et financement, elle permettrait de maximiser l'impact des dispositifs existants, d'optimiser l'allocation des ressources et d'accélérer la croissance de startups à fort potentiel. Plus qu'une simple coordination technique, il s'agirait d'inscrire durablement la collaboration entre acteurs au cœur du modèle de développement de la fintech au Maroc, au service d'une innovation inclusive et compétitive à l'échelle régionale.

La mise en place
d'un dispositif de
défiscalisation
en faveur des
Business Angels et
des investisseurs
early-stage
marocains pourrait
contribuer à
orienter davantage
de capitaux
vers l'amorçage
technologique.



CONSOLIDER UNE INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE NATIONALE PERFORMANTE ET COLLABORATIVE

Le développement durable de l'écosystème fintech marocain repose en grande partie sur la qualité et l'accessibilité de son infrastructure technologique. La disponibilité de solutions cloud locales, robustes et économiquement compétitives constitue aujourd'hui un levier stratégique pour soutenir l'innovation. Si de nombreuses fintechs marocaines s'appuient encore sur des fournisseurs internationaux tels que Amazon Web Services, Microsoft Azure ou Google Cloud, cette situation reflète avant tout la maturité et l'attractivité de ces solutions globales. Elle met également en évidence l'opportunité de renforcer, en parallèle, une offre nationale capable de répondre aux mêmes standards d'exigence.

Dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation digitale, la montée en puissance d'infrastructures cloud souveraines au Maroc apparaît comme une évolution naturelle et stratégique. L'enjeu n'est pas de substituer brutalement les solutions internationales, mais de structurer un écosystème hybride, où des alternatives locales crédibles et performantes peuvent coexister et offrir davantage de flexibilité aux acteurs du marché. Une telle dynamique permettrait d'accroître la résilience globale du système, tout en consolidant les capacités technologiques nationales.

Plusieurs leviers peuvent être envisagés afin d'encourager cette transition progressive. La mise en place d'incitations fiscales et contractuelles ciblées pourrait favoriser l'adoption de solutions cloud opérées localement. Parallèlement, une politique de valorisation des fournisseurs nationaux, capables de proposer

Une population mieux informée est plus à même d'adopter de nouveaux produits, d'en comprendre les bénéfices et d'en faire un usage responsable, créant ainsi un cercle vertueux entre innovation et confiance.

des infrastructures sécurisées et conformes aux standards internationaux, renforcerait leur visibilité et leur crédibilité auprès des fintechs, des institutions financières et des investisseurs. L'objectif serait de créer un environnement de confiance propice à l'investissement technologique local.

Le déploiement d'infrastructures mutualisées de type Infrastructure-as-a-Service (IaaS) représente également une piste structurante. En donnant accès à des briques technologiques partagées (hébergement, cybersécurité, outils de conformité ou de traitement de données) ces plateformes permettraient aux fintechs de réduire significativement leurs coûts d'entrée et de concentrer leurs ressources sur le développement de solutions à forte valeur ajoutée. Cette logique de mutualisation favoriserait l'émergence d'un socle technologique commun, vecteur d'efficacité et d'économies d'échelle.

La souveraineté numérique, dans ce cadre, ne doit pas être envisagée sous un angle défensif, mais comme un facteur d'agilité et de confiance. Disposer d'infrastructures maîtrisées au niveau national contribue à sécuriser les données sensibles, à renforcer la conformité réglementaire et à améliorer la réactivité face aux évolutions du marché. À terme, cette orientation pourrait consolider l'autonomie technologique du pays, tout en créant un environnement plus attractif pour les entrepreneurs et les investisseurs.

L'impact d'une telle stratégie serait systémique. En abaissant les barrières techniques et financières à l'entrée, elle encouragerait la création de nouvelles startups fintech et stimulerait l'innovation locale. Elle participerait également à la montée en compétence des talents nationaux dans les domaines du cloud, de la cybersécurité et de la gestion des données, renforçant ainsi la chaîne de valeur numérique dans son ensemble.

Enfin, l'implication accrue des opérateurs télécoms dans cette dynamique constituerait un atout majeur. Leur capacité à combiner infrastructures technologiques et réseaux de distribution étendus ouvre des perspectives importantes pour le déploiement de services financiers digitaux à grande échelle. En connectant les solutions fintech à des réseaux couvrant l'ensemble du territoire, y compris les zones moins bancarisées, cette collaboration pourrait contribuer de manière significative à l'inclusion financière et à l'élargissement de l'accès aux services numériques au Maroc.

À moyen terme, la convergence entre formation, alternance et emploi renforcerait la compétitivité du secteur et contribuerait à positionner le Maroc comme un pôle régional d'excellence en innovation financière.



PROPOSER UN CADRE FISCAL INCITATIF ET ÉVOLUTIF

La consolidation d'un écosystème fintech dynamique au Maroc passe nécessairement par un environnement fiscal cohérent, lisible et évolutif. Un cadre bien calibré peut jouer un rôle déterminant dans l'encouragement de l'innovation, en soutenant la prise de risque entrepreneuriale tout en préservant l'équilibre des finances publiques. L'objectif n'est pas d'instaurer des privilèges sectoriels, mais de mettre en place des mécanismes incitatifs proportionnés, capables d'accompagner un secteur en phase de structuration et à fort potentiel de croissance.

Dans cette perspective, l'introduction d'avantages ciblés pour les entreprises collaborant avec des fintechs pourrait constituer un levier pertinent. Encourager les partenariats entre institutions établies et startups innovantes favoriserait le transfert de compétences, l'expérimentation de nouveaux modèles et l'intégration progressive de solutions technologiques dans les chaînes de valeur existantes. Une telle orientation renforcerait les synergies au sein de l'écosystème financier, tout en stimulant la demande pour des services fintech développés localement.

Par ailleurs, des exonérations temporaires et ciblées en faveur des startups en phase critique, notamment sur certaines charges liées aux licences, à l'hébergement technologique ou à la conformité réglementaire, pourraient alléger les contraintes financières des premières années d'activité. Ces mesures, limitées dans le temps et conditionnées à des critères précis, offriraient aux jeunes entreprises une marge de manœuvre supplémentaire pour investir dans le développement de leurs produits, la cybersécurité et la structuration de leurs équipes.

La stimulation de l'investissement privé constitue également un axe stratégique. La mise en place d'un dispositif de défiscalisation en faveur des Business Angels et des investisseurs early-stage marocains pourrait contribuer à orienter davantage de capitaux vers l'amorçage technologique. Des expériences internationales démontrent l'efficacité de tels mécanismes. En France, l'« Avantage Madelin » permet aux investisseurs particuliers de bénéficier d'une réduction d'impôt en contrepartie de leur participation au capital de PME innovantes. Au Royaume-Uni, le programme « Seed Enterprise Investment Scheme (SEIS) » offre des incitations fiscales significatives pour soutenir les startups en phase précoce. Ces dispositifs ont favorisé, dans leurs contextes respectifs, une mobilisation accrue de l'épargne privée vers l'innovation.

Sans transposer mécaniquement ces modèles, le Maroc pourrait s'en inspirer pour concevoir un mécanisme adapté à ses spécificités économiques et budgétaires. Une réduction d'impôt encadrée, conditionnée à la durée de détention des titres et à la nature des entreprises financées, permettrait de sécuriser l'investissement tout en limitant les effets d'aubaine. Ce type d'outil encouragerait une culture d'investissement à long terme et renforcerait la profondeur du marché du capital-risque national.

Les retombées potentielles seraient multiples. En attirant davantage d'investisseurs privés, ces mesures contribueraient à diversifier les sources de financement des fintechs et à réduire leur dépendance aux dispositifs publics. Elles offriraient aux startups une plus grande autonomie stratégique, en leur permettant d'allouer davantage de ressources à la recherche et développement, à l'expansion commerciale ou à l'internationalisation.

Enfin, un cadre fiscal attractif pourrait également mobiliser plus efficacement la diaspora marocaine, dont le potentiel d'investissement dans les secteurs technologiques demeure important. En proposant des instruments clairs, transparents et compétitifs, le Maroc renforcerait son positionnement comme hub régional d'innovation financière. L'enjeu réside donc dans la définition précise des objectifs poursuivis et dans l'identification des ajustements fiscaux les plus pertinents, afin de bâtir un dispositif réellement incitatif, équilibré et aligné sur les besoins de l'écosystème fintech national.

En élargissant le socle d'utilisateurs et d'investisseurs avertis, le Maroc consoliderait simultanément la profondeur de son marché et la viabilité économique de ses fintechs.

À moyen terme, la convergence entre formation, alternance et emploi renforcerait la compétitivité du secteur et contribuerait à positionner le Maroc comme un pôle régional d'excellence en innovation financière.



STIMULER L'ÉDUCATION FINANCIÈRE POUR CRÉER UN MARCHÉ PRÊT À ADOPTER L'INNOVATION

Renforcer la culture financière pour soutenir durablement l'essor des fintechs.

Au-delà des considérations réglementaires et fiscales, la réussite des fintechs marocaines repose avant tout sur la maturité et la profondeur de leur marché domestique. Si l'innovation technologique progresse rapidement, une partie de la population demeure encore en phase d'appropriation des services financiers digitaux. Cette situation ne constitue pas un frein structurel, mais plutôt une opportunité stratégique : celle d'accompagner l'émergence d'une nouvelle génération d'utilisateurs mieux informés, plus confiants et davantage engagés dans l'économie numérique.

Dans cette perspective, la mise en place d'initiatives nationales d'éducation financière apparaît comme un levier fondamental. L'objectif serait de diffuser des connaissances pratiques et accessibles sur les services financiers digitaux, tout en instaurant un climat de confiance autour des nouveaux usages (paiements électroniques, portefeuilles mobiles, épargne digitale, crédit en ligne...).

Il ne s'agit pas uniquement de présenter des outils, mais de bâtir progressivement une véritable culture financière et entrepreneuriale. Expliquer les mécanismes du paiement, de l'épargne, du crédit, de l'investissement et de la sécurité numérique contribue à autonomiser les citoyens et à réduire les appréhensions liées à la digitalisation des services financiers. Une population mieux informée est plus à même d'adopter de nouveaux produits, d'en comprendre les bénéfices et d'en faire un usage responsable, créant ainsi un cercle vertueux entre innovation et confiance.

Des exemples internationaux illustrent l'impact structurant de telles démarches. Au Kenya, la stratégie nationale d'inclusion financière, appuyée par des initiatives éducatives et des partenariats entre régulateur, système éducatif et opérateurs mobiles, a permis une progression significative du taux d'inclusion sur une décennie. Des programmes portés par des institutions comme la M-Pesa Foundation Academy ont contribué à diffuser une compréhension pratique des services financiers digitaux auprès des jeunes générations. Ces expériences démontrent que l'éducation constitue un investissement à long terme aux retombées mesurables.

Au Maroc, plusieurs initiatives vont déjà dans ce sens. Les programmes portés par la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière jouent un rôle central dans la sensibilisation des citoyens, notamment des jeunes et des publics vulnérables, aux notions fondamentales de gestion budgétaire et d'utilisation des services financiers. En consolidant et en élargissant ces actions, notamment via des modules intégrant les dimensions digitales et technologiques, il serait possible d'accompagner plus directement la transformation de l'écosystème fintech.

Parallèlement, des programmes ciblés d'éducation à l'investissement pourraient soutenir l'émergence de segments innovants tels que l'Invest-Tech. Initier les citoyens aux concepts de micro-investissement, de diversification de portefeuille ou d'épargne collective digitale permettrait d'élargir progressivement la base d'investisseurs particuliers. Une meilleure compréhension des mécanismes d'investissement renforcerait la confiance dans les plateformes locales et stimulerait la mobilisation de l'épargne nationale vers des instruments productifs.

En élargissant ainsi le socle d'utilisateurs et d'investisseurs avertis, le Maroc consoliderait simultanément la profondeur de son marché et la viabilité économique de ses fintechs. L'éducation financière ne doit donc pas être perçue comme un simple complément aux réformes structurelles, mais comme un pilier stratégique de développement. En ancrant durablement les compétences financières et digitales dans la société, le pays créerait les conditions d'une innovation inclusive, accessible et créatrice de valeur pour l'ensemble de l'écosystème.



STRUCTURER UNE PASSERELLE DURABLE ENTRE FORMATION ACADÉMIQUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LA FINTECH

Le Maroc dispose d'un capital humain reconnu, formé au sein d'écoles d'ingénieurs et d'établissements de gestion de haut niveau. Chaque année, ces institutions mettent sur le marché des profils qualifiés, dotés de solides compétences techniques et analytiques. Dans un contexte de transformation digitale accélérée, l'enjeu n'est donc pas tant la qualité de la formation initiale que le renforcement des passerelles opérationnelles entre le monde académique et l'écosystème des startups fintech, afin d'aligner plus étroitement les compétences développées avec les besoins concrets du secteur.

La mise en place d'un modèle structuré d'alternance en entreprise constitue à cet égard une opportunité stratégique. En permettant aux étudiants d'alterner périodes académiques et immersion prolongée au sein de fintechs, ce dispositif favoriserait un apprentissage par la pratique, centré sur des cas réels : développement de solutions de paiement, mise en conformité réglementaire, analyse de données ou conception de produits digitaux. Cette approche renforcerait l'employabilité des jeunes talents tout en répondant aux besoins immédiats des entreprises innovantes.

Contrairement à un stage ponctuel, l'alternance s'inscrit dans la durée et permet une montée en compétences progressive. Elle facilite la pré-intégration des futurs collaborateurs, réduit les coûts de recrutement et sécurise les parcours professionnels. Pour les fintechs, souvent confrontées à des contraintes budgétaires, un mécanisme de soutien public (sous forme de subventions partielles à l'embauche ou de dispositifs d'appui à la formation) pourrait rendre ce modèle particulièrement attractif. Plusieurs pays européens ont démontré l'efficacité de dispositifs d'« apprentissage tech » combinant incitations publiques et engagement des entreprises dans la formation de talents spécialisés.

En parallèle, la création de Masters et de programmes spécialisés reconnus par l'enseignement supérieur marocain représenterait une étape structurante pour professionnaliser davantage les métiers de la fintech. Des cursus dédiés à l'open banking, à la cybersécurité financière, à la data science appliquée à la finance, à la réglementation ou au digital lending permettraient de structurer des parcours clairement identifiés et adaptés aux réalités du marché. Portés par un consortium d'universités en partenariat avec le MFC et les institutions financières nationales, ces programmes contribueraient à consolider une expertise locale pointue. Plusieurs actions dans ce cadre son encours d'études et d'examen entre le MFC et plusieurs institutions de formation nationales.

Une telle dynamique favoriserait également l'émergence d'une recherche appliquée en lien direct avec les problématiques du secteur : sécurité des transactions, inclusion financière digitale, intelligence artificielle appliquée au scoring ou encore protection des données. En encourageant les projets de fin d'études et les travaux de recherche en collaboration avec des fintechs, les universités deviendraient de véritables laboratoires d'innovation au service de l'économie numérique.

L'impact de ces mesures serait mesurable à plusieurs niveaux. Elles permettraient d'élargir et de structurer le vivier de compétences locales, de réduire progressivement la dépendance à des consultants ou expertises étrangères et d'accélérer la maturation technologique des fintechs marocaines. À moyen terme, cette convergence entre formation, alternance et emploi renforcerait la compétitivité du secteur et contribuerait à positionner le Maroc comme un pôle régional d'excellence en innovation financière.

En consolidant ainsi le lien entre universités, pouvoirs publics et entreprises innovantes, le pays poserait les bases d'un écosystème intégré, capable de transformer son potentiel académique en avantage économique tangible. La formation deviendrait alors non seulement un levier d'employabilité, mais un moteur direct de croissance et de souveraineté technologique pour la fintech marocaine.

**COMMENT ALLER
PLUS LOIN ?**

Ouvrir l'ère de l'Open Finance et de l'Open Data



L'Open Finance et l'Open Data ne sont pas des slogans techniques : ce sont des architectures de confiance qui rendent les données utiles, portables et actionnables au service des citoyens, des entreprises et des régulateurs.

Quand la donnée circule avec le consentement de l'utilisateur, la confiance devient un actif commun.

L'Open Finance et l'Open Data ne sont pas des slogans techniques : ce sont des architectures de confiance qui rendent les données utiles, portables et actionnables au service des citoyens, des entreprises et des régulateurs. De manière plus simple, l'Open Finance permet à un usager d'autoriser, de manière sécurisée et traçable, le partage de ses informations et l'initiation de services (consulter un compte, initier un paiement, agréger ses produits d'épargne, obtenir un crédit) grâce à des API, ces protocoles qui font dialoguer les systèmes. L'Open Data, lui, organise la publication de données non personnelles (référentiels produits, indicateurs de marché, informations techniques) dans des formats ouverts pour stimuler la transparence, la concurrence et l'innovation.

POURQUOI Y PENSER DÈS MAINTENANT

Tout au long de ce livre blanc, les Fintechs marocaines ont souligné des freins récurrents : accès restreint aux interfaces bancaires, délais d'intégration, hétérogénéité des pratiques, manque de lisibilité sur la donnée et le cloud. L'Open Finance et l'Open Data adressent ces points de manière systémique. D'abord, en réduisant le coût et le temps d'intégration grâce à des standards communs. Ensuite, en clarifiant les responsabilités (sécurité, consentement, auditabilité) et en faisant émerger des cas d'usage prioritaires alignés avec les politiques publiques : inclusion, digitalisation des entreprises, qualité des services publics essentiels comme la santé ou l'éducation).

L'expérience internationale converge : lorsque l'ouverture est normée (cadre, standards, référentiel de sécurité), gouvernée (entité dédiée, guichet d'accréditation, consultation continue) et progressive (périmètre par étapes, volontariat initial, montée en contrainte graduée), l'adoption s'installe durablement. L'important n'est pas de copier un modèle "clé en main", mais d'en retenir l'esprit : standardiser dès que possible, et élargir ensuite.

EXEMPLES ÉCLAIRANTS ET RÉFÉRENCES

Au Royaume-Uni, l'Open Banking a été déployé sur la base d'un standard API unique et d'une entité d'exécution dédiée (OBIE - Open Banking Implementation Entity), facilitant l'accès sécurisé aux comptes et aux paiements ; En juillet 2025, on recensait plus de 15 millions d'utilisateurs actifs dans l'écosystème UK, preuve de l'effet d'un cadre cohérent et d'API convergentes (Source : openbanking.org.uk).

En Australie, le Consumer Data Right (CDR) institue un droit national de portabilité des données multi-secteurs (banque, énergie, etc.), articulant consentement, accréditation des tiers et contrôle par l'ACCC (Australian Competition and Consumer Commission) : une architecture « data-as-a-right » conçue pour stimuler concurrence et innovation tout en imposant des exigences élevées sur la qualité de la donnée.

Au Brésil, l'ouverture a été étendue à l'Open Finance au-delà du seul paiement, via des phases séquencées par la Banque centrale ; plusieurs banques de premier plan ont rapporté des effets concrets sur l'octroi de crédit (par exemple relèvements de limites liés aux données partagées), illustrant l'impact économique d'un partage sécurisé de l'information (Source FGV Direito Rio).

Le Maroc dispose
d'atouts
décisifs : un
écosystème
financier solide,
des acteurs
technologiques de
rang international,
des banques
présentes en
Afrique, une
dynamique
publique favorable à
la numérisation.

Dans les juridictions pionnières, trois constantes se dégagent : un standard API clair, une instance d'exécution crédible, et un mécanisme d'audit et contrôle. Le Royaume-Uni combine cadre réglementaire (Payment Services Regulations), implémentation centralisée (OBIE) et profils d'API communs, ce qui réduit les frictions d'intégration et soutient l'adoption.

Le Brésil confirme l'intérêt d'une feuille de route phases vers l'Open Finance (comptes → paiements → crédit → investissement), avec des retombées visibles sur l'accès au crédit et la personnalisation des offres. Côté Open Data, l'Australie a posé un cadre légal (CDR) et opérationnel (accréditation des destinataires, responsabilité des détenteurs, sanctions en cas de non-qualité) ; l'ACCC a d'ailleurs sanctionné des manquements récents, rappelant qu'une politique d'ouverture n'atteint ses objectifs qu'adossée à un contrôle effectif de la qualité et de la conformité.

UNE TRAJECTOIRE ADAPTÉE AU MAROC

Le Maroc dispose d'atouts décisifs : un écosystème financier solide, des acteurs technologiques de rang international, des banques présentes en Afrique, une dynamique publique favorable à la numérisation. Dans ce contexte, l'Open Finance et l'Open Data constituent la prochaine marche naturelle de la modernisation engagée dans le chapitre précédent sur les priorités. Ils prolongent la mise en place d'un cadre agile, l'ouverture progressive des API, et la souveraineté numérique. L'enjeu n'est pas uniquement technique : c'est un choix de politique économique qui organise l'interopérabilité à l'échelle du pays.

Concrètement, une phase initiale resserrée pourrait porter sur les paiements et l'agrégation de comptes, en mode volontaire avec un noyau d'acteurs moteurs (banques membres MFC, des EDP et opérateurs de marché). Cette phase instaurerait le socle commun : référentiel d'API, catalogue public, règles de consentement, sandbox technique et réglementaire, supervision allégée mais exigeante sur la sécurité. Une deuxième phase étendrait le périmètre à l'épargne, au crédit, à l'assurance, puis aux données non financières utiles (factures, énergie, télécoms) lorsque les garanties d'usage et d'anonymisation sont réunies. Enfin, une troisième phase donnerait de l'ampleur aux usages transactionnels (initiation de paiement à grande échelle, prélèvements intelligents récurrents, robo-advice) et à l'Open Data sectoriel, avec une gouvernance inter-administrations assumée.

DES BÉNÉFICES TANGIBLES, AU SERVICE DES PRIORITÉS NATIONALES

Inclusion et politiques sociales. La distribution d'aides via portefeuilles numériques, adossée à une identité fiable et au consentement de partage, réduit les fuites, accélère les versements et renforce la traçabilité. L'Open Finance rend visibles des historiques de paiement utiles au scoring alternatif, facilitant l'accès au micro-crédit des ménages et micro-entrepreneurs.

TPME et productivité. Les API d'agrégation multibanque, de facturation et d'initiation de paiement fluidifient la trésorerie et diminuent les délais de règlement. Les référentiels ouverts (frais, caractéristiques produits) améliorent la comparaison et la pression concurrentielle, ce qui bénéficie aux entreprises comme aux consommateurs.

L'Open Finance et l'Open Data forment la plateforme de la décennie à venir. Ils transforment la clarté réglementaire en services utiles, l'interopérabilité en concurrence saine, l'inclusion en usage quotidien.

Investissement des ménages. Des données produits standardisées et des parcours agrégés de l'épargne créent les conditions d'une culture d'investissement responsable (éducation financière, robo-advice encadré, micro-investissement), sujet étroitement lié à nos recommandations sur la labellisation et la confiance investisseurs.

Secteurs prioritaires. En agriculture, la combinaison Open Data (météo, prix de marché) et consentement de partage (transactions, historiques) améliore l'évaluation des risques et la pertinence des offres (assurance indicielle, avances de campagne). En santé, des rails de paiement et de vérification de droits simplifient l'accès et limitent les restes à charge imprévus.



Vers une régulation intégrée et réellement agile



CE QUE MONTRE L'ACTUALITÉ : LE CAS NIGÉRIAN, VERS UN SUPER-RÉGULATEUR

Le foisonnement des textes règlementaires, des autorités et des circuits d'instruction finit, partout, par peser sur l'innovation. L'idée d'une régulation "agile-par-design" consiste à simplifier la trajectoire d'un produit Fintech (de l'idéation à l'échelle), tout en renforçant la sécurité, la transparence et la protection du consommateur.

Le Nigeria examine la création d'une Nigerian Fintech Regulatory Commission (NFRC), autorité unique chargée de réguler et superviser l'ensemble des verticales Fintech (paiements, crédit, crypto-actifs, crowdfunding, regtech). Le 28 octobre 2025, la Chambre des représentants a inscrit en deuxième lecture le projet de loi HB.2389, « A Bill for an Act to Provide for Establishment of Nigerian Fintech Regulatory Commission », marquant une étape formelle du processus législatif.

Concrètement, le projet de loi vise à remplacer le patchwork d'instances : Banque centrale (CBN), Autorité des marchés de capitaux (SEC), agences du numérique et de la data (NITDA), la commission de protection des données (NDPC), etc.. par une porte d'entrée unifiée qui délivrerait des licences (individuelles ou par classes d'activités : paiements, crédit, crypto, crowdfunding, regtech), définirait des standards techniques et de données, imposerait l'interopérabilité, et arbitrerait les litiges entre Fintechs, banques et opérateurs télécoms.

Le texte, adopté en deuxième lecture, cherche à résoudre les chevauchements de mandats, à sécuriser le consommateur (enquêtes, publication de constats de conformité, encadrement des pratiques agressives de recouvrement), et à rendre exécutoires la qualité de la donnée, l'ouverture des infrastructures critiques et la résolution des différends, dans des délais compatibles avec l'innovation.

L'enjeu est à la hauteur de l'écosystème : le Nigeria est le marché Fintech le plus dense du continent

Cette trajectoire ne part pas de nulle part : le Nigeria s'est déjà doté d'un cadre d'open banking (cadre 2021, lignes opérationnelles 2023) et d'une sandbox réglementaire sous l'égide de la banque centrale ; Le passage à un régulateur unique pousserait cette logique jusqu'au bout : une doctrine, un guichet, un calendrier, et des API/standards imposables sectoriellement.

Avec des levées cumulées de plusieurs milliards de dollars ces dernières années et des acteurs de premier plan qui continuent d'attirer du capital (ex. Moniepoint, tour de table Serie C de 200 M\$ en 2025), le Nigeria a réussi à s'imposer comme vivier de licornes à l'échelle africaine. Cette architecture réglementaire plus lisible est perçue localement comme un levier pour encore accélérer l'investissement et l'inclusion.

CE QUE CELA CHANGE, ET POURQUOI CELA NOUS CONCERNE

Pour un pays comme le Maroc qui ambitionne d'être un hub régional, trois bénéfices ressortent :

- **Clarté et prévisibilité** : la concentration de certains pouvoirs explicites (licences, standards techniques, interopérabilité, capacités d'exécution) au sein d'un même cadre de gouvernance contribue à réduire l'incertitude réglementaire, à raccourcir le time-to-market et à renforcer l'attractivité pour les investisseurs. Sans remettre en cause le rôle central des autorités de régulation en place, l'expérience nigériane met en lumière qu'une coordination renforcée peut faciliter la prise d'arbitrages techniques transverses — notamment en matière de qualité de la donnée, de sécurité et d'interconnexion — dans des écosystèmes impliquant plusieurs autorités compétentes.
- **Interopérabilité opérationnelle** : au-delà d'un "droit d'accès" théorique, le superviseur peut imposer l'ouverture (API ou), auditer la performance et sanctionner la non-qualité. C'est le trait d'union manquant entre un texte et son impact opérationnel, un point souligné dans les travaux internationaux sur l'open banking/open finance.
- **Protection et confiance** : un organe qui publie ses constats, encadre la conduite de marché (pratiques de recouvrement, traitement des litiges, codes de protection client) et fixe des référentiels de service renforce la confiance des usagers et des banques partenaires, condition importante pour les cas d'usage data-driven (scoring alternatif, micro-crédit, paiement instantané).

OUVRIR LA PERSPECTIVE POUR LE MAROC

Sans dupliquer le modèle, le Maroc pourrait tester une voie marocaine qui en reprend l'esprit :

- **Coordination "one-stop"** : adosser le guichet commun à une capacité d'exécution (réfèrent data, cloud, sécurité, pouvoir de standardisation des API et de résolution accélérée des différends). C'est le pas décisif entre "dialogue" et gouvernance exécutoire ;

- **Calendrier impossible** : fixer une feuille de route publique d'ouverture (paiement → données de comptes → crédit/ investissement), avec des paliers de conformité et des jeux d'API de référence ;
- **Équilibre innovation et rigueur** : conserver la sandbox et la graduation des licences (mini-licences plafonnées, agréments par cas d'usage) mais les adosser à un standard d'audit et d'enforcement. Autrement dit, passer d'une régulation "sur papier" à une régulation programmable et vérifiable assumée.

En miroir de l'exemple nigérian, ces orientations consolident les chantiers déjà identifiés dans ce Livre blanc : guichet transversal, cadre open banking, standards techniques et data, parcours d'agrément proportionné.

Elles placent la régulation au service d'un objectif simple : rendre la conformité scalable, pour que les Fintechs marocaines puissent passer plus vite de l'idéation au marché — et du marché local à l'export régional.

Point de vigilance

Si la régulation programmable ouvre des perspectives en matière d'efficacité et de lisibilité pour les acteurs innovants, sa mise en œuvre doit rester progressive et maîtrisée. Elle doit s'appuyer sur une gouvernance claire, une coordination renforcée entre institutions et une vigilance constante quant aux enjeux de stabilité financière, afin que la recherche de flexibilité ne se fasse jamais au détriment de la solidité du système.



Financements publics et partenariats public-privé



L'un des constats structurants de ce livre blanc est le suivant : au Maroc, l'offre d'innovation Fintech progresse plus vite que l'offre de capital. Si les dispositifs de financement sont bien en place et ont permis d'accompagner plusieurs startups Fintech, y compris à des stades de développement à risque, des ajustements peuvent néanmoins s'avérer nécessaires afin d'assurer une adéquation optimale entre le rythme de développement des Fintechs, le profil de risque de leurs projets et les modalités d'intervention de ces mécanismes. Résultat : des projets intéressants restent au stade de proof of concept, des équipes ralentissent faute de trésorerie, et certaines startups vont chercher à l'étranger des tickets qui auraient pu être initiés localement. Dans ce contexte, la création d'un mécanisme national de co-investissement public-privé dédié aux Fintechs apparaît comme une perspective crédible, utile et alignée avec ce que font déjà plusieurs pays comparables.

POURQUOI UN VÉHICULE PUBLIC-PRIVÉ ?

Dans un contexte où plusieurs contraintes structurelles demeurent — une intervention des investisseurs souvent plus tardive, une implication encore prudente des banques et assurances en phase d'amorçage, et une exigence légitime des régulateurs en matière de cadre et de traçabilité — les véhicules public-privé déjà structurés ont démontré leur pertinence. Le renforcement de ces mécanismes, ainsi que le développement de fonds thématiques dédiés, permettrait de mieux mutualiser le risque, d'apporter une caution institutionnelle aux projets innovants et de fédérer investisseurs et acteurs corporates autour de logiques d'intervention alignées avec les besoins spécifiques de l'écosystème Fintech.

CE QUE MONTRENT LES EXPÉRIENCES INTERNATIONALES

Canada / Québec – “Impulsion PME”. Le programme québécois est un bon modèle de référence, car il est simple et discipliné : pour 1 dollar public, 1 dollar privé doit obligatoirement être mobilisé. Pas de subvention sèche, pas d'effet d'aubaine. L'État joue le rôle d'amorceur mais laisse le marché faire la sélection. L'objectif est clair : aider des entreprises innovantes, souvent en pré-commercialisation, à franchir le premier mur de financement, puis à intéresser des fonds plus gros. Le dispositif s'appuie sur un réseau d'entités référentes (incubateurs, pôles, acteurs régionaux) qui qualifient les dossiers, et sur une liste d'investisseurs reconnus qui doivent co-investir dans les mêmes conditions. C'est une chaîne de valeur, du financement, à l'accompagnement, à la Série A qui est lisible et nationale.

France – Bpifrance, Bourse French Tech, French Tech Rise. La France a montré qu'un État peut soutenir très tôt l'innovation sans étouffer le privé. Bpifrance intervient en subvention ou quasi-fonds propres sur des montants modestes, souvent en amorçage, pour sécuriser la phase d'étude, de POC ou de propriété intellectuelle, puis oriente les startups vers des rencontres investisseurs via French Tech Rise. Le point clé, c'est la mise en visibilité : en organisant des roadshows territoriaux et une finale nationale, l'État français a corrigé un biais connu — le capital se concentre sur quelques villes — et a forcé les fonds à regarder des startups plus jeunes, plus éloignées, parfois moins “abouties”. C'est une logique que le Morocco Fintech Center pourrait reproduire à l'échelle nationale avec les banques, les assurances et les VC locaux.

Égypte – FinTech & Innovation Fund. Lancé en 2022 et porté par les trois grandes banques publiques, avec la banque centrale, e-Finance et Mastercard, ce fonds a été pensé comme un outil de souveraineté financière : accélérer la numérisation et l'inclusion, mais en gardant le centre de gravité en Égypte. Il cible l'early et le growth, mais avec une forte orientation "cases d'usage nationaux" (paiement, e-government, financial inclusion). La leçon à retenir : quand le secteur financier traditionnel porte lui-même le fonds, l'adoption B2B/B2C va plus vite, car l'acheteur potentiel est à la même table que l'investisseur.

Arabie saoudite – Public Investment Fund (PIF) et Vision 2030. À une toute autre échelle, le PIF montre ce que peut faire un État quand il utilise l'investissement comme outil de transformation sectorielle : injections directes, investissements dans les infrastructures digitales, participation dans les grands acteurs tech mondiaux, puis re-déploiement dans l'économie locale. Ce qui est intéressant pour le Maroc n'est pas le volume mais la logique : le fonds souverain tire le marché vers le haut, puis laisse le privé prendre le relais. C'est cette logique graduelle qu'il faut retenir.

CE QUE CELA IMPLIQUE POUR LE MAROC

Les initiatives déployées en 2025 par plusieurs acteurs publics ont marqué une étape structurante dans l'organisation du capital-risque à destination des startups. La sélection de gestionnaires de fonds VC dédiés créerait désormais une base solide sur laquelle il conviendrait de s'appuyer pour renforcer l'intervention en amorçage et développer, au sein de ces véhicules ou en complément, des poches thématiques ciblées sur la Fintech. Ces mécanismes, fondés sur un principe de co-investissement public-privé, permettraient d'activer un effet de levier systématique, d'intervenir dès les phases pré-seed et seed sur des cas d'usage alignés avec les priorités nationales, et de s'appuyer sur des réseaux de prescripteurs qualifiés afin d'assurer un filtrage efficace des projets et une allocation du capital mieux adaptée aux spécificités du secteur.

POURQUOI C'EST UNE PERSPECTIVE STRATÉGIQUE

D'abord, un tel mécanisme donne de la consistance à l'ensemble des chantiers du livre blanc — open finance, régulation agile, infrastructures souveraines. Sans capital disponible au moment où les projets deviennent techniquement prêts, ces chantiers restent au stade de l'intention. Le financement public-privé vient donc jouer le rôle de "pont" entre la vision et l'exécution.

Ensuite, il envoie un signal institutionnel fort : lorsque l'État co-investit, il manifeste sa confiance dans le secteur et crée un climat plus propice aux arbitrages réglementaires sur la donnée, le cloud ou l'ouverture des API. La discussion avec les régulateurs devient alors moins défensive et plus orientée sur la sécurisation des usages.

Ce cadre est également attractif pour la diaspora et les investisseurs étrangers : un véhicule clair, doté de règles de cofinancement et adossé à des acteurs publics, réduit la perception de risque pays et facilite le retour de capitaux marocains vers l'économie de l'innovation.

Ces mécanismes publics et public-privés sont des vrais outils d'accélération contrôlée.

Ils ne subventionnent pas l'innovation, ils l'amorcent. Ils ne concurrencent pas le marché, ils le mettent en mouvement. Et ils placent le Maroc dans le même sillage que les pays qui ont compris qu'en Fintech, ce n'est pas le premier à avoir l'idée qui gagne, c'est le premier à pouvoir la financer vite, proprement, et à grande échelle.

Enfin, l'effet sur l'emploi qualifié est direct : l'expérience québécoise l'a montré, ce sont les tickets d'amorçage structurés qui génèrent, deux à trois ans plus tard, les premières levées significatives et donc les premières vagues de recrutements. On finance aujourd'hui la capacité de créer de la valeur demain.

Coup de projecteur : Deux nouvelles initiatives structurantes pour stimuler l'investissement

Dépositif catalytique de soutien au capital risque (Fonds Catalytique Startups – FCS)

Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a lancé, en étroite collaboration avec le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration (MTNRA) et la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection de sociétés de gestion appelées à mettre en place et gérer des fonds dédiés aux startups. Cette initiative a pour objectif de catalyser l'investissement dans les startups marocaines tout en assurant un continuum de financement du Pre-Seed à la Série A+. Elle vise à favoriser l'émergence de futurs leaders marocains dans l'innovation et la technologie.

Cette initiative a permis de présélectionner 9 sociétés de gestion de fonds de capital-amorçage et capital-risque parmi 47 candidatures reçues : 3 fonds «Pre-Seed», 2 fonds «Seed» et 4 fonds «Séries A et plus». Les sociétés de gestion présélectionnées présentent des profils diversifiés, nationaux, internationaux et consortiums mixtes, intervenant dans des secteurs variés (Fintech, agritech, edtech, healthtech, climatetech) et couvrant différentes régions.

Dans le cadre de cette initiative, le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration (MTNRA), en partenariat avec le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement (FM6I), la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et Tamwilcom, a mis en place un dispositif catalytique de soutien aux fonds d'investissement dédiés aux startups, afin de renforcer durablement le financement de l'innovation et structurer l'écosystème national du capital-risque.

Ce dispositif repose sur la création du Fonds Catalytique Startups (FCS), porté par le Ministère et opéré par Tamwilcom. Il s'appuie sur des mécanismes alignés avec les meilleurs standards internationaux du Venture Capital, notamment une couverture contre le risque de premières pertes et des interventions en investissement, pour réduire le niveau de risque des investisseurs et orienter davantage de capitaux vers les phases d'amorçage et de croissance des startups marocaines.

Le déploiement opérationnel de l'offre de capital-risque a été lancé le 21 novembre 2025, via la signature d'une convention confiant à Tamwilcom le mandat de gestion du FCS, doté par le MTNRA d'une enveloppe de 400 millions de dirhams. Les fonds présélectionnés projettent d'investir près de 2,5 milliards de dirhams dans des startups marocaines, en mobilisant les contributions du MTNRA, du FM6I, de la CDG et d'investisseurs tiers. Cette initiative confirme le potentiel du Venture Capital au Maroc et l'engagement des partenaires institutionnels à positionner le Royaume comme hub régional et international de l'innovation, avec une offre de financement adaptée aux nouvelles dynamiques de l'entrepreneuriat technologique.

Programme « Startup Venture Building » (VB)

Dans le cadre de « Maroc Digital 2030 », le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration a lancé le programme « Startup Venture Building » (VB), via la création et le financement du fonds « Digital Startup Fund », doté de plus de 700 millions de dirhams.

Ce dispositif vise à favoriser l'émergence d'un écosystème national de startups innovantes à vocation internationale, en réponse aux enjeux d'accompagnement structuré et de financement des jeunes entreprises à fort potentiel.

La gestion du Digital Startup Fund a été confiée à Tamwilcom, dans le cadre d'un partenariat stratégique signé le 30 septembre 2024, pour assurer la complémentarité avec les autres initiatives publiques. À la suite de l'appel à manifestation d'intérêt du 9 octobre 2024, six structures d'accompagnement ont été sélectionnées pour déployer l'offre Venture Building à l'échelle nationale : 500 Global, Flat6Labs, CEED Morocco, Technopark Morocco, Open Startup International et Renew Capital.

Destiné aux startups marocaines innovantes du digital, constituées depuis moins de huit ans et prêtes à franchir de nouveaux paliers de croissance, le programme VB prévoit l'accompagnement de plus de 800 startups sur trois ans. Il propose un accompagnement structuré et personnalisé, couvrant tout le cycle de développement, du prototypage à l'accélération.

Sur le plan financier, le programme repose sur quatre instruments complémentaires : la bourse de vie (revenu mensuel pour les porteurs expérimentés), la bourse d'incubation (subvention jusqu'à 200 000 DH pour la maturation du projet), le prêt d'honneur (jusqu'à 500 000 DH sans garantie ni intérêt pour le lancement commercial), et le prêt d'amorçage (financement entre 500 000 et 2 millions DH pour accompagner la croissance).

Ce programme constitue un levier structurant de la politique publique en faveur de l'innovation, en combinant accompagnement opérationnel et instruments financiers adaptés, pour soutenir durablement la création, l'amorçage et la montée en puissance des startups marocaines.



CONCLUSION

Conclusion

Ce Livre blanc marque une étape structurante dans la trajectoire de la Fintech marocaine. Il dresse un état des lieux lucide, met en lumière les avancées collectives et propose des leviers concrets pour accélérer la transformation du secteur. Mais il ne constitue qu'une étape : de nombreux sujets restent à approfondir, à expérimenter et à ajuster au fil de l'évolution de l'écosystème.

L'ambition portée par le Morocco Fintech Center et l'ensemble des parties prenantes est claire : inscrire la dynamique Fintech dans la durée, en favorisant l'innovation, l'inclusion et la compétitivité, tout en adaptant en continu les cadres, les outils et les pratiques. Les chantiers ouverts – qu'il s'agisse de l'Open Finance, de la montée en puissance des talents, de la diversification des modèles ou de la consolidation des partenariats – appellent à une mobilisation collective et à un dialogue constant.

Ce Livre blanc se veut ainsi le socle d'une démarche évolutive : il appelle à la contribution, à l'expérimentation et à l'évaluation régulière des progrès accomplis. Les prochaines éditions, nourries par le retour d'expérience et l'engagement de tous, permettront d'affiner la feuille de route et de positionner durablement le Maroc comme un hub régional de l'innovation financière.

AU-DELÀ DU LIVRE BLANC : UNE DÉMARCHE VIVANTE AU SERVICE DE LA FEUILLE DE ROUTE FINTECH

Ce Livre blanc n'a pas vocation à constituer un document figé ou une finalité en soi. Il a été conçu comme un outil de référence évolutif, destiné à accompagner la montée en maturité de l'écosystème Fintech marocain et à nourrir, dans la durée, les réflexions et actions des parties prenantes publiques et privées.

Sa publication vise avant tout à offrir une base commune de lecture et de dialogue pour les porteurs de projets, les investisseurs, les institutions financières et les autorités, en mettant en lumière les opportunités, les leviers d'attractivité et les conditions concrètes d'accélération du secteur. Dans cette perspective, le Livre blanc a vocation à être partagé largement, mais également à s'inscrire dans les travaux et la feuille de route opérationnelle du Morocco Fintech Center, en tant que cadre de référence pour alimenter le dialogue de place, prioriser les chantiers et orienter les ajustements progressifs du dispositif.

L'ambition est que ce document serve de point d'ancrage commun, appelé à être régulièrement enrichi par les retours de terrain, l'évolution des cadres réglementaires, la montée en puissance du deal flow et les transformations du marché. Des mises à jour périodiques pourront ainsi être envisagées afin de refléter les avancées de l'écosystème, d'ajuster les priorités identifiées et de capitaliser sur les enseignements tirés des expérimentations et des projets accompagnés.

En ce sens, ce Livre blanc ouvre une démarche plus large, collective et pragmatique : une trajectoire de progrès continu, pilotée par le Morocco Fintech Center en lien étroit avec l'ensemble des acteurs, pour inscrire durablement la Fintech marocaine dans une dynamique d'**attractivité**, d'**innovation** et d'**impact** au service de l'économie réelle.



 **ANNEXES**

Écosystème Fintech au Maroc :

Acteurs publics clés

Le secteur Fintech marocain connaît une dynamique soutenue, portée par des réformes réglementaires, des initiatives publiques et des dispositifs d'accompagnement. La structuration de cet écosystème repose sur une collaboration étroite entre institutions de régulation, ministères, agences publiques et organismes de financement. Cette synergie vise à garantir la stabilité financière, stimuler l'innovation et renforcer la compétitivité des acteurs locaux face aux standards internationaux.

INSTITUTIONS DE RÉGULATION ET DE SUPERVISION

Au cœur de la confiance et de la sécurité, les régulateurs définissent les règles qui encadrent l'innovation. Leur mission consiste à préserver l'équilibre monétaire, assurer la transparence des marchés et accompagner l'intégration des solutions technologiques dans un cadre conforme aux standards internationaux.



ROYAUME DU MAROC



Bank Al-Maghrib incarne cette stabilité. En pilotant la politique monétaire et la sécurité des paiements, la Banque Centrale crée un environnement propice à l'émergence de solutions financières innovantes.

L'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) donne une place de choix à l'accompagnement de l'innovation financière, et veille à renforcer son interaction avec l'écosystème Fintech. En supervisant le marché des capitaux, elle garantit la transparence et la confiance indispensables à l'adoption des innovations.

L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) ouvre la voie à l'Insurtech. Par son unité dédiée à l'Innovation & Insurtech, elle favorise des modèles disruptifs capables de transformer l'accès aux produits assurantiels.

MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS

La gouvernance publique joue un rôle stratégique dans la définition des politiques économiques et numériques, ainsi que dans la modernisation des services.



Le Ministère de l'Économie et des Finances pilote les problématiques financières et monétaires, la gestion des fonds politiques et le financement extérieur. La Direction du Trésor et des Finances Extérieures constitue le point de contact pour les initiatives Fintech.

Le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration conduit la réforme administrative et la transformation digitale afin d'améliorer l'efficacité des services publics. L'Agence de Développement du Digital (ADD) agit comme allié opérationnel pour déployer ces réformes et soutenir l'innovation.

STRUCTURES DE FINANCEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT

L'accès au financement est un levier essentiel pour la croissance des startups Fintech. Trois acteurs majeurs interviennent dans ce domaine :



CDG INVEST



Tamwilcom est l'unique organisme public habilité à fournir des garanties pour les financements accordés aux entreprises par les banques et d'autres organismes de financement, sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances. Il gère des dispositifs de financement et d'accompagnement des startups et projets innovants durant leurs phases initiales.

Entité dédiée à l'investissement et à l'accompagnement des entreprises à fort potentiel. CDG Invest soutient le développement des startups en mobilisant des ressources financières et en favorisant l'accès à des partenariats stratégiques.

Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a pour mission de catalyser l'investissement productif, de soutenir les entreprises marocaines et de favoriser la création d'emplois durables.

Annexe :

Liste des fintechs et descriptif de leur activité

PAIEMENTS

Wallet - Transfert d'argent



ORA Technologies est la start-up marocaine porteuse du projet d'inclusion financière et digitale «E-Morocco for everyone», souhaitant rendre accessible le e-commerce et le paiement digital à tous. ORA propose un écosystème intégré unique au Maroc reposant sur 3 piliers technologiques : son application de food delivery (Kooul) proposant de la livraison de repas à domicile, son mobile wallet universel (ORA Cash) permettant de transférer de l'argent gratuitement et instantanément entre particuliers ou d'effectuer un paiement commerçant via QR Code, ainsi que sa plateforme de logistique du dernier kilomètre (Cathedis) dédiée à la livraison de e-commerçants.



Done.ma est une super-app pensée comme une infrastructure digi-tale au service du quotidien et du développement national. En unifiant sur une seule plateforme des services essentiels commerce de proximité, livraison, services urbains et solutions digitales Done.ma contribue à bâtir un écosystème inclusif, à stimuler l'écono-mie locale et à accélérer la transformation digitale du Royaume. L'ambition de Done.ma est de connecter citoyens, commerçants et services dans une dynamique de progrès, d'innovation et de création d'opportunités pour tous.



CorailBusiness se positionne comme une infrastructure d'intelligence décisionnelle dédiée aux acteurs du retail, de la finance et des services. En consolidant les données clients et transactionnelles au sein d'un écosystème unifié, la solution exploite l'intelligence artificielle pour générer des insights prédictifs, renforcer la connaissance client et soutenir une croissance durable et mesurable.



Joro Cash transforme les commerces de proximité en points de services financiers. Chaque commerçant peut proposer des dépôts et retraits Wallets, paiements, recharges téléphoniques et transferts via l'application Joro Cash. En alliant technologie et réseau humain, Joro Cash crée des revenus durables et rend la finance numérique simple, accessible et inclusive partout au Maroc.

Wallet - Fidélisation et cash-back



Cashless MA est une fintech marocaine spécialisée dans les technologies cashless et l'optimisation des parcours clients physiques. La société développe des solutions modulaires de billetterie en marque blanche, de contrôle d'accès intelligent et de paiements cashless, conçues pour scaler rapidement sur les événements, lieux de loisirs et infrastructures sportives. Sa plateforme intègre nativement des systèmes de fidélité, de collecte de data et de brand activation sponsors, transformant chaque interaction en levier de performance business. En connectant paiement, accès et engagement client dans un seul écosystème, Cashless MA permet à ses partenaires d'augmenter leurs revenus, d'améliorer l'expérience utilisateur et de piloter leur croissance grâce à la donnée.



Kenz'up est une Fintech marocaine innovante spécialisée dans la fidélisation, le cashback et la digitalisation des avantages clients et des forces de vente, au service des entreprises et des retailers. Elle se positionne comme une application multi-portefeuille intégrant un wallet rewards en points, un wallet fuel dédié aux crédits carburant et un wallet mobile en dirhams pour les paiements digitaux. Avec le lancement de KENZ'up M-Pay, la solution étend son modèle vers le paiement mobile en B2C et B2B, en combinant fidélisation, avantages digitaux et transactions financières au sein d'un écosystème unifié.

*NB : Les descriptifs
présentés dans
cette annexe ont
été préparés avec
la contribution
directe des
fintechs concernées.*



WafR est un mobile wallet conçu pour permettre aux petits commerçants informels d'offrir facilement des services financiers. L'installation de l'application leur donne immédiatement la possibilité de vendre des recharges téléphoniques, puis, après validation d'un KYA, d'accéder à l'ensemble des opérations de transferts, de compensation et d'acceptation des paiements.



Tookeez est un wallet digital basé sur la blockchain qui unifie les points de fidélité et récompenses en une unité de valeur universelle. Il simplifie l'usage, maximise la valeur pour l'utilisateur et aide les marques à engager durablement leurs clients ou employés.

PAIEMENTS

Wallet - Services de paiement



Chari est une super app pour commerces de proximité. Elle offre un compte de paiement, un RIB national, un TPE, une carte de paiement VISA et une application mobile pour gérer ses transactions.

Chari est aussi un banking as a service (BaaS) destiné à toute startup ou entreprise qui souhaite faire de la finance embarquée.



Mazma est une fintech spécialisée dans l'agrégation et la distribution de services digitaux. En combinant un réseau marchand et des solutions de paiement multicanal, elle digitalise le commerce de proximité et opère une infrastructure-marketplace de services financiers, alignant fournisseurs et commerçants pour accroître les revenus, la performance et l'inclusion financière.



ACAL Solutions, sa mission principale est d'aider les entreprises à automatiser le paiement et la délivrance de leurs services, notamment pour les solutions en libre-service.



Dashy propose une plateforme WhatsApp-first qui permet aux commerçants d'interagir avec leurs clients, d'automatiser les commandes, d'accepter les paiements et de fidéliser leur clientèle, sans avoir besoin d'un site web ni d'une application.



Paycov est une solution de paiements numériques qui permet d'envoyer, recevoir et accepter de l'argent de façon instantanée (par QR, NFC ou chat), de gérer des cartes virtuelles/physiques et de suivre l'activité financière, pour les particuliers et les commerçants.



Premium Technology and Services (PTS) est un acteur spécialisé dans les systèmes électroniques de paiement digitaux. PTS fournit des solutions innovantes pour les banques, les institutions financières et les établissements de paiement afin de les aider à renforcer leur proposition de valeur, à simplifier et sécuriser les moyens de paiement de leurs clients grâce à des outils abordables et à améliorer la différenciation des institutions financières sur le marché.



CashClick est une solution fintech qui agit comme un tiers de confiance entre vendeurs et acheteurs dans l'e-commerce, particulièrement sur les réseaux sociaux. Elle garantit les paiements des vendeurs et la protection des acheteurs contre les fraudes, en réduisant la dépendance au cash et en structurant le flux transactionnel. La plateforme assure la sécurisation des paiements jusqu'à la confirmation de livraison, avec un système de gestion des litiges intégré.



loyaPay est l'infrastructure digitale des commerçants modernes. Elle unifie caisse intelligente, passerelle de paiement, portefeuille digital, fidélité et TPE dans une seule plateforme. loyaPay est une solution tout-en-un qui remplace le cash, simplifie l'encaissement et accélère la croissance des commerçants.

SERVICES FONCTIONNELS

Services aux collaborateurs



Gwala propose une solution de salaire à la demande. Elle permet aux employés d'accéder instantanément à une partie de leur salaire déjà gagné avant la fin du mois, sans attendre le jour de paie traditionnel.



eProgram est une plateforme dédiée à l'engagement des collaborateurs grâce aux avantages sociaux. Elle permet aux entreprises d'offrir à leurs collaborateurs une meilleure expérience employée grâce à des conventions avec plus de 150 partenaires, des moyens d'incentives innovants et des programmes d'engagement adaptés.



PayLik est une application RH et financière qui réinvente l'expérience des collaborateurs en construisant le Compagnon Digital de l'Employé pour son quotidien professionnel, personnel et financier. Elle propose des avantages Financier et RH uniques pour favoriser l'engagement des collaborateurs, en agrégeant avantages et paiements : salaire à la demande, paiements de bonus instantanés, avantages de vie et perks.

Solutions de gestion pour entreprise



KONTA propose une plateforme SaaS qui digitalise l'ensemble des flux de facturation Client et Fournisseur. La solution couvre tous les formats d'échanges classiques et électroniques.



INEO est une solution digitale basée sur l'intelligence artificielle qui aide les petites et moyennes entreprises à automatiser les tâches administratives, analyser et structurer les documents, suivre la trésorerie et les opérations clés, tout en offrant une interaction simple via des outils comme WhatsApp.



Hsabati est une plateforme de gestion et de financement d'entreprise intégrée, regroupant facturation, CRM, gestion des stocks, trésorerie production, et projets, le tout pour faciliter le pilotage quotidien d'une PME ou TPE grâce à une solution digitale tout-en-un. Elle permet aussi un accès rapide et simplifié à du financement à travers ses partenaires bancaires pour qui elle score et onboard les TPMEs.



Nickel propose une solution de gestion de dépenses intégrant un compte pro pour l'entreprise et des cartes de paiement corporate pour les collaborateurs. La plateforme permet aux entreprises de digitaliser, centraliser et piloter l'ensemble de leurs flux de dépenses opérationnelles.

Solutions digitales pour commerçant



WOLIZ est une startup marocaine fintech et retail-tech, conçue pour digitaliser, connecter et valoriser l'écosystème du commerce de proximité au Maroc puis en Afrique. WOLIZ agit comme un agrégateur de partenaires et un connecteur digital bout-en-bout évolutif, adapté aux réalités africaines, permettant à chaque acteur de gagner en visibilité, en efficacité et en inclusion, sans augmenter ses coûts opérationnels ni ses investissements.



inyad est une plateforme unifiée de gestion et de paiements qui aligne opérations et flux financiers, permettant aux entreprises et aux commerçants de piloter leur activité en temps réel avec plus de contrôle et de performance.



z.systems est une plateforme digitale qui modernise le commerce traditionnel en orchestrant l'ensemble de la chaîne de distribution. Elle connecte marques, grossistes et détaillants via une marketplace multi-boutiques, un moteur de fidélité et un wallet digital intégré, offrant visibilité en temps réel, paiements cashless et optimisation des stratégies Go-To-Market.

Comptabilité et trésorerie



Manageo est une solution de gestion cloud dédiée aux petites et moyennes entreprises marocaines. La plateforme permet aux TPME de piloter leur activité de manière intuitive, centralisée et performante, en facilitant la gestion commerciale, financière et opérationnelle.

Gestion relation client - Automatisation

DOKAN est une plateforme digitale B2B2C conçue pour moderniser le commerce alimentaire de proximité.



Elle connecte les commerçants de quartier à un écosystème d'artisans locaux à forte valeur ajoutée — primeurs, bouchers, poissonniers, fromagers, pâtisseries et autres métiers de bouche — reconnus pour leur savoir-faire authentique. Grâce à DOKAN, les professionnels peuvent centraliser leurs approvisionnements, commander en ligne en toute fluidité, et bénéficier d'une logistique flexible avec livraison à la demande, tout en garantissant fraîcheur, traçabilité et qualité des produits.

Gestion relation client - Optimisation et automatisation de flux opérationnel et transactionnel



PayTic est une fintech spécialisée dans l'automatisation des opérations monétaires. Elle propose une solution logicielle SaaS destinée aux banques, coopératives de crédit, fintechs, acquéreurs et opérateurs de switches domestiques, pour automatiser la réconciliation, la gestion des chargebacks et le reporting des schémas (Visa, Mastercard, etc.) liés à leurs programmes de paiement.



Global Transactions Solutions est une plateforme de solutions financières et technologiques qui propose des logiciels efficaces et prêts à l'emploi pour maîtriser les flux financiers, sécuriser les transactions, automatiser la réconciliation et digitaliser les processus métiers via des outils SaaS et des services IT personnalisés.

FINANCEMENT

Crowdfunding



Akkan est une fintech marocaine dédiée au financement collaboratif. Plus qu'une plateforme, c'est un écosystème complet qui relie les porteurs de projets (associations, TPME, start-ups, coopératives), financeurs, experts, incubateurs et institutions pour faciliter l'accès au financement, offrir un accompagnement structuré, encourager l'innovation et bâtir une économie inclusive et durable.



Kiwi Collecte est une plateforme marocaine de crowdfunding par don. Elle permet, d'une part, de canaliser la mobilisation solidaire de la société marocaine et de sa diaspora, notamment en contexte d'urgence, et d'autre part, de financer — avec ou sans contrepartie — des projets à impact social, culturel, éducatif, sportif et entrepreneurial, portés et soutenus par leurs communautés.



Alif Invest est une société de financement collaboratif, dont l'activité consiste à dynamiser l'écosystème entrepreneurial marocain, arabe et africain. À travers sa plateforme Alif Crowd, elle met en relation des entrepreneurs et des PME à fort potentiel avec des investisseurs engagés, en proposant des solutions de financement innovantes, accessibles et sécurisées.



Daret est une application mobile de digitalisation de la tontine (épargne collective) permettant de créer des cercles, organiser les tours de contribution, suivre les engagements de chacun et automatiser rappels et notifications. Elle simplifie la gestion des tontines, renforce la transparence et la confiance au sein des groupes, et modernise une pratique largement ancrée dans la culture marocaine.



Dealkhir est une infrastructure fintech qui permet aux entreprises d'intégrer des mécanismes de don directement dans leurs parcours digitaux et physiques (e-commerce, retail, programmes de fidélité, initiatives RH et RSE). Sa technologie facilite la mise en place de campagnes solidaires traçables et mesurables, tout en simplifiant la gestion et le suivi de l'impact social généré.

Crédit - Courtage crédit



AFDAL est une fintech marocaine qui fournit aux banques une plateforme SaaS white-label de simulation et de pré-attribution de financement habituel, conventionnel et participatif. Grâce à un moteur de calcul combinatoire ultra-précis couvrant l'ensemble des cas de financement, complété par un scoring de compétitivité des offres, la solution permet aux établissements bancaires d'améliorer significativement leur production de crédits, de réduire les délais de traitement et d'offrir une expérience client digitale fluide et transparente. Déployable en multicanal et sans code, elle permet aux banques de libérer le plein potentiel de leurs canaux de vente.



Talaty est une plateforme IA destinée aux institutions financières qui facilite l'accès au financement pour les PME en optimisant les évaluations de crédit, en accélérant les décisions de prêt et en réduisant les coûts et les risques liés au financement.



Dar Attamwil est une société spécialisée dans le courtage en financement participatif, qui offre conseil et accompagnement aux particuliers, professionnels et entreprises afin de leur apporter appui et soutien dans la conduite du changement dans l'ensemble des produits et services des banques Takaful, en conformité avec le Sharia Board.



Guppy est une plateforme d'IA agentique qui libère les banques et leurs partenaires technologiques des frictions de la modernisation des systèmes. Plus de 90% des projets de transformation dépassent délais et budgets, ralentis par la dispersion de la connaissance entre documentations et codes, le manque d'experts métier et la grande quantité de tâches manuelles répétitives. Guppy centralise toute la connaissance institutionnelle et sectorielle et déploie des agents experts capables de piloter l'ensemble du cycle de modernisation, dans un cadre de sécurité conforme aux standards bancaires. Résultat: jusqu'à 40% de gains de productivité, permettant aux banques de respecter les délais et de réallouer l'effort de maintenance et modernisation vers l'innovation.

BNPL



Alya est une solution BNPL opérant dans le respect du cadre réglementaire marocain applicable. Elle permet aux clients de fractionner leurs achats en 2, 3 ou 4 paiements sans frais ni intérêts au sein d'une certaine d'enseignes physiques et en ligne. Pour les commerçants, c'est un levier de croissance et de fidélisation, alliant scoring intelligent, paiement garanti et expérience fluide.



Wisapay est une fintech BNPL qui propose des solutions flexibles de paiement fractionné, optimisées par un moteur avancé d'évaluation de la solvabilité conçu pour accroître le pouvoir d'achat et stimuler la croissance des commerçants, avec un objectif stratégique de développement à l'échelle de la région du Maghreb.



Spotter développe une solution de paiement fractionné (BNPL) dédiée aux salariés de grandes entreprises partenaires. En offrant une flexibilité de paiement et un parcours digital simplifié, la plateforme répond à l'évolution des usages de consommation au Maroc et en Afrique tout en offrant aux commerçants partenaires un levier d'amélioration du taux de conversion et de l'expérience client.

GESTION D'ACTIFS

Conseil en investissement Robot-advisors



Low-tech Farm est une solution FinTech innovante qui démocratise l'investissement à impact en proposant des obligations durables indexées sur la réalisation de modules de fermes durables à travers le Maroc. Cette solution combine l'inclusion financière et le développement agricole durable en commercialisant ces obligations auprès des populations sous-bancarisées dans les zones rurales ciblées.



Nommo est une plateforme d'investissement digitale nouvelle génération, offrant un accès simple et sécurisé aux marchés financiers. Elle centralise l'ouverture de compte, l'investissement en temps réel dans les entreprises cotées à la Bourse de Casablanca et, bientôt, d'autres solutions d'épargne et de placement, tout en rendant l'accès aux opportunités financières plus inclusif.



Wasit transforme les petites exploitations agricoles en actifs financiers grâce à un modèle de partage de revenus, un suivi digital via agent IA sur WhatsApp et des accords commerciaux sécurisant la vente.



EcoFinance Analytics se positionne comme une super-application de l'investissement, alliant la puissance d'une plateforme d'investissement (EcoINVEST) et l'interactivité d'un réseau social (EcoTALKS). Véritable one-stop shop, il s'agit d'une solution intégrée permettant aux utilisateurs d'échanger leurs idées, d'identifier les tendances émergentes et d'investir directement, le tout dans un environnement convivial et intuitif.



tesselate Group travaille à réinventer les processus corporate et Trade finance grâce à une IA agentique capable de coordonner intelligemment chaque étape du cycle opérationnel pour passer de processus pilotés par l'humain et soutenus par les systèmes à une infrastructure gérée par des agents et supervisée par l'humain. Nous combinons interopérabilité des systèmes et automatisation gouvernée avec "human-in-the-loop", afin de garantir performance, conformité et maîtrise des risques.



Egle Invest est une plateforme marocaine de micro-investissement permettant aux jeunes actifs et étudiants d'accéder au marché boursier dès 30 MAD, grâce au fractionnement. Elle associe pédagogie financière et infrastructure technologique sécurisée afin de favoriser l'inclusion financière d'une nouvelle génération d'investisseurs.

Services aux gestionnaires d'actif



Lotus Capital est une fintech spécialisée dans le trading discrétionnaire et les technologies financières, qui utilise des stratégies de marché, des outils quantitatifs et des infrastructures avancées pour opérer sur un large éventail de classes d'actifs.

REGTECH

KYC - Conformité



INDATACORE est une RegTech spécialisée dans le développement de solutions digitales & IA. L'entreprise accompagne ses clients dans la transformation de leurs processus grâce à des technologies IA notamment à travers sa plateforme Sky GenAI dédiée à l'automatisation des processus de vérification de conformité documentaire ou sa solution eKYC Sky ID d'identification des clients.



VOVE ID est une infrastructure de vérification d'identité et de conformité qui aide aussi bien les startups que les entreprises à onboarder leurs utilisateurs en toute sécurité. La plateforme combine preuve de vie, vérification documentaire, matching biométrique et extraction OCR pour réduire la fraude et accélérer les parcours, avec des modules KYC/KYB et AML adaptés au passage à l'échelle.



Sahl Financial développe une infrastructure d'open banking permettant, avec le consentement de l'utilisateur, d'accéder à des données financières de manière sécurisée et centralisée, afin de faciliter des parcours digitaux et des services financiers.

GESTION DU RISQUE

Outils d'aide à la décision



Arkeo Partners est une solution qui connecte les institutions financières sur une plateforme unique afin de négocier et d'exécuter l'ensemble du cycle de vie des opérations de financement sur titres, y compris les pensions livrées.



Rapid Intelligence est une solution spécialisée dans le trading quantitatif et le développement de solutions financières basées sur l'intelligence artificielle. Elle gère notamment le Rapid Intelligence Fund, un fonds d'investissement qui utilise des algorithmes avancés et des technologies d'IA pour optimiser les stratégies de placement sur les marchés financiers.

INSURTECH

Fintech autour des produits assurantiers



Cypherleak est une solution spécialisée en cybersécurité qui propose une plateforme de surveillance, de notation et d'analyse des risques cybernétiques pour les entreprises. Elle aide les organisations à évaluer et à surveiller leurs vulnérabilités numériques sur le web public et le dark web, à mieux comprendre leur exposition aux risques liés aux cyberattaques et à adresser ces risques à travers des recommandations personnalisées alimentés par l'IA.



SYGMA.AI est une solution SaaS entièrement automatisée de bout en bout qui utilise l'IA pour gérer les déclarations de sinistre, évaluer les dommages causés aux véhicules, détecter la fraude et estimer les coûts de réparation.



Klaim.ai est une plateforme révolutionnaire dédiée à la modernisation et à l'optimisation de la gestion des réclamations et des paiements dans le secteur des soins de santé. En utilisant des technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle et l'automatisation, Klaim.ai simplifie les processus complexes, réduit les coûts administratifs et améliore les flux de trésorerie des prestataires de soins de santé.



Zyplo est une plateforme InsurTech qui fournit une solution logicielle SaaS intelligente aidant les compagnies d'assurance à détecter la fraude, à optimiser la gestion des sinistres et à améliorer l'efficacité des opérations liées aux indemnités.



DigiAssur est une plateforme digitale d'assurance agit comme intermédiaire entre les assureurs et les personnes ou entreprises qui souhaitent s'assurer, en simplifiant l'achat et la gestion de contrats d'assurance directement en ligne.



Dino est un courtier en assurance AI-native utilisant la voix pour permettre de comprendre et souscrire facilement des assurances en dialecte local.



Née du programme Émergence de l'ACAPS, CourtiZen est la plateforme SaaS tout-en-un qui modernise les intermédiaires d'assurance au Maroc. En centralisant et automatisant leur parcours de vente, de la gestion client aux devis multi-branches, nous libérons les conseillers de l'administratif. Ils vendent mieux, plus vite et se concentrent enfin sur le conseil.



Estaly est une insurtech spécialisée dans l'assurance embarquée (embedded insurance). La société développe des solutions clés en main permettant aux réseaux de distribution retail et e-commerce d'intégrer des garanties pertinentes — couvrant l'équipement high-tech, l'électroménager, la mobilité et l'équipement de la maison — directement dans leurs tunnels de vente, tant en ligne qu'en magasin. La société équipe aujourd'hui 1 500 points de vente et une centaine de sites e-commerce.



SOWIT est une solution qui utilise des technologies avancées comme l'internet des objets, l'imagerie satellite, l'intelligence artificielle et l'analyse de données pour permettre aux agriculteurs d'optimiser leurs opérations les plus critiques telles que la fertilisation ou l'irrigation.



Kayros est une InsurTech SaaS qui digitalise les parcours de souscription pour les assureurs, mutuelles et courtiers. Sa plateforme leur permet de concevoir, déployer et faire évoluer des parcours complets en toute autonomie, sur tous les canaux de distribution, en quelques semaines. Grâce à une omnicanalité native et à l'intelligence artificielle, Kayros accélère la mise en marché des produits d'assurance et optimise les taux de conversion du premier clic jusqu'au contrat signé.



Skills & Smart se positionne comme un acteur clé de la modernisation de l'assurance au Maroc en alliant expertise métier et technologies avancées comme l'IA et l'IoT. Elle transforme le secteur via des business models disruptifs, la digitalisation des processus et le développement de produits adaptés aux nouveaux risques.



MEDICLIC est une plateforme marocaine de santé numérique qui optimise et digitalise le parcours de soins de A à Z grâce à l'intelligence artificielle.

PROPTECH

Services financiers immobiliers



Yakeey est une real estate fintech marocaine, dont la mission est de simplifier, d'apporter de la transparence et de démocratiser l'accès à l'immobilier pour tous les Marocains. Sa plateforme 100% intégrée couvre quatre activités : crédit immobilier digital, marketplace transactionnelle, Instant Buying (iBuying) — service du genre au Maroc — et YakeeyVal, outil d'évaluation automatisée homologué par la Direction Générale des Impôts.

Note aux acteurs de l'écosystème :

Les fintechs opérant au Maroc dont le logo ne figure pas dans la présente édition sont invitées à prendre attache avec le Morocco Fintech Center afin d'être intégrées lors d'une prochaine mise à jour du Livre Blanc. Cette démarche s'inscrit dans une volonté d'ouverture et d'exhaustivité, visant à refléter au mieux la richesse et la diversité de l'écosystème fintech national.

Références (1/2)

- Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) – Rapport Annuel 2022 (BAM)
- Stratégie de développement de la finance climat à l'horizon 2030 – Rapport « Constats, vision et stratégie » MEF, BAM, AMMC, ACAPS
- Stratégie nationale « Digital Morocco 2030 » du Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration.
- HCP - Rapport Chiffres Clés 2025
- ANRT – Tableaux de bords trimestriels (2024/2025) et rapports annuels publiés.
- BAM – Rapport annuel 2024
- BAM - Rapport de supervision bancaire 2024
- AMMC – Rapport annuel 2024
- ACAPS – Rapport Situation du secteur des assurances et réassurances 2024
- ADD (Agence de développement du digital) – Base de données des startups marocaines répertoriée chez l'ADD
- Citex Africa 2024 - Exhibitor List – Participants et startups présentes
- Africa The Big Deal – Base de données et référencement des levées de fonds de +100k\$ des startups africaines.
- Global Fintech Index – plateforme mondiale de classement et de catégorisation permettant de comparer les écosystèmes et les fintechs à l'échelle mondiale.
- Banque Mondiale (World Bank Group) : Rapport 2025 « Global Findex Database - *Connectivity and Financial Inclusion in the Digital Economy* »

Références (2/2)

- World Economic Forum – Rapport 2025 – « *The Future of Global Fintech : From Rapid Expansion to Sustainable Growth Second Edition* »
- « Press Releases » issue d'Open Banking Limited - openbanking.org.uk (*OBL/OBIE est l'entité de mise en œuvre décrite dans l'ordonnance du régulateur CMA (Competition and Markets Authority UK) pour élaborer la norme Open Banking de référence mondiale au Royaume-Uni*)
- Australian Competition & Consumer Commission - [acc.gov.au](https://www.accc.gov.au) - Présentation du « Consumer Data Right », *initiative mondiale de premier plan en matière de partage et de portabilité des données.*
- Papier « *L'ouverture du système financier et ses effets potentiels sur le crédit bancaire* » de Maria Eduarda Vianna e Silva. (*Etude au Brésil - FGV Direito Rio <https://biblioteca.fgv.br/>*)
- Article du National Assembly Library Trust Fund of Nigeria - « *House of Representatives Passes Nigerian Fintech Regulatory Commission Bill for Second Reading* » - naltf.gov.ng
- Publication du site Gouvernemental du Quebec - « *Création du Fonds Impulsion* » publiée par le cabinet du ministre délégué à l'économie et aux petites et moyennes entreprises. [quebec.ca](https://www.quebec.ca)
- Publication du site Gouvernemental Français, « Programme French Tech Rise » - *Site lafrenchtech.gouv.fr*
- BPI France - *catalogue des offres de soutien à l'innovation, « Programme Bourse French Tech » site bpifrance.fr*
- Central Bank of Egypt - *Programme FintechFund – site cbe.org.eg*
- Public Investment Fund (PIF) of Saudi Arabia – *Programme du « Financial Sector Development Program » Site - pif.gov.sa*

MOROCCO FINTECH CENTER

المركز المغربي للتكنولوجيا المالية
Morocco Fintech Center

Adresse :

Espace Les Patios,
angle avenues
Annakhil & Addolb.
Rabat

Portail :

www.mfc.ma

Email :

Contact@mfc.ma

Tél. :

+212 (0) 666297355



[morocco-fintech-center](https://www.linkedin.com/company/morocco-fintech-center)